

- Rapport final -

**HISTOIRE ET MEMOIRES DES IMMIGRATIONS
EN REGION AUVERGNE**

Responsable scientifique : Jacques BAROU

**Jacques BAROU – Fabrice FORONI
avec la contribution d'Aude REMY**

Avril 2008

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE

L'IMMIGRATION ETRANGERE, DE LA FIN DU XVIII^e SIECLE, A LA FIN DU XIX^e SIECLE

INTRODUCTION.....	4
I – LES MIGRATIONS INTERNES ET L'EMIGRATION DES AUVERGNATS HORS D'Auvergne :	
UN PHENOMENE DETERMINANT POUR COMPRENDRE L'HISTOIRE DE L'IMMIGRATION ETRANGERE.....	7
II – UN CAS ORIGINAL DE PRESENCE ETRANGERE EN AUVERGNE A LA FIN DU XVIII ^e SIECLE :	
LES PRISONNIERS DE GUERRE ET DESERTEUR DES ARMEES ENNEMIES.....	16
III – LES REFUGIES EN AUVERGNE AU XIX ^e SIECLE.....	21
IV – BILAN DE L'IMMIGRATION AU COURS DU XIX ^e SIECLE.....	29

DEUXIEME PARTIE

L'IMMIGRATION ETRANGERE EN AUVERGNE PENDANT LA PREMIERE MOITIE DU XX^e SIECLE

I – L'IMMIGRATION D'AVANT-GUERRE.....	32
II – LA PERIODE DE LA PREMIERE GUERRE MONDIALE.....	36
III – LES FLUX MIGRATOIRES PENDANT L'ENTRE-DEUX-GUERRES.....	40
IV – LE ROLE ECONOMIQUE DES IMMIGRES PENDANT L'ENTRE-DEUX-GUERRES.....	47
V – VIE COMMUNAUTAIRE ET INTEGRATION.....	53
VI – LES IMMIGRES EN AUVERGNE PENDANT LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE.....	58

TROISIEME PARTIE

L'IMMIGRATION DANS LA SECONDE MOITIE DU XX^e SIECLE

I – LES ANNEES D'APRES-GUERRE.....	68
II – LES RAPATRIES DES COLONIES.....	72
III – L'IMMIGRATION ALGERIENNE DE L'APRES-GUERRE A LA FIN DU SIECLE.....	82
IV – LA GRANDE VAGUE PORTUGAISE.....	88
V – LES DERNIERES GRANDES IMMIGRATIONS ECONOMIQUES.....	96
VI – LES POPULATIONS IMMIGREES A LA FIN DU XX ^e SIECLE.....	101

BIBLIOGRAPHIE.....	107
--------------------	-----

ANNEXES : ELEMENTS STATISTIQUES SUR L'IMMIGRATION ETRANGERE DANS LES DEPARTEMENTS

AUVERGNATS ENTRE 1851 ET 1999.....	111
------------------------------------	-----

(Sommaire détaillé au début des annexes)

PREMIERE PARTIE

**L'IMMIGRATION ETRANGERE,
DE LA FIN DU XVIII^e SIECLE, A LA FIN DU XIX^e SIECLE**

INTRODUCTION

Une période de faible immigration

L'immigration étrangère est en Auvergne un phénomène relativement récent comparativement à ce que l'on observe dans d'autres régions de France. Faire l'histoire de cette immigration au cours d'un siècle où elle est très modeste peut donc sembler de faible intérêt du point de vue de la recherche considérée et de surcroît particulièrement problématique du point de vue de la méthode. Il existe en effet peu de sources concernant cette longue période en dehors de quelques travaux universitaires, certes de qualité, mais ciblant des populations et des localités trop précises pour rendre compte de la réalité globale du phénomène. On peut bien sûr compléter cette documentation par le recours aux statistiques historiques, à certaines archives qui ont peu suscité jusque là l'intérêt des historiens et à des témoignages présents dans la littérature ou la presse ainsi qu'à divers documents révélateurs d'une certaine présence étrangère dans la région, tels, par exemple, les guides destinés à la clientèle étrangère des stations thermales. Ces documents sont de statuts très différents, ce qui amène à s'interroger sur leur fiabilité et sur la complémentarité qu'ils peuvent offrir les uns par rapport aux autres.

Les travaux universitaires présentent bien sûr une garantie de scientificité quoique les méthodes de l'histoire aient beaucoup évolué au cours du vingtième siècle. Les approches développées par les historiens des années 1930 ne sont pas les mêmes que celles utilisées par ceux des années 1980. De surcroît, les recherches sur l'histoire de l'immigration étrangère n'ont vraiment pris leur essor que depuis une vingtaine d'années. Les historiens précurseurs qui se sont engagés sur ce terrain ne disposaient pas de grandes possibilités en matière de recours aux comparaisons, ce qui, dans le domaine des sciences humaines, facilite les processus d'interprétation. Il y a quelquefois plusieurs auteurs qui, à des époques différentes ont étudié le même type d'immigration au cours des mêmes périodes, ce qui permet de faire ressortir ce qu'il y a de commun sous des regards différents. Pour le XIXe siècle, cette récurrence est tout de même extrêmement rare¹. Dans un certain nombre de cas il n'existe qu'un seul document concernant telle ou telle immigration au cours de la période étudiée dans ce rapport, souvent de statut universitaire différent : ouvrage, article de revue scientifique ou mémoire d'étudiant. Ces divers travaux permettent, toutefois, d'avoir une idée assez précise en ce qui concerne le type d'immigration étrangère qui a touché l'Auvergne, depuis la révolution française jusqu'à la veille de la première guerre mondiale. Il apparaît clairement qu'il ne s'agit pas d'une immigration ouvrière motivée par la quête du travail, comme c'est majoritairement le cas sur l'ensemble de la France, au cours de cette période. Pourtant l'industrialisation de l'Auvergne n'est pas plus tardive que celle de l'ensemble du pays. L'extraction de la houille, la fabrication du papier, la métallurgie, avec en particulier la coutellerie, sont des activités qui existent déjà depuis longtemps. Le travail du bois et celui de la pierre vont connaître un essor important au cours du XIXe siècle et l'industrie du caoutchouc apparaît à Clermont-Ferrand dès les années 1830.

¹ Il y a tout de même des travaux réalisés à des époques différentes sur les réfugiés politiques en Auvergne au XIXe siècle, tels ceux de Pierre Gerbet au début des années 1940 et ceux de Francis Koerner des années 1980 à 2000.

La population ouvrière auvergnate

L'absence de recours à une immigration de travail, en provenance de l'étranger, s'explique par la présence dans la région d'une main d'œuvre assez nombreuse et présentant un assez large éventail de qualifications, pour soutenir l'essor industriel pendant plus d'un siècle. Si, comme l'écrit Marie-Claude Blanc-Chaléard ², l'histoire de l'immigration ne doit pas être séparée de l'histoire autochtone, il est important de montrer dans cette première partie de notre recherche, comment la population ouvrière auvergnate qui se construit au cours du XIXe siècle présente un profil sociologique particulier. Cela facilitera ultérieurement l'intégration en son sein de certaines immigrations étrangères, qui ont un profil proche du sien et rendra moins facile celle d'immigrations qui en sont plus éloignées. La population ouvrière de l'Auvergne est, plus que d'autres, une population d'ouvriers paysans. Mais elle ne reste pas pour autant fixée à sa terre dans un rayon proche de l'usine où elle travaille. C'est au contraire une population qui connaît une forte mobilité, géographique mais aussi sociale. L'histoire du XIXe siècle et de la première moitié du XXe siècle la montre, passant d'une zone à une autre, à l'intérieur de la région mais aussi d'une région à une autre, d'un pays à un autre et d'un statut à un autre. De nombreux individus sont allés souvent du statut de commis apprenti à celui de petit patron, en passant par des postes de compagnon, de contre maître, d'agent recruteur ou d'artisan indépendant. Les recueils d'histoires de vie qui montrent une telle évolution sont assez abondants pour que l'on puisse admettre l'idée d'une grande mobilité sociale au sein de la classe ouvrière auvergnate au moins jusqu'au milieu du vingtième siècle.

Pendant que certains connaissaient une progression hiérarchique, les effectifs à la base n'avaient guère de difficultés à se renouveler, du fait de l'excédent démographique qui caractérisait les zones les plus pauvres et les moins industrialisées. La « montagne » pourvoyait largement en bras les diverses entreprises qui se créaient dans les villes et les vallées. Ce n'est que lorsque cet excédent démographique a commencé à se réduire, c'est-à-dire après la seconde guerre mondiale, que l'on a assisté à l'essor d'une forte immigration étrangère de caractère économique. Les vagues les plus nombreuses ont été celles qui se rapprochaient le plus du profil dominant de la population ouvrière locale, c'est-à-dire manifestant une forte aptitude à la poly-activité, à la mobilité résidentielle et sociale. L'immigration portugaise qui a pris dans la région une ampleur bien plus forte qu'ailleurs était sans doute celle qui présentait le profil le plus proche de la classe ouvrière auvergnate, ce qui explique sans doute son succès auprès des employeurs et sa rapide intégration dans la société locale. Ce n'est donc pas s'écarter de notre objet de recherche que de rappeler, dans un premier temps, ce que furent les migrations internes à l'Auvergne, migrations à l'origine de la constitution d'un monde ouvrier régional dont les caractéristiques principales sont la mobilité, la fluidité intergénérationnelle et la proximité du monde paysan. Selon Gérard Noiriel, ce sont de telles caractéristiques qui ont empêché la classe ouvrière française d'acquérir l'homogénéité culturelle et l'autonomie d'action de ses homologues anglaise ou allemande :

« Chaque période de forte industrialisation s'est concrétisée par l'apparition d'espaces ouvriers nouveaux, donc sans passé et sans mémoire...La faiblesse de l'identité de classe a été constamment entretenue également par l'incertitude des frontières du groupe ouvrier. Régulièrement renouvelée par le bas, la culture ouvrière a toujours été en France imprégnée des diverses formes de culture

² M.C Blanc-Chaléard, **Les Italiens dans l'Est parisien. Une histoire d'intégration (1880-1960)**, Ecole française de Rome, 2000, 803 p.

rurale. Mais l'afflux incessant de nouveaux entrants dans le groupe a favorisé également la perméabilité de la classe dans ses échelons supérieurs...»³.

S'il y a une région où ces caractéristiques de la classe ouvrière française, soulignées aussi depuis longtemps par d'autres auteurs⁴, sont particulièrement fortes, c'est bien l'Auvergne. L'originalité du monde ouvrier auvergnat tient toutefois dans le fait que son renouvellement à la base s'est fait pendant très longtemps exclusivement, grâce aux apports locaux et que certaines des immigrations étrangères qui ont contribué sur le tard à ce renouvellement se sont inscrites dans la même dynamique de mobilité sociale et de maintien de liens avec le monde paysan.

Les mouvements migratoires internes qui sont à l'origine de la constitution d'un monde ouvrier auvergnat à la fois imprégné de ruralité et apte à la mobilité sociale ne sont donc pas à ignorer dans une recherche qui vise la compréhension de l'immigration étrangère. Plus les migrants étrangers auront un profil proche de ce monde ouvrier régional et plus ils y trouveront facilement leur place.

Par ailleurs l'émigration depuis l'Auvergne, historiquement ancienne et tournée vers des horizons relativement lointains, a contribué à ouvrir, de façon précoce, une région, géographiquement enclavée aux flux d'échanges avec des zones d'où viendront ultérieurement de nombreux migrants étrangers. Elle a aussi contribué à familiariser les Auvergnats avec une certaine image de l'étranger. L'idée d'une Auvergne repliée sur sa ruralité, et tenue à l'abri des influences extérieures, ne résiste pas à l'analyse de l'histoire de cette région. Celle-ci révèle une aptitude au mouvement, à la fois interne et externe, mais aussi une ancienne ouverture au monde qui n'est pas sans incidence sur le regard porté sur les étrangers. Ceux-ci sont présents dans la région, de façon significative, dès la fin du XVIII^e siècle, même s'ils sont peu nombreux, inégalement répartis et même s'ils n'ont que peu de liens avec l'économie régionale, étant venus essentiellement pour des raisons politiques et militaires. C'est cette immigration, venue là plus par contrainte que par choix et présentant souvent un haut niveau d'éducation qui va être étudiée dans cette première partie de la recherche, après que nous ayons consacré un premier chapitre aux migrations internes à l'Auvergne et à l'émigration des Auvergnats en dehors de leur région, dans la mesure où ces phénomènes permettent de comprendre en bonne partie les aspects que prendra au siècle suivant la migration étrangère de caractère économique.

³ G.Noiriel, Le rôle de l'industrialisation dans la formation du monde ouvrier en France (1880-1980), conférence SHMC, samedi 8 novembre 1997, **Actes de l'histoire de l'immigration**, p 7.

⁴ Voir en particulier Michel Verret, **La culture ouvrière**, Armand Colin, 1980.

I - LES MIGRATIONS INTERNES ET L'EMIGRATION DES AUVERGNATS HORS D'Auvergne : UN PHENOMENE DETERMINANT POUR COMPRENDRE L'HISTOIRE DE L'IMMIGRATION ETRANGERE

Un « château d'hommes »

Au-delà des frontières administratives de l'Auvergne actuelle, le Massif Central a été qualifié de « château d'hommes », par les historiens de la population et de l'économie. S'il y a peu de travaux sur l'immigration étrangère dans cette zone, il y a par contre abondance d'écrits sur les migrations internes, qu'elles se soient déroulées à l'intérieur des régions constituant le massif central ou qu'elles aient visé des horizons plus lointains, les grandes villes françaises ou certains pays européens, voire l'outre-mer. La contribution des originaires du massif central au peuplement de villes industrielles voisines, comme Saint Etienne, ou leur apport à la croissance parisienne au XIXe siècle, sont des phénomènes bien étudiés par les démographes et les historiens. Selon Abel Chatelain⁵, le massif central représentait plus de la moitié des migrants temporaires en France au début du XIXe siècle et encore plus du tiers dans les années 1850. Avant 1870, les chiffres de départ sont encore très élevés : 200 000 par an en moyenne. Si tout le massif est concerné, certaines régions le sont plus que d'autres. Le Limousin a été plus touché que l'Auvergne et à l'intérieur de l'Auvergne, le Cantal a été, de loin, plus touché que les autres départements. A long terme, ces flux de départs ont épuisé le potentiel démographique de ces régions centrales et expliquent la situation actuelle, marquée par une forte proportion de personnes âgées et par une faible natalité, avec des campagnes qui se vident et des villes qui stagnent. La situation de l'Auvergne est toutefois moins préoccupante, que celle des zones situées sur les bordures occidentales et méridionales du Massif central, comme le Limousin, le Quercy ou le Rouergue. Le développement relativement précoce de l'industrie dans le Puy-de-Dôme et, dans une moindre mesure, dans l'Allier, a permis de maintenir dans la région une grande partie de la population et d'y attirer des migrants venus des zones voisines : Creuse et Corrèze en particulier.

L'histoire d'un bourg industriel comme Volvic est révélatrice du rôle joué, à la fin du XIXe siècle, par l'immigration des campagnes voisines dans le processus de croissance démographique qui accompagne l'industrialisation. A cette époque, l'extraction et le travail de la pierre de lave font passer la population à 3 700 habitants. L'analyse des patronymes inscrits sur les registres municipaux et celle des lieux de naissance des nouveaux résidents révèle que cet apport de population est dû à l'arrivée des « montagnards », migrants ruraux venus de la montagne de Riom qui trouvent à Volvic à la fois un emploi dans les carrières et la possibilité de s'établir sur de petites fermes viticoles. Quelques 70 ans plus tard, alors que l'exploitation des eaux de Volvic provoque à nouveau une forte hausse des offres d'emplois, la population de la commune croît dans les mêmes proportions, passant de près de 1500 habitants après la seconde guerre mondiale à 353 au recensement de 1975. Mais cette fois-ci, ce n'est plus la montagne proche qui fournit les migrants mais l'étranger. Au début des années 1980, ils sont environ 900 à vivre dans la commune dont 739 Portugais et 81 Turcs⁶. Comme leurs devanciers auvergnats, ils allient un travail salarié à une petite production maraîchère, à des fins de consommation domestique, s'installant, de manière préférentielle, dans les anciennes exploitations viticoles des hameaux environnants. Ils s'inscrivent ainsi dans une tradition ouvrière locale inaugurée plus d'un siècle avant eux par les migrants intra-régionaux.

⁵ A.Chatelain, **Les migrants temporaires en France de 1800 à 1914**, Publications de l'université de Lille III, 1976, 1216 p.

⁶ P.Estienne et J.M Ffaure, Un bourg industriel devenu banlieue : Volvic, **Revue d'Auvergne**.

Pendant tout le XIXe siècle, les possibilités de coupler une petite activité agricole et un emploi ouvrier expliquent la facilité avec laquelle les ruraux abandonnent leurs montagnes, pour se rendre dans les vallées et les piémonts où le travail industriel commence à se développer. Même quand on travaille dans une grande ville comme Clermont-Ferrand, la campagne n'est jamais bien loin. Et cela va rester vrai jusqu'à la fin du XXe siècle, comme nous avons pu le constater, dans le cas des ouvriers portugais de Michelin, installés dans les anciens bourgs viticoles de la grande périphérie clermontoise.⁷

Les migrations intra-régionales

Pendant longtemps, les mouvements internes suffiront à pourvoir les emplois qui se créent, de façon très éparpillée, dans les départements les plus dynamiques, favorisant toujours une implantation résidentielle au plus près de la campagne, et façonnant ainsi un profil sociologique assez particulier de l'ouvrier auvergnat. Celui-ci, d'extraction paysanne la plupart du temps, est toujours prêt à quitter son village, que ce soit pour une saison ou pour quelques années, dans la mesure où il retrouve, à proximité de son nouveau lieu de travail, des conditions de vie qui ne le changent guère de son environnement initial. Une grande fluidité interne à la région est attestée par tous les travaux historiques, qui observent aussi que ces mouvements favorisent un brassage intense entre les divers «pays» auvergnats. Ceux-ci au départ sont souvent caractérisés par diverses spécialisations professionnelles qui vont s'exporter dans d'autres lieux. En suivant la trajectoire des ouvriers de métiers, on observe un véritable chassé-croisé à travers l'Auvergne.

Marc Prival a montré, dans sa thèse consacrée aux migrations du XXe siècle⁸, comment telle ou telle région d'Auvergne s'était progressivement spécialisée dans tel ou tel métier et comment, en conséquence, s'organisaient des migrations liées à l'offre de travail dans le métier en question. Ces migrations pouvaient entraîner les gens de métier très loin de l'Auvergne, pour des périodes plus ou moins longue, occasionnant parfois un départ définitif et une installation durable dans une autre région ou un autre pays, sans pour autant que le lien avec le pays d'origine soit véritablement coupé. Celui-ci était entretenu par des retours, à l'occasion des vacances ou après la retraite, mais surtout par des recrutements de jeunes du pays. La plupart des ouvriers de métier, qui se fixaient loin de leurs bases, atteignaient souvent le statut d'employeur ou au moins de contremaître et, à ce titre, revenaient régulièrement au pays pour s'y fournir en main d'œuvre. Ce phénomène existait aussi dans le cadre de migrations internes à l'Auvergne, avec une amplitude plus importante. Le métier déterminait à la fois le lieu de départ, en raison de la forte concentration de personnes disposant des compétences voulues, et également le lieu d'arrivée, en raison de l'importance de l'offre concernant l'activité en question.

C'est ainsi que pendant tout le XIXe siècle et les premières décennies du XXe, les sabotiers de la montagne bourbonnaise dans l'Allier émigrèrent par flux successifs vers le Cantal, afin de bénéficier de l'abondance de la matière première nécessaire à leur activité, grâce à l'existence de forêts composées d'essences au bois dur particulièrement bien adapté à leur production. Le maître sabotier achetait une parcelle boisée et y installait un campement de cabanes fabriquées avec les matériaux trouvés sur place, pour y faire venir sa main d'œuvre. Il ne faut pas imaginer une telle activité comme relevant de l'artisanat. A l'époque il

⁷ J.Barou, Immigrés portugais dans la périphérie de Clermont-Ferrand, refaire la campagne à deux pas de la ville. In **Campagnes de tous nos désirs : patrimoines et nouveaux usages sociaux**, sous la dir. de Michel Rautenberg, André Micoud, Philippe Marchenay, Laurence Bérard, Paris, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2000, p. 141-151.

⁸ M.Prival, Les migrations de travail en Auvergne et Limousin, de 1900 à nos jours, thèse de IIIe cycle, sous la direction de A. Fel, Université de Clermont-Ferrand 2, 1979.

s'agissait de véritables P.M.E, fabriquant un produit très largement utilisé, non seulement par la paysannerie, mais aussi par nombre d'ouvriers d'industrie, qui utilisaient les sabots de bois pour se protéger du risque d'éventuelles chutes d'objets lourds sur leurs pieds. Des groupes d'ouvriers sabotiers, représentant jusqu'à une cinquantaine de personnes, s'installent dans ces «camps», situés à proximité des forêts acquises par leur employeur et aménagés pour un processus de travail, allant de l'abattage et de la découpe des arbres jusqu'à la réalisation du produit fini. Une fois la forêt entièrement défrichée, l'exploitant achète une autre parcelle ailleurs et y transfère son activité, sa main d'œuvre ainsi que les cabanes du campement qui sont démontées et remontées. Malgré la précarité des conditions d'installation et les mouvements qu'implique cette activité, Marc Prival observe un processus d'installation progressive, à partir de nombreux mariages enregistrés entre migrants bourbonnais et jeunes femmes des bourgs et des hameaux du Cantal. Cette installation, pour raisons matrimoniales, qui est surtout le fait des patrons et des ouvriers les plus qualifiés, n'interrompt pas pour autant les flux d'arrivées. Ceux qui se sont installés continuent d'aller recruter leur main d'œuvre dans leurs villages d'origine.

L'auteur en conclut que ces migrations internes aboutissent à un «brassage» des populations auvergnates, traditionnellement attachées à une endogamie de terroir, et à un échange de savoir-faire habituellement jalousement transmis entre gens du même pays. Par ailleurs, avec l'ouverture des lignes de chemin de fer dans la seconde moitié du XIXe siècle, des réseaux de transport se mettent en place, depuis les zones de production jusqu'à Clermont-Ferrand, où des entrepôts reçoivent la marchandise et où des manœuvres la chargent sur les trains, qui la diffusent dans toute la France. Une telle activité est donc génératrice de créations d'emplois et de mouvements internes à la région, qui constituent la source de filières d'embauche vers des secteurs appelés à s'élargir et à se transformer. Si la production de sabots reste importante jusqu'au milieu du XXe siècle, les processus de fabrication se modernisent, les conditions de vie de la main d'œuvre se font moins précaire et plus propices à une installation durable. En même temps, d'autres industries du bois se développent en parallèle, attirant toujours une main d'œuvre saisonnière puis temporaire qui provient toujours du même type de zones de départ.

L'évolution démographique

Le mouvement va toujours des zones de plateaux, de la «montagne» selon l'expression consacrée au niveau local, vers les plaines et les vallées un peu plus riches et urbanisées. Les observateurs de l'époque notent que l'émigration concerne essentiellement les zones montagneuses où les sols sont ingrats et les hivers particulièrement longs et rudes, interdisant toute activité agricole et rendant les hommes disponibles pour émigrer. Ce phénomène apparaît comme le principal moyen d'aider à la survie des plateaux et des hautes vallées. Ainsi, en 1808, le préfet du Puy-de-Dôme, Ramond, note que :

«Le pays est si pauvre que toutes les améliorations possibles de l'agriculture seraient d'une faible ressource....L'émigration est l'industrie des pays stériles...l'émigration est étrangère à la Limagne et en général de toute la partie fertile du département»⁹.

Dans ces zones élevées, l'activité agricole ne suffit pas pour faire vivre une petite paysannerie qui a connu une forte natalité, depuis les dernières décennies de l'Ancien Régime, et qui compte de ce fait, dans la première moitié du XIXe siècle, une importante proportion de gens appartenant aux classes d'âge les plus jeunes et les plus mobiles. Ce

⁹ Cité par Abel Chatelain, op cit, p 74.

phénomène s'observe dans toute la France, comme l'attestent les travaux d'histoire de la population consacrés à cette époque.

Cependant, il semble qu'il ait été particulièrement important en Auvergne. Abel Chatelain mentionne à ce sujet les enquêtes démographiques réalisées dans la région à la veille de la révolution française par l'intendant Legrand d'Aussy. Celui-ci estime alors la population totale de l'Auvergne (qui n'était alors constituée que du Puy-de-Dôme et du Cantal) à 681 500 habitants, ce qui représente 65 habitants au km². Selon lui,

« c'est beaucoup plus, proportionnellement, que chacune des autres ci-devant provinces de France, si l'on excepte les sept anciennes généralités de Rennes, de Paris, d'Amiens, Lille, Lyon, de Normandie et de Strasbourg »¹⁰.

L'essor démographique de la région se poursuit pendant tout le XIXe siècle. Le Puy-de-Dôme passe de 507 188 habitants en 1801 à 601 544 en 1846, soit une augmentation de près de 100 000 personnes. Dans le même temps, le Cantal passe de 220 304 à 260 479 habitants, soit un gain de 40 000 personnes. Les départs en émigration, malgré leur ampleur, n'affectent donc pas la croissance de la population.

Cette surabondance de main d'œuvre rurale va se maintenir en Auvergne jusqu'à la veille de la seconde guerre mondiale, nourrissant à la fois des flux de départs vers la région parisienne et le recrutement dans les entreprises locales. Dans le Limousin voisin, elle commence à se tarir dès le début du vingtième siècle. C'est sans doute la précocité de l'activité industrielle en Auvergne, qui explique cette différence d'évolution démographique entre deux régions ayant connu un fort surpeuplement rural et de forts mouvements de départs. Grâce à l'existence d'activités anciennes, reprises souvent et amplifiées au XIXe siècle, les paysans auvergnats ont souvent le choix entre le départ vers Paris ou d'autres grandes villes, ou, le travail dans un cadre industriel proche de chez eux. La mise en exploitation de ressources locales a même été parfois une initiative encouragée par les pouvoirs publics pour freiner les départs hors de la région, qui commençaient à devenir source de préoccupation pour l'administration. Ainsi en 1850 une enquête est réalisée par des disciples de Frédéric Le Play, pour évaluer les effets de la réouverture des mines de filons argentifères à Pontgibaud. Les auteurs en concluent que

« l'industrie des mines, rétablie à Pontgibaud depuis une vingtaine d'années, fournit maintenant aux ouvriers de cette condition un travail plus avantageux que les industries urbaines. Ces dernières continuent à être exploitées par les montagnards des autres régions de l'Auvergne, dépourvues d'industries locales. »¹¹.

Le fait que les industries locales aient très tôt absorbé une partie de la main d'œuvre excédentaire des campagnes, limitant ainsi l'exode hors de l'Auvergne, ne signifie pas pour autant que cette main d'œuvre parvenait toujours à garder un lien avec les zones rurales d'où elle provenait. La rupture était parfois inévitable et se faisait sur une seule génération, tant les conditions de travail de cette première moitié du XIXe siècle avaient tendance à précipiter les ouvriers dans une spirale de prolétarianisation. Pour avoir été infiniment plus faible que dans d'autres régions, comme le nord de la France et la région parisienne en particulier, ce processus de prolétarianisation n'en a pas moins existé en Auvergne, condamnant certains ouvriers d'industrie à une misère qui les déracinait définitivement de leurs origines rurales. C'est ce qui s'est produit dans les papeteries du Livradois et dans les fonderies de Thiers, comme en témoigne le préfet Ramond, en exercice dans le Puy-de-Dôme au début du XIXe siècle :

¹⁰ A.Chatelain, op cit, p 93.

¹¹ Cité par A.Chatelain p 81.

« On a plus d'une fois observé à quel point les petites manufactures manuelles dégradent l'espèce humaine. Ce département en offre l'exemple dans la population de Thiers et d'Ambert. Les individus y sont si misérables et si disgraciés de la nature qu'il est à peu près impossible d'y trouver un contingent pour la conscription »¹².

Industrialisation locale et migrations internes

Malgré ces quelques cas, classiques de la misère ouvrière de l'époque de la première industrialisation, l'exploitation des richesses naturelles, comme le bois et les minerais, a permis le développement d'activités variées dont certaines n'exigent pas de savoir-faire particulier et peuvent être accomplies par les paysans du voisinage, sans que ceux-ci s'engagent dans un processus de déracinement. De ce point de vue, le Puy-de-Dôme présente des avantages par rapport aux autres départements de la région. Les scieries y sont présentes un peu partout. Les mines, situées dans le nord du département, ont connu une activité soutenue jusqu'au milieu du XXe siècle. La pierre de lave et l'eau minérale ont fourni également des possibilités d'emploi pour la petite paysannerie des montagnes environnantes. Cela explique le maintien d'une certaine vitalité démographique dans ces zones jusqu'aux années 1950 et la facilité pour les grandes industries, qui se développent à partir de la fin du XIXe siècle, de trouver à proximité la main d'œuvre dont elles ont besoin. L'éloignement de la ferme ou de la métairie, depuis l'usine ou le chantier, restait limité en termes d'espace aussi bien que de temps. Les retours réguliers des hommes au pays, pour les périodes de récolte, ont contribué à freiner la désertification des hauts plateaux en évitant l'éclatement des familles ou leur exode définitif vers les villes. Les maçons des Combrailles ont pu trouver, avec le développement urbain de Clermont-Ferrand aux XIXe et XXe siècles, une source de travail abondante, près de chez eux, alors que leurs homologues de la Creuse continuaient de se rendre à Paris ou dans les grandes villes du Nord et de l'Est, abandonnant progressivement une région qui est aujourd'hui l'une des plus désertifiées de France. Le développement des transports a contribué à rapprocher encore la campagne de l'usine. Jusqu'aux années 1960, les cars de ramassage Michelin allaient quotidiennement chercher les ouvriers, dans un rayon de plus de cent kilomètres autour de Clermont-Ferrand.

Ces mouvements migratoires intra régionaux, rendus plus faciles grâce à la réduction des distances ont permis à l'Auvergne, ou tout au moins à certaines de ses zones, de développer une activité industrielle intense et variée sans recourir à la main d'œuvre étrangère, à une époque où le nord de la France, la région parisienne, la région lyonnaise ou Marseille accueillaient déjà des dizaines de milliers de travailleurs en provenance de Belgique, de Suisse, d'Italie ou d'Espagne.

Le « château d'hommes » a déversé une partie de ses eaux dans les bassins d'emploi les plus proches, ce qui a permis une industrialisation précoce et variée, sans recours à une force de travail extérieur. Ces migrations internes à la région ont pris parfois la forme du déracinement et ont produit à la clé des prolétaires miséreux, coupés très vite de leurs racines paysannes. Mais elles ont, au fil du temps, de plus en plus contribué à faire émerger une population ouvrière, restée proche du monde rural, et vivant relativement à l'aise, en complétant les ressources du travail industriel par une petite production domestique. Une telle population pouvait nourrir des ambitions d'ascension sociale au fil des générations et elle a laissé progressivement vacants les emplois industriels les moins intéressants, ce qui a créé, en conséquence, un appel à de nouvelles migrations de travail qui, les réservoirs régionaux étant épuisés, ne pouvait venir que d'ailleurs. Beaucoup d'auteurs établissent un parallèle entre les

¹² Idem p 79

migrations de travail d'hier et l'immigration étrangère du XXe siècle, vouée à l'origine aux mêmes types d'emploi. Ceux des ouvriers auvergnats qui travaillent en dehors de la région rencontrent, dès le début du XXe siècle, sur les chantiers et dans les usines de l'Est et du Nord de la France, la main d'œuvre étrangère qui prendra plus tard leur suite dans les activités locales. Certains informateurs de Marc Prival témoignent de ces rencontres avec une population, qui n'est pas encore perçue comme concurrente, mais dont on pressent qu'elle se substituera bientôt à la main d'œuvre française, dans certains types d'activité :

« En 1911, Pierre Valdas, qui travaille sur un important chantier de terrassement à Paris, signale la présence d'Italiens. En 1920, Henri Bœuf, travaille avec des Algériens : « Dans l'Est, tous les manœuvres étaient Algériens. J'ai très vite appris la langue. Je les commandais en Kabyle »¹³.

La migration paysanne à l'intérieur de l'Auvergne a retardé l'arrivée de la main d'œuvre étrangère mais, en sortant d'Auvergne elle a aussi permis la rencontre avec celle-ci, que ce soit, comme dans les cas cités ci-dessus, dans une autre région de France ou dans les pays d'origine même des futurs immigrés.

L'émigration hors d'Auvergne

Il faut en effet noter que, pendant cette période d'industrialisation, qui s'est faite essentiellement avec l'apport des populations locales, les Auvergnats n'en ont pas moins continué de partir travailler ailleurs et que certaines trajectoires, au-delà des frontières hexagonales, ont sans doute contribué aussi à préparer la venue ultérieure d'une immigration qui ne connaîtra vraiment un taux de croissance significatif que dans les années 1960.

Les migrations à l'extérieur de l'Auvergne ne diffèrent guère des migrations internes, en dehors du fait que l'on trouve parmi elles une plus forte proportion de métiers qualifiés et de petits entrepreneurs indépendants, qui établiront des réseaux de négoce jusqu'à l'étranger. Si le surplus de main d'œuvre faiblement qualifiée s'exporte facilement vers Paris et les grandes villes, une partie des migrations qualifiées se dirige très tôt vers des terres étrangères. L'Espagne a été longtemps la destination privilégiée des Auvergnats, en particulier des originaires du Cantal. Dès le haut moyen-âge, il existe des échanges liés à la tradition des pèlerinages vers Saint-Jacques de Compostelle, dont quelques routes passent par l'Auvergne. Une certaine migration suivait cette voie. Elle était composée de colporteurs, vendeurs de reliques, de commerçants en tous genres et de mendiants¹⁴. Certains migrants se sont sédentarisés, en s'installant dans les prieurés et hôpitaux fondés en Espagne par les abbayes auvergnates. Les originaires du massif central ont pris également une part importante dans le repeuplement des zones vidées de leur population musulmane au fil des progrès de la « reconquesta »¹⁵.

La migration vers l'Espagne se poursuit à l'époque moderne, encouragée par la richesse d'un pays, dont l'économie bénéficie fortement des transferts de biens depuis les Amériques. Migration liée à la recherche du travail et surtout au commerce, elle va durer de la fin du XVe siècle jusqu'au début du XXe siècle. C'est surtout depuis la Haute Auvergne, c'est-à-dire l'actuel département du Cantal, que les flux de départ sont importants, au cours de cette période. Abel Poitrineau a étudié la formation des compagnies commerciales auvergnates en Espagne, à partir de leurs origines dans la région d'Aurillac¹⁶. Les objets de négoce sont variés : cuivre, toile, chevaux et mulets. La dispersion est impressionnante, même

¹³ M.Privat, op cit. p 123.

¹⁴ R.Béteille, les premiers courants migratoires, **Revue du Rouergue**, 1974, pp 338-346.

¹⁵ M.Defourneaux, **Les Français en Espagne au XI et XIIe siècles**. 1949.

¹⁶ A.Poitineau, Compagnies familiales de commerce auvergnates en Espagne aux XVIIIe et XIXe siècles. (**Actes du colloque franco-britannique de Bordeaux**, 1979, p 169-183).

si, à chaque région de départ en Auvergne, correspond une région d'arrivée en Espagne. Les activités diffèrent selon les régions d'accueil. En Andalousie, les Auvergnats sont surtout maquignons. Ils achètent des mulets et des chevaux dans le Poitou et dans la Drôme, qu'ils vont proposer aux petits paysans du sud de l'Espagne, sous une forme de location-vente sur deux ou trois ans, ce qui permet à cette population, fréquemment à cours de liquidité, de les payer au rythme des récoltes. Profitant de ce dénuement, certains commerçants auvergnats pratiquent à l'occasion le prêt à usure. Cette pratique, appelée *banco negro*, sera interdite par la loi Romanones de 1908. Dans la région de Valence, les originaires des cantons nord d'Aurillac sont colporteurs, ou, entretiennent les canaux d'irrigation. En Castille, ils sont fréquemment boulangers et en Catalogne marchands de draps. Le lien persiste avec le pays de départ. Plutôt que de se fondre dans la population espagnole, les Auvergnats ont tendance à s'associer, pour créer des entreprises plus importantes. Marc Prival a étudié une des dernières associations de ce type. Les Andrieux, originaires du canton de Saint-Martin-de-Valmérioux, étaient installés, depuis quatre générations, dans la province d'Alicante, en tant que chaudronniers, maquignons ou usuriers. L'interdiction du prêt informel les amène au début du XXe siècle à s'allier avec les Ratié, qui contrôlaient plusieurs boulangeries à Madrid. Leur association aboutit à la création d'une puissante entreprise de minoterie, qui introduit l'usage des techniques hydrauliques, pour la fabrication de la farine. Ce sont toutefois les derniers cas connus de réussite auvergnate en Espagne. Dans la seconde moitié du XXe siècle, la migration cesse définitivement.

Quelles incidences ont pu avoir ces migrations auvergnates en Espagne sur le déclenchement ultérieur d'une migration espagnole vers l'Auvergne? Il n'existe pas de travaux qui permettent de faire le lien entre l'un et l'autre phénomène. Il y a par contre une certaine image de l'Espagne et des Espagnols qui s'est créée en Auvergne, à la suite de ces migrations. Les Auvergnats ont parfois suscité la xénophobie des Espagnols. La «filouterie» des maquignons cantaliens, l'agressivité commerciale des vendeurs de draps, que l'on a accusés au XVIIIe siècle de ruiner l'industrie textile catalane¹⁷, ont généré un rejet de ces immigrés auvergnats. Au cours des périodes de tension entre eux et les autochtones, il est arrivé que les autorités aient procédé à la saisie de leurs biens, comme l'a montré Abel Poitrineau, en étudiant les papiers de la commission impériale des indemnités.¹⁸ Cela laisse quelques rancunes qui trouveront à s'exprimer dans les décennies ultérieures. Pierre Gerbet, qui a étudié les réfugiés politiques à Clermont-Ferrand au XIXe siècle, note que les Espagnols sont les moins appréciés par la population locale alors que Italiens et Polonais sont plutôt bien acceptés¹⁹. Ce préjugé défavorable aux Espagnols, fruit des mésaventures connues par les Auvergnats en Espagne, n'a pu toutefois jouer que sur une courte période et n'est pas signalé ultérieurement à propos des immigrés économiques, qui commencent à arriver dans l'entre-deux-guerres en Auvergne, ni à propos des réfugiés, qui ont fui leur pays, après la victoire du franquisme.

Un lien entre émigration et immigration ?

La fréquentation séculaire de l'Espagne n'a pas conduit les Auvergnats à franchir l'océan pour s'installer en Amérique latine comme leurs voisins du Rouergue, qui se sont implantés en Argentine. Par contre la colonisation française en Algérie leur a ouvert de nouveaux horizons. Il y a peu de travaux sur cette émigration mais on sait, grâce à eux, que les Cantaliens se retrouvent nombreux, à partir de 1856, dans plusieurs villages de la région

¹⁷ J.Nadal et E.Giralt, **La population catalane de 1553 à 1717, l'immigration française.**

¹⁸ A. Poitrineau, Les Auvergnats et le commerce français en Espagne, d'après les papiers de la commission impériale des indemnités de 1809-1810, **Revue d'Auvergne**, 1969, p. 135-143)

¹⁹ P.Gerbet, Les réfugiés politiques dans le Puy De Dôme

de Sétif. On y retrouve la spécialisation professionnelle pratiquée par des originaires de communes bien précises : des cordonniers originaires de Saint-Cirgues de Malbert se retrouvent en nombre significatif dans ces villages²⁰. Les marchands de drap d'Egliseneuve se rendaient eux aussi en Algérie pour leurs activités commerciales pendant la saison hivernale où la circulation à travers l'Auvergne se faisait quelque peu difficile.

S'il y a des liens entre cette émigration auvergnate dans certains pays étrangers et l'immigration venue de ces mêmes pays en Auvergne, ce lien ne semble pas avoir été de nature directe. Les départs ont surtout affecté le Cantal alors que les arrivées ont plutôt concerné le Puy de Dôme et, dans une mesure déjà bien moindre, l'Allier. On ne trouve pas de contacts anciens, ni d'émigration significative depuis l'Auvergne vers le Portugal d'où est venue la population immigrée la plus importante de la région. Il n'y a pas non plus de relations de ce type entre l'Auvergne et certains pays plus récemment représentés dans la région comme le Maroc ou la Turquie. Les liens avec la péninsule indochinoise ont existé, à travers les plantations d'hévéas, achetées en 1925 par Michelin, à Dautieng et à Thuau Loi, et dont l'exploitation n'a été abandonnée qu'en 1975.

On peut faire l'hypothèse que ces anciennes relations de l'Auvergne avec l'étranger n'ont pas été sans conséquence sur la venue de certaines populations étrangères dans la région, même s'il s'agit souvent d'effets indirects. Au delà des mouvements migratoires depuis l'Auvergne vers l'Espagne ou l'Algérie, il y a d'autres facteurs qui peuvent entraîner la constitution de liens avec l'étranger. L'existence en Auvergne d'une production artisanale de qualité a entraîné le développement d'un commerce à longue distance, pour exporter les réalisations des entreprises locales. Il est étonnant de voir comment une petite ville comme Thiers a connu dès l'Ancien Régime des relations commerciales avec un grand nombre de pays, allant de l'Espagne jusqu'à l'empire ottoman à travers l'exportation de productions locales comme les couteaux ou le papier²¹. Ces relations commerciales ont bien sûr été contrôlées par la bourgeoisie locale et les liens humains qu'elles ont pu créer se sont limités aux élites commerçantes et industrielles étrangères. Mais ces relations avec des milieux étrangers appartenant à des couches sociales favorisées ont généré vers l'Auvergne une migration, qui, pour être de faible importance, n'en a pas moins eu des incidences sur le développement de la région. N'est-ce pas à une étrangère que l'on doit l'implantation de l'industrie du caoutchouc à Clermont-Ferrand, industrie qui fait encore aujourd'hui la renommée de la région? En 1829, Edouard Daubrée, industriel auvergnat, épouse une jeune femme écossaise, Elizabeth Pugh Barker. Celle-ci est la nièce du savant Mac Intosh, qui a découvert la solubilité du caoutchouc dans la benzine. Elle introduit l'industrie du caoutchouc en Auvergne, en fabricant des balles de jeu pour enfants grâce à une machine inventée par son mari. En 1863, la société Barbier-Daubrée et Compagnie produit déjà plusieurs objets en caoutchouc : machines agricoles, joints, clapets, pneus de bicyclettes etc..., grâce à la maîtrise du processus de vulcanisation. André et Edouard Michelin, revenus de leurs premières expériences industrielles à Paris, voient tout l'intérêt que peut présenter cette nouvelle production. Ils abandonnent leurs premières activités et décident de se tourner vers le caoutchouc. En 1889, ils fondent, place des Carmes à Clermont l'entreprise qui aura le devenir que l'on sait.

Ce regard sur les préludes à l'immigration étrangère permet de voir dans l'Auvergne autre chose qu'une région rurale enclavée dans le massif central. Elle apparaît au contraire comme une région ayant connu une industrialisation relativement précoce, grâce à divers savoir-faire artisanaux, cultivés de longue date et grâce au dynamisme de ses habitants qui ont

²⁰ A. Trin, L'émigration cantalienne en Algérie, *Revue de Haute Auvergne*, 1969, p. 416-424.

²¹ Voir à ce sujet B. Tournilhac, Le grand commerce thiernois au XVIIIe siècle, *Revue d'Auvergne*, 1981, p. 103-135.

entrepris très tôt, et de façon très dense, des mouvements migratoires, aussi bien à l'intérieur de la région que vers des horizons plus lointains. Certaines particularités de l'immigration étrangère en Auvergne s'expliquent par cette expérience historique des migrations auvergnates. Il y a d'abord l'ouverture tardive à l'immigration de travail en provenance de l'étranger. Ce retard est lié à la persistance d'un réservoir de main d'œuvre locale, qui ne commence à se tarir que vers le milieu du XXe siècle. Il y a ensuite la constitution d'une population ouvrière régionale, qui crée un type de producteur assez particulier, attaché à ses origines rurales, et plus porté à rechercher l'ascension sociale, par le passage à une activité autonome, qu'à s'impliquer dans des revendications collectives. Cela explique le succès ultérieur des immigrations étrangères se rapprochant d'un tel profil, l'immigration portugaise en particulier. Il y a enfin le lien séculaire entretenu avec l'étranger par le biais du commerce et des migrations qualifiées. Cela explique une certaine ouverture au monde qui n'est pas seulement le fait des élites mais qui se retrouve, au niveau populaire, à travers une acceptation relativement bonne de l'étranger.

II - UN CAS ORIGINAL DE PRESENCE ETRANGERE EN AUVERGNE A LA FIN DU XVIII^E SIECLE : LES PRISONNIERS DE GUERRE ET DESERTEURS DES ARMEES ENNEMIES

Des troupes cosmopolites

L'habitude de transférer, vers des régions éloignées des frontières, les soldats faits prisonniers au cours des affrontements avec des armées ennemies, est attestée par divers historiens, pendant toute la période de l'Ancien Régime. Cela permettait de limiter les risques d'évasion et de mettre à la disposition des économies locales une main d'œuvre contrainte, qui se substituait souvent à celle des soldats français capturés par l'ennemi et contraints souvent eux aussi de travailler dans les pays où ils étaient retenus prisonniers. Cet usage des captifs de guerre à des fins de travail se maintient après la Révolution française et dure jusqu'au lendemain de la seconde guerre mondiale, où les prisonniers allemands sont encore affectés à des tâches pénibles et dangereuses, comme dans le cas de la construction du barrage de Génissiat sur le Rhône.

Pour l'Auvergne, nous disposons d'une intéressante recherche sur ce phénomène, qui nous apporte des connaissances précises sur une immigration étrangère qui est, historiquement, sans doute une des premières à présenter un tel caractère de visibilité. Il s'agit à l'origine d'un mémoire de maîtrise en histoire réalisé, sous la direction de Philippe Bourdin, par Frédéric Jarousse, étudiant à l'Université Blaise Pascal, La qualité scientifique de ce travail lui a valu d'être publié en 1998 par l'Institut d'Etudes du Massif Central.²²

Dans notre perspective, l'intérêt de ce travail est de montrer comment ces premiers étrangers à arriver en nombre significatif et dans un contexte très particulier, sont reçus au niveau local. Quelles sont d'abord les caractéristiques de cette population et quelles sont les conditions de vie qu'elle a connues en Auvergne?

Ce sont des soldats faits prisonniers au cours des campagnes de 1792, 1793 et 1794, essentiellement sur les fronts du nord et de l'est, appartenant à des régiments autrichiens et anglo-hollandais. A ceux-là, s'ajoutent des déserteurs et des prisonniers capturés par les armées des Alpes et des Pyrénées orientales. Toute l'Europe se trouve pratiquement représentée. En fait, il est difficile d'établir un lien précis entre l'appartenance à un régiment au service de telle ou telle puissance étrangère et une nationalité précise. Les armées de l'époque, étant essentiellement des armées de mercenaires, il est possible de trouver des Espagnols, engagés dans les rangs autrichiens ou des Italiens combattant pour le royaume d'Espagne. De surcroît, les patronymes et les lieux de naissance sont souvent rédigés phonétiquement et il est difficile de situer précisément le pays de provenance. Malgré ces imprécisions, il apparaît qu'il existe une grande diversité de nationalités parmi ces prisonniers. Les Tchèques, les Moraves et les Polonais de Galicie forment l'essentiel des prisonniers capturés dans les troupes autrichiennes. Parmi les déserteurs et les prisonniers de l'armée piémontaise, figurent des Suisses, des Savoyards, des Italiens et des Allemands. On trouve aussi des Français, engagés dans les régiments du Roi d'Espagne qui ont été faits prisonniers par les armées de la Révolution.

On trouve le même cosmopolitisme du côté des officiers. Les cadres de l'armée des Habsbourg sont, aussi souvent, d'origine italienne ou slave, qu'allemande. Il y a également des « non-combattants » qui ont été capturés après la défaite de leur régiment. On compte parmi eux des gens de métier qui participent à l'intendance des armées en campagne : bouchers, charretiers, vivandiers... Il y a aussi des femmes, particulièrement dans les

²² F.Jarousse, **Auvergnats malgré eux : prisonniers et déserteurs étrangers dans le Puy-de-Dôme pendant la révolution française (1794-1796)**, 1998, Clermont-Ferrand, Institut d'Etudes du Massif Central, 249 p.

régiments d'Autriche. Ce sont souvent des épouses de sous-officiers, plus rarement de soldats, qui accompagnaient leurs maris à la guerre, pour exercer des fonctions d'intendance. Ces femmes ont parfois des enfants. Il s'agit bien d'un véritable «régiment de Babel», constitué d'une population extrêmement variée, qui va devoir prendre ses quartiers en Auvergne et vivre dans une relative proximité avec les autochtones jusqu'à ce que la paix soit signée.

Département de l'intérieur, éloigné des frontières et des lieux de combat, le Puy-de-Dôme est une zone de détention militaire toute choisie. Le phénomène de captivité touche à la fois les villes et leur campagne proche, dans un mouvement d'expansion qui vise à favoriser une dispersion des prisonniers, sans doute afin d'éviter une révolte générale, et, de compliquer les tentatives d'évasion. Mais, malgré une large diffusion des prisonniers sur tout le territoire départemental, certaines zones connaissent une concentration de prisonniers beaucoup plus élevée que d'autres. Ce sont les districts les plus peuplés qui en accueillent le plus, c'est-à-dire essentiellement les districts de la plaine. Dans ses recherches au niveau des archives, F. Jarrousse a pu découvrir un certain nombre de lettres émanant de communes rurales, qui se disent incapables d'accueillir la population de détenus qu'on leur propose, par manque de personnes pour les surveiller, et, surtout par manque de nourriture à leur fournir.

Pendant toute la durée des guerres de la révolution, affluent donc, dans le Puy-de-Dôme, des centaines de prisonniers de guerre et de déserteurs des armées ennemies, acheminés depuis les casernes des zones frontalières où ils ont subi une première détention. Ils sont installés dans des « dépôts » surveillés au départ par des officiers et sous-officiers de gendarmerie puis, à partir de Juillet 1794, ce sont les gardes citoyens qui doivent assurer la surveillance. Il faut en général un gardien pour vingt-cinq détenus, ce qui représente une mobilisation relativement importante d'hommes et entraîne un coût pour les finances publiques. Mais une circulaire, datée du 2 germinal an II (22 mars 1794), adressée par le ministre de l'intérieur aux administrateurs du Puy-de-Dôme, incite ceux-ci à prendre les mesures nécessaires, pour que les prisonniers et déserteurs soient employés rapidement aux travaux publics, dans les communes du département. Cela va permettre à la République de se décharger de l'entretien des prisonniers en le transférant aux citoyens. Ceux-ci y gagnent également, en récupérant une main d'œuvre, dans l'ensemble jeune et solide et parfois très qualifiée pour un coût très avantageux. Les prisonniers ont, eux-mêmes, quelques avantages à ce régime. Ils ont le droit de travailler chez l'employeur de leur choix, hormis les périodes où ils peuvent être réquisitionnés pour l'exploitation des mines et autres travaux publics.

L'activité des prisonniers

Si l'Etat comptait sur les prisonniers pour reprendre quelques chantiers de route et de canaux, abandonnés du fait des troubles créés par la Révolution, les réquisitions s'avèreront peu efficaces. Aucun ouvrage important dans la région, route, pont ou canal, n'est attribué aux prisonniers détenus au cours de ces années. Avec ou sans l'apport de cette main d'œuvre, les chantiers ont continué à prendre du retard pendant toute la durée de la révolution. Malgré la disponibilité de ces travailleurs captifs et peu coûteux, les entrepreneurs auvergnats ne se sont guère précipités vers des marchés publics, pour lesquels les délais de paiement étaient particulièrement longs et aléatoires, en raison de la conjoncture.

En fait, ce sont surtout les agriculteurs et, dans une moindre mesure les artisans, qui trouveront avantage à employer les prisonniers. Les campagnes, soumises à une forte conscription en temps de guerre, ont vu partir de nombreux jeunes, enrôlés dans les armées de la République. L'emploi des prisonniers de guerre vient à point nommé pour remplacer une main d'œuvre locale, parfois elle-même détenue en captivité, à l'étranger.

L'emploi des étrangers, casernés dans le Puy de Dôme, était plus ou moins difficile à mettre en œuvre en fonction du statut de ceux-ci. Les déserteurs représentaient un cas particulier. Ayant choisi eux-mêmes d'abandonner leurs armées pour se réfugier sur le territoire de la République, ils n'étaient pas considérés comme devant bénéficier de secours publics. Leur désertion était perçue par les autorités comme un acte de trahison envers leurs chefs et non comme un ralliement aux idéaux de la République naissante. Les instructions des commissaires de guerre aux autorités auvergnates précisaient que, seul l'hébergement leur était dû. Ils devaient assurer leur subsistance par leur seul travail. Par ailleurs, il était recommandé de les surveiller de près. Toutefois, il était prévu de leur attribuer une solde et du pain en attendant qu'ils trouvent un travail. Mais cette solde devait ensuite être remboursée sur les gains que leur procurerait leur activité. La nécessité de travailler pour survivre amène les déserteurs à se déplacer fréquemment, d'une commune à une autre. Il leur est permis de changer de lieu de résidence sans autorisation. Certains en profiteront pour disparaître dans la nature. D'autres semblent avoir des difficultés à vivre de leur travail, si l'on en croit les nombreuses pétitions qu'ils adressent aux autorités locales pour demander du secours, les activités qu'ils exercent étant souvent trop mal payées pour qu'ils puissent se nourrir décemment.

Les prisonniers sont quant à eux astreints à demande d'autorisation, pour quitter leurs communes de résidence. Dans le cas où ils sont réquisitionnés, pour des chantiers ou pour le travail dans les mines, ils sont soumis à une forte mobilité, mais toujours encadrés par les gardes citoyens. Ainsi les prisonniers, affectés dans divers dépôts du Puy de Dôme, sont nombreux à se retrouver dans les départements voisins pour la durée d'un chantier. On mentionne la présence, en 1795, pendant quelques mois, de cent cinquante prisonniers au Puy en Velay, d'une centaine à Brioude, occupés à la réfection des chemins. Trente et un prisonniers hongrois sont envoyés à Cusset dans l'Allier en février 1794, sans qu'on sache à quoi ils devaient être occupés. Plusieurs prisonniers autrichiens, prussiens et piémontais, initialement casernés à Clermont-Ferrand, vont être mis à la disposition des entreprises qui construisent le pont sur la Loire, entre Roanne et le Coteau. Malgré ce renfort, les travaux n'avanceront pas beaucoup, et le pont ne sera terminé qu'en 1834.

D'autres sont réquisitionnés pour travailler dans les mines des environs. Un cas de ce type de réquisition est connu, grâce à un incident qui a concerné la mine de salpêtre de Saint-Ciforien, dans le canton de Lempde, en Haute-Loire²³. Il s'agit de trente prisonniers hollandais, qui ont été réquisitionnés au dépôt de Clermont-Ferrand, pour travailler dans cette mine et qui, mécontents des salaires qui leur sont donnés, veulent retourner dans leur dépôt. Bien organisés, ils parviennent à obtenir une augmentation significative, puis relancent une pétition pour obtenir une nouvelle hausse de salaire et, l'ayant obtenue à nouveau, menacent de s'en aller, car selon eux, les travaux de la terre sont mieux rémunérés. L'affaire se termine par l'incarcération du « meneur ». Elle révèle toutefois une capacité de maintien de l'union entre les prisonniers et une aptitude à la lutte collective, qui explique sans doute que les réquisitions pour les chantiers de travaux publics et pour les mines n'ont pas abouti à une productivité élevée.

Les artisans et les agriculteurs semblent avoir tiré un meilleur parti du travail des prisonniers. Le Comité de Salut Public a publié, le 4 thermidor an II, (22 juillet 1794) un arrêté autorisant les municipalités et les particuliers, munis d'un certificat de civisme, à « emprunter » des prisonniers pour les travaux des champs. Il est précisé que « le salaire des prisonniers de guerre sera proportionné à leur travail et sera toujours en dessous du maximum »²⁴. Cette formule convient aux prisonniers étrangers, qui se trouvent plus libres à

²³ F.Jarrousse, op cit, p 70.

²⁴ Article 5 du décret du Comité de Salut Public du 4 thermidor an II, cité par F.Jarrousse, op cit p 71.

travailler aux récoltes, sur des exploitations où ils sont logés et nourris, que dans les mines et les chantiers, où le travail était plus malsain et l'ambiance plus tendue. Plusieurs témoignages soulignent la qualité de leur travail et leur apport à une agriculture locale, dont les rendements avaient beaucoup baissé du fait des troubles et de la guerre. Les réquisitions concernent de un à cinq prisonniers au maximum, ce qui facilite les relations avec l'employeur. Les lettres adressées par les agriculteurs aux administrateurs des dépôts, qui réclament tel ou tel prisonnier, qu'ils ont particulièrement apprécié, lors de la dernière saison, témoignent de la qualité des relations qui se développent entre employeurs et employés étrangers. Dans le cas des artisans, il existe même une concurrence pour s'assurer les services de prisonniers qui possèdent le savoir-faire correspondant à leur profession. Les prisonniers circulent donc en fait beaucoup dans la région, ce qui facilite les contacts avec la population.

Les relations avec la population locale

L'opinion publique auvergnate apparaît comme assez contrastée, par rapport à cette question des prisonniers. Si les employeurs les apprécient, les ouvriers se plaignent de la concurrence qu'ils leur font subir. Au niveau des autorités locales, on exprime parfois le sentiment qu'ils représentent une charge lourde et on a parfois hâte de les voir partir lorsque se profile un traité de paix, prévoyant des échanges de prisonniers. Les populations s'inquiètent aussi du comportement des prisonniers, qui ne sont tenus de regagner leurs dépôts qu'à neuf heures le soir et qui mettent à profit ce temps libre, pour aller s'enivrer dans les cabarets. Des rixes s'ensuivent, souvent entre prisonniers, parfois entre eux et des Auvergnats. On trouve là toutes les peurs qui sont ressenties habituellement par les populations civiles, quand elles ont à voisiner avec un nombre important d'hommes vivant seuls.

Les responsables politiques toutefois encouragent fortement leurs concitoyens à faire preuve d'humanité envers les prisonniers. Il s'agit par là d'amorcer un prosélytisme révolutionnaire qui devrait aboutir à l'abandon de leurs drapeaux par les prisonniers « *pour se ranger sous ceux de la République et vivre sur le terre de la liberté* »²⁵. Si quelques déserteurs étrangers iront jusqu'à s'engager dans les troupes révolutionnaires, la grande majorité des prisonniers étrangers semble être restée pour le moins réservée, par rapport à une adhésion aux idéaux républicains. Le mode de vie la plupart d'entre eux, malgré le temps passé chez les employeurs au contact des populations civiles, reste un mode de vie militaire et carcéral. Entre deux périodes de réquisition, ils se retrouvent toujours dans le dépôt qui leur a été affecté. Afin de constituer un milieu plus facile à gérer, les dépôts regroupent les originaires des mêmes régiments, encadrés par leurs officiers et sous-officiers. Ceux-ci parviennent à conserver une grande influence sur leurs troupes, ce qui limite la diffusion parmi elles des idées révolutionnaires. Par ailleurs, il y a des contradictions entre le discours « humanitaire », tenu par les responsables politiques vis-à-vis des prisonniers, et les attitudes parfois hostiles et souvent changeantes qu'ils encouragent dans la population.

En fonction du sort des batailles qui opposent la France aux armées européennes coalisées contre elle, les discours vis-à-vis des prisonniers se durcissent. Le 7 prairial an II (27 mai 1794), le Comité de Salut Public adopte un décret qui prévoit l'exécution pure et simple de tous les captifs anglais ou hanovriens. Ce décret, qui ne sera jamais appliqué et qui ne concernait pas la majorité des prisonniers vivant en Auvergne, suffira à provoquer des rumeurs, alimentant la peur dans les dépôts du Puy de Dôme et il nourrira la méfiance de tous vis-à-vis d'un régime, par ailleurs désireux de propager ses idées généreuses parmi les ressortissants des pays ennemis. Ce sont au contraire les prisonniers qui sont soupçonnés de

²⁵ Extrait du 29 août 1792 cité par F.Jarousse, op cit p 178.

propager des idées contre-révolutionnaires. Les autorités se préoccupent de surveiller étroitement ceux qui entretiennent de trop nombreux contacts avec les Français. Un officier autrichien, qui a obtenu le droit de donner des leçons de musique à Riom, doit s'engager à fournir le nom de tous ses élèves à la police. On soupçonne les prisonniers sardes et piémontais, qui affichent leurs convictions religieuses, en arborant plusieurs médailles saintes, de diffuser des idées dévotées et superstitieuses, auprès de la population auvergnate, encore mal affranchie de l'influence cléricale. Des prisonniers russes sont accusés de mener, dans les campagnes, des entreprises de démoralisation des futurs conscrits auvergnats, en leur prédisant des défaites sanglantes, face à leur empereur. L'ambiance de guerre qui règne pendant toutes ces années, la méfiance et l'hostilité, que créent, chez les prisonniers, les excès de la période jacobine, ne favorisent pas la percée des idées révolutionnaires, parmi eux. Au contraire, lorsque que commence la « réaction thermidorienne », après l'exécution de Robespierre en juillet 1794, les prisonniers manifestent des signes de victoire. Ils participent, sans crainte apparente, aux manifestations anti-jacobines, à la décapitation symbolique des arbres de la liberté et se joignent aux foules, qui conspuent les anciens responsables des districts, que la Constitution de l'an III a supprimés. Ils saluent le reflux des idées révolutionnaires et le retour à un régime qui est plus familier avec ce qu'ils connaissent chez eux. La réouverture des lieux de culte et le retour des prêtres réfractaires, sont des mesures qui évoquent pour eux l'échec de l'entreprise révolutionnaire.

Les traités de paix se multipliant avec les puissances ennemies, beaucoup de libérations collectives s'organisent. En juin 1795, les Hollandais sont libérés en masse. Les Autrichiens suivent, en septembre de la même année. Les Piémontais commencent à partir en août 1796. Un certain nombre de prisonniers demande et obtient le droit de rester en France. Certains d'entre eux sont des déserteurs, qui se sont fait passer pour prisonniers et qui savent qu'ils risquent la mort en rentrant chez eux. D'autres évoquent tout simplement le goût qu'ils ont pris à la vie en France, au cours des années de captivité. Bien qu'à l'époque, aucune loi n'autorise, explicitement, le mariage des étrangers avec des conjoints français et, bien que les prisonniers ne disposent pas des pièces d'actes civils requis pour cette cérémonie, les registres des mairies du Puy de Dôme ont enregistré plusieurs mariages d'ex-prisonniers avec des femmes qu'ils avaient connues pendant leur captivité et qui étaient résidentes des communes où se trouvaient leurs dépôts. La naturalisation facilite le mariage mais, la loi restant floue, un certain nombre de mairies ont enregistré des mariages d'étrangers, dont certains n'étaient même pas encore libres. Le travail de Frédéric Jarrousse ne donne pas de chiffres à propos de ces premiers mariages mixtes. Mais il serait possible de les évaluer, à partir des registres des mairies auvergnates, correspondant à la fin du XVIIIe siècle.

Cette première immigration étrangère, véritablement significative en Auvergne, a donc laissé sa trace dans la population régionale. Malgré les conditions particulières de son séjour, elle a pu connaître divers contacts avec les autochtones. Représentant presque tous les peuples d'Europe : Italiens, Espagnols, Croates, Hongrois, Allemands, Hollandais, Polonais, Russes, Tchèques, Slovaques, Moraves... elle a été pour la région, une expérience importante de la rencontre avec l'étranger.

III - LES REFUGIES EN AUVERGNE AU XIXE SIECLE

Diversité des flux

Les archives départementales du Puy-de-Dôme mentionnent la présence de divers groupes de réfugiés tout au long du XIXe siècle. Quelques auteurs ont approfondi la connaissance de ces groupes. Leurs travaux s'appuient sur les mêmes données et leurs conclusions vont dans des sens analogues. Il y a peu de chances de trouver dans ces mêmes archives des documents inédits, susceptibles d'apporter un éclairage différent sur le sujet. Nous nous bornons ici à synthétiser les quelques articles qui concernent cette question.

La publication la plus ancienne que nous ayons trouvée sur la question, est un article de Pierre Gerbet : *La vie des réfugiés politiques à Clermont-Ferrand, de 1815 à 1870*²⁶. C'est aussi le texte qui aborde ce thème de la manière la plus synthétique, prenant en compte, aussi bien les diverses communautés de réfugiés, que les conditions de leur existence à Clermont-Ferrand, et les politiques mises en place autour de leur accueil. Le fait d'avoir choisi les dates de 1815 et 1870 n'est pas lié à des mouvements précis d'arrivée et de départ au niveau local, mais à des événements qui marquent le début et la fin de périodes relativement agitées dans l'ensemble de l'Europe, et, qui correspondent, en France, à la fin du Premier et du Second Empire. Au cours de ce laps de temps, le nombre de réfugiés a varié de façon importante, témoignant du va-et-vient continu, qui s'établissait en fonction des événements extérieurs. Pour une population clermontoise qui compte alors près de 40000 habitants, on observe une variation du nombre de réfugiés, qui va d'un peu plus d'une dizaine à près de 400. Les réfugiés arrivaient, après l'échec des révolutions auxquelles ils avaient pris part et repartaient, dès qu'une amnistie leur permettait de rentrer dans leur patrie. L'intérêt de Clermont-Ferrand pour l'étude des réfugiés tient au fait que ce sont des gens de toutes conditions et qu'il n'y a pas parmi eux de leaders connus, focalisant l'attention des contemporains autour de leur activité politique. C'est un cas idéal pour analyser la manière dont les contacts s'établissent entre réfugiés politiques et Auvergnats, appartenant approximativement aux mêmes milieux sociaux.

Le premier groupe identifié par l'auteur se limite à une douzaine d'Italiens, arrivés à Clermont en 1824 et qui, jusqu'en 1830 y sont les seuls étrangers recensés. Ceux-ci ont été condamnés à mort en 1821, dans les divers Etats italiens dont ils étaient originaires, pour avoir participé à des mouvements insurrectionnels. Ils se sont ensuite engagés dans la « légion libérale étrangère », groupe de partisans, venus appuyer les libéraux espagnols qui avaient réussi à imposer une constitution à la monarchie. A ce titre, ils combattirent le corps expéditionnaire français, envoyé soutenir le roi Ferdinand VII, à la demande des diverses puissances européennes, réunies au Congrès de Vérone. En 1823, l'expérience libérale prenait fin et le monarque retrouvait ses pouvoirs absolus. Les combattants de la légion libérale étrangère, ramenés en France en tant que prisonniers de guerre, furent en fait traités comme des réfugiés, bénéficiant d'une grande liberté d'action et ayant le droit de travailler. D'autres Italiens arrivèrent entre 1831 et 1833, depuis le Piémont et le Royaume de Naples. Les retours définitifs se firent à la suite d'amnisties relativement tardives, en 1842 et en 1848.

Les réfugiés italiens, peu nombreux, firent dans l'ensemble un long séjour en Auvergne. Appartenant plutôt à la petite bourgeoisie libérale, ils avaient un niveau d'instruction élevé. A partir de 1830, ils disposent de subsides de la part de l'Etat français qui leur permettent de vivre sans travailler. Toutefois, plusieurs d'entre eux ont pu exercer des professions intellectuelles. Certains parvinrent à fonder une entreprise. D'autres se marièrent avec des Clermontoises. Appréciés par l'administration préfectorale qui louait leur

²⁶ Extrait du **Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne**, tome LXIII, Clermont-Ferrand, 1943, p 1-24.

comportement calme et l'absence apparente d'activité politique de leur part, ils étaient aussi bien acceptés par la population, favorablement impressionnée par leur bonne maîtrise de la langue française et leur réussite professionnelle.

Libéraux espagnols et Carlistes

Beaucoup plus nombreux, et venus par vagues importantes, les réfugiés espagnols ne connurent pas le même type d'appréciation. Les liens de l'Auvergne avec l'Espagne étaient pourtant anciens et l'arrivée de nombreux Espagnols en Auvergne s'était déjà produite à plusieurs reprises dans l'histoire. Le problème est que ces arrivées avaient essentiellement concerné des prisonniers de guerre et des déserteurs. Après le passage des prisonniers faits par les armées de la révolution Française de 1792 à 1794, arrive en 1809 un contingent d'officiers et de soldats, faits prisonniers par les armées napoléoniennes. Francis Koerner parle de 1500 personnes en dépôt à Clermont-Ferrand et Riom, de 600 personnes à Aurillac et de 500 à Saint-Flour²⁷. Leur présence pose beaucoup de problèmes aux autorités. Réfractaires à tout engagement dans les armées napoléoniennes, destinées à aller combattre en Russie, ils ne songent qu'à s'évader pour retourner en Espagne. En 1814, une mesure de libération permet de les renvoyer dans leur patrie.

Les réfugiés qui viendront par la suite ne resteront pas non plus très longtemps et ne laisseront pas une meilleure impression aux Auvergnats. Les «afrancesados», francophiles venus en France, entre 1815 et 1823, parmi lesquels on compte d'importantes personnalités du monde littéraire et artistique, sont très peu nombreux en Auvergne. F.Koerner parle d'une quinzaine de personnes environ.

La première vague importante d'arrivées se situe en 1831. Plus de trois cents réfugiés furent regroupés dans un dépôt à Montferrand. Ces personnes étaient des « libéraux », victimes de la répression menée par le roi Ferdinand VII, après la restauration de son pouvoir absolu. Accueillis d'abord avec quelque sympathie par la population locale, en raison de la cause qu'ils défendaient, ces réfugiés devinrent rapidement source de difficultés avec le voisinage. Les officiers qui les encadraient étaient sans autorité sur eux. Réduits à l'oisiveté, divisés en factions politiques opposées, ils se querellaient souvent. Certains allaient marauder dans les champs et les jardins environnants, provoquant la colère des propriétaires. Aussi, dès l'amnistie accordée en 1832 par la Reine d'Espagne, le préfet du Puy-de-Dôme s'empessa d'organiser leur rapatriement. F.Koerner précise que le groupe renvoyé vers la frontière comprenait 216 personnes, hommes, femmes et enfants²⁸.

La mauvaise réputation qu'ils avaient laissée, précéda l'arrivée, en 1839, d'un groupe de deux cents réfugiés carlistes qui ne demeurèrent à Clermont que pendant deux ans. La première guerre carliste, qui dure de 1833 à 1840, oppose les partisans de Don Carlos, frère du Roi Ferdinand VII à ceux de l'infante Isabelle, placée sur le trône par son père, au mépris de la loi salique, qui interdisait la succession par les femmes. Le théâtre de cette guerre dynastique se situe essentiellement dans le nord de l'Espagne. Les Carlistes vaincus se réfugient de l'autre côté de la frontière et, après avoir été internés à Foix ou à Perpignan, certains sont dirigés vers le Puy-de-Dôme. Ce sont, dans l'ensemble, des gens relativement jeunes. 50 % d'entre eux sont officiers, les autres simples soldats. On trouve parmi eux quelques femmes, épouses d'officiers et un nombre significatif d'ecclésiastiques et d'étudiants en théologie, ce qui confirme l'orientation politique, très conservatrice de ce

²⁷ F.Koerner, Réfugiés et prisonniers politiques en Auvergne, **Etudes bourbonnaises**, 16^e série, n°287, 2, 2000 p 57-66.

²⁸ Op cit p 59.

groupe. En 1840, la plupart rentrent en Espagne, à la suite de l'amnistie prononcée par la Reine.

Mais, dès l'année suivante, une tentative de pronunciamiento réalimente l'émigration. En 1841 un nouveau groupe de quarante réfugiés arrive en Auvergne. Une statistique, en date du 1^{er} mars 1841, fait état de 191 réfugiés carlistes au dépôt de Clermont-Ferrand, dont 95 officiers et assimilés, 7 prêtres, 63 soldats et artisans. En 1843, arrive un groupe d'une centaine de personnes qui resteront à Clermont-Ferrand jusqu'à l'amnistie prononcée par la Reine en 1847.

La période suivante, marquée en Espagne par une succession de coups d'états et une instabilité politique généralisée, entraîne l'arrivée de nouveaux flux de réfugiés. Selon Koerner, ceux-ci se répartissent sur tous les départements auvergnats. Une statistique datée de 1855 fait état de la présence de 153 Espagnols dans le département du Puy-de-Dôme. Mais, on observe aussi toujours un rythme élevé de retours. En 1857, le nombre d'Espagnols tombe à 57 (8 officiers, 2 sous-officiers, 2 prêtres, 45 soldats).

La dernière guerre carliste éclate en Espagne en 1868 et se poursuit jusqu'en 1879. Toujours appuyé par les habitants du Nord de l'Espagne et soutenu par le clergé catholique, Carlos VII, petit fils de Carlos V, qui avait déclenché la première guerre carliste, tente de reconquérir le trône d'Espagne, après la déposition d'Isabelle II, en 1868, et son remplacement, par Amédée de Savoie, à la suite des tractations entreprises par les principales puissances européennes. Mais en 1874, le fils d'Isabelle II, Alphonse XII reprend le pouvoir avec l'appui des chefs de l'armée loyaliste. En 1875, Carlos VII se réfugie en France, avec 13000 de ses partisans. On observe encore l'arrivée d'une cinquantaine de Carlistes en Auvergne en 1875. Leur nombre va aller en diminuant jusqu'à fondre véritablement en 1879, après les dernières mesures de clémence prononcées par le Roi Alphonse XII.

A partir de 1880, il n'y a pratiquement plus de flux d'Espagnols en Auvergne. Ceux-ci reprendront au moment de la Première Guerre Mondiale mais seront, cette fois-ci essentiellement composés de migrants économiques.

Les arrivées massives et répétées des réfugiés espagnols au cours du XIXe siècle, provoquèrent chez les Clermontois un sentiment d'invasion. Les Carlistes défendaient, en outre, une cause, à laquelle la majorité du peuple clermontois et de la bourgeoisie libérale étaient plutôt hostiles. Ils ne soulevèrent que l'intérêt de quelques aristocrates légitimistes. De plus, la complexité et la récurrence des guerres de succession en Espagne finissaient par lasser l'intérêt de l'opinion publique. Comme dans le cas des réfugiés libéraux, il s'agissait de groupes composés majoritairement de soldats d'origine paysanne. Les subsides modestes qui leur étaient attribuées et les difficultés pour eux à trouver du travail, en raison de leur ignorance du Français les amenaient à mener une vie presque misérable.

Leur séjour a dans l'ensemble été trop bref pour qu'ils puissent nouer des contacts avec les Clermontois. Pierre Gerbet n'observe aucun mariage entre réfugiés espagnols et Auvergnates.²⁹ Au niveau économique, très peu d'entre eux exercèrent une activité. F.Koerner note le cas d'un Espagnol établi comme chocolatier place de Jaude et d'un limonadier, installé à Issoire. Il note aussi que, vers la fin du XIXe siècle, ils ont tendance à se disperser dans plusieurs villes : Aulnat, Ambert, Riom. A Clermont, ils sont regroupés dans les rues du centre-ville.

Il est possible que la présence de ces réfugiés espagnols, appartenant majoritairement à des milieux sociaux modestes, ait contribué à la construction en Auvergne du stéréotype définissant le méditerranéen. L'inactivité forcée à laquelle ils étaient réduits, la pauvreté qui les poussait à voler et l'ennui qui les amenait parfois à se battre entre eux ont été à la base de

²⁹ Op cit p 14

l'émergence d'une image négative de l'homme méditerranéen : paresseux, voleur et violent,³⁰ image qui servira ultérieurement à qualifier d'autres immigrants, de provenance méridionale. Si on ajoute à cela l'image, peu valorisante, des Espagnols, ramenée par les commerçants et autres migrants auvergnats, qui avaient vécu outre Pyrénées, on dispose de tous les ingrédients nécessaires à la construction d'un stéréotype ethnique négatif. Alors que, dans la plupart des régions de France, ce sont les Italiens qui ont représenté la première figure négative du méditerranéen, en Auvergne, en raison du niveau social élevé des premiers migrants italiens, ils ont été perçus de manière plus favorable et ont laissé les Espagnols cristalliser les rejets de l'opinion publique.

Les aides publiques aux réfugiés

Arrivés après 1830, les réfugiés espagnols bénéficièrent du régime libéral mis en place par la Monarchie de Juillet. Ils furent donc destinataires de subsides distribués par l'administration. Celles-ci étaient calculées sur la base d'une hiérarchie sociale, totalement inégalitaire. Les réfugiés étaient divisés en cinq classes, en fonction du rang occupé dans leur pays. La première comprenait les ministres, les généraux, les nonces. La seconde rassemblait les députés, préfets, intendants et les chefs politiques. Dans la troisième, se trouvaient les officiers supérieurs, les magistrats et hauts fonctionnaires. La quatrième regroupait les officiers subalternes, les employés d'administration, les étudiants, les médecins, les négociants. Enfin, dans la cinquième, se trouvait la grande masse des sous-officiers, des soldats, artisans et cultivateurs. Les subsides les plus élevées étaient attribuées aux membres des classes les plus aisées et les plus faibles à ceux de la cinquième classe. Les écarts variaient de un à six, allant de 0,75 francs à 5 francs par jour. Cette curieuse conception des besoins reflétait sans doute la vision bourgeoise et conservatrice de la société, qui dominait sous la Monarchie de Juillet. Il fallait aider les réfugiés appartenant à des milieux aisés à « tenir leur rang » et inscrire l'inégalité de traitement dans la loi. A cette inégalité de classe, s'en ajoutait une autre liée à l'origine. Les Polonais recevaient dans l'ensemble des subsides plus élevés que les Italiens qui, eux-mêmes en recevaient plus que les Espagnols.

Cette défaveur financière de l'institution publique envers les Espagnols, groupe de loin le plus nombreux mais le moins bien accepté par la population locale, ne trouve pas d'explication de la part des historiens. Les différences entre nationalités furent toutefois supprimées dès 1833. Nous publions en annexe, les extraits des archives du Puy-de-Dôme qui indiquent le montant des subsides et les comparaisons entre les divers groupes.

A partir de 1848, le montant des subsides alla en se réduisant mais resta finalement relativement intéressant. Les réfugiés étaient encouragés à travailler et il leur était versé une somme, simplement destinée à compléter le montant de leur salaire, pour leur permettre de mener une vie décente. Les allocations étaient versées pour permettre à chaque réfugié de disposer d'une somme représentant entre 1,50 et 2 francs par jour. A cette époque, un ouvrier clermontois gagnait autour de 1,50 francs par jour et un fonctionnaire autour de 2,50 francs. Plusieurs réfugiés purent ainsi vivre sans travailler. Certains reçurent l'allocation quotidienne jusqu'à leur mort. Après leur décès; les veuves continuèrent à les percevoir pour l'éducation de leurs enfants. Quelques Polonais, qui ne trouvèrent jamais la possibilité de rentrer dans leur pays, reçurent les subsides pendant plus de quarante ans. Les subsides

³⁰ C'est sans doute comme cela que les réfugiés espagnols se sentaient perçus par les Clermontois, si l'on en croit une pétition qu'un petit groupe d'entre eux adressa au Préfet du département, pour se plaindre des insultes qui leur étaient adressées par la population locale : « Les qualifications de outrageuses de voleurs, fainéants, canailles, n'ont cessé de résonner à nos oreilles » cité par Gerbet, p 18.

étaient aussi un moyen de fixer les réfugiés. Ils ne pouvaient les percevoir que dans le département où ils avaient établi leur résidence.

D'autres avantages étaient attribués aux réfugiés. Ils pouvaient bénéficier de secours extraordinaires, en cas de situation indigente. Des « secours de route », de quinze à vingt-cinq centimes par lieue à parcourir, étaient attribués à ceux qui s'en retournaient chez eux. Des sommes importantes leur étaient allouées pour frais d'étude et d'apprentissage. De l'argent était même donné à ceux qui désiraient faire une cure, dans une station thermale de la région.. A Vichy, l'établissement de bains était ouvert gratuitement aux réfugiés politiques. Ils retrouvaient probablement là d'autres étrangers, en nombre sans doute significatif, si l'on peut en juger par la publication annuelle, à partir de 1873, d'un « guide-mémoire des étrangers aux eaux de Vichy », qui fournit toutes les indications souhaitables pour profiter de son séjour dans cette station. Ce guide, dont l'auteur est le pharmacien en chef, Larbaud, père de l'écrivain Valéry Larbaud, ne nous donne que peu d'indications sur les étrangers qui fréquentaient alors la station, sinon, qu'ils disposaient, sans doute d'une aisance matérielle, bien supérieure à celle des réfugiés, si l'on en juge par les établissements qui sont leur sont recommandés : clubs de tennis, grands hôtels, restaurants...

Les réfugiés polonais

L'arrivée des réfugiés polonais en Auvergne ne se fait pas par vagues massives comme dans le cas des Espagnols. Ils arrivent individuellement mais deviennent vite assez nombreux. Les publications sur l'histoire des réfugiés polonais en Auvergne sont signées des mêmes auteurs que celles concernant les Espagnols. Nous avons identifié l'article de Pierre Gerbet, déjà cité, et un autre article de Francis Koerner : *Les réfugiés politiques polonais dans le Puy-de-Dôme, de la grande émigration à 1919*³¹. Les auteurs ont puisé aux mêmes sources : les archives départementales. Ces dernières sont beaucoup plus riches, dans le cas des Polonais, que dans le cas des autres réfugiés, dont certains, comme les Espagnols étaient nettement plus nombreux. Mais les Polonais étant restés, de manière continue et beaucoup plus longtemps que d'autres groupes, il est logique que l'administration ait eu à entretenir plus de relations avec eux. En raison de l'implantation définitive de certains à Clermont-Ferrand, il y a aussi la possibilité d'utiliser certaines archives familiales.

La «Grande Emigration» commence en 1831. Depuis 1764, la Pologne avait eu à souffrir de la montée en puissance de ses voisins : la Russie tsariste, l'empire austro-hongrois et le Royaume de Prusse. Après avoir été partagée à trois reprises entre ces puissances (1772, 1792 et 1795), et avoir connu une brève renaissance entre 1807 et 1812, à travers le Grand Duché de Varsovie créé par Napoléon 1^{er} et doté d'institutions françaises, le pays se trouva à nouveau privé de toute existence autonome après les traités de Vienne en 1815, qui avaient attribué toute la partie orientale à la Russie, avec la capitale, Varsovie. C'est de là que partit, le 29 novembre 1830, une insurrection populaire à laquelle se joignit l'armée. La Diète suivit le mouvement, déchu le Tsar Nicolas I^{er} de son titre de roi de Pologne, et forma un gouvernement national de cinq membres présidé par l'aristocrate libéral Adam Czartoryski, avec l'historien J. Lelewel comme représentant du républicanisme radical. Les insurgés ne purent, ni s'entendre entre eux, ni s'appuyer sur le peuple. Ils furent battus à OstroLeka, en mai 1831, et Varsovie fut occupée par les troupes du général Paskiewicz le 8 septembre.

La répression fut rigoureuse : pendaisons, confiscations, déportations en Sibérie, dissolution de l'armée, fermeture de l'Université, remplacement de la Constitution par le Statut organique du 26 février 1832, mainmise des Russes sur les fonctions importantes, menaces de châtement exemplaire en cas de récidive. La «Grande Emigration» jeta vers

³¹ **Revue d'Auvergne**, t 101, n°3, 1987, p 253-264.

l'Occident plus de dix mille nobles et bourgeois, dont les deux tiers s'installèrent en France, les modérés regroupés autour du prince-roi A. J. Czartoryski qui résidait à Paris, les radicaux autour de Lelewel et de la Société démocratique polonaise, dont le siège était à Versailles.

Le Ministère français de l'Intérieur organisa des « dépôts » pour l'accueil de ces réfugiés dans plusieurs départements français. Le Puy-de-Dôme, initialement non prévu au programme, accueillit tout de même 350 Polonais entre 1833 et 1856. 250, environ vinrent dans le cadre de la « Grande Emigration ». Les autres arrivèrent après la répression des insurrections du « Printemps des Peuples », en 1848. En fait, ceux qui s'installèrent durablement en Auvergne furent beaucoup moins nombreux. Koerner dénombre 77 réfugiés polonais installés en 1839³². Par la suite, leur nombre va diminuer sensiblement. La presque totalité provient de l'armée. Les officiers et les sous-officiers prédominent nettement. L'âge moyen est assez jeune et s'explique par la forte présence d'étudiants des universités de Königsberg et de Vilnius, qui s'étaient ralliés à l'insurrection.

Pierre Gerbet note que la plupart des réfugiés polonais avaient un haut niveau d'éducation et parlaient bien le français. Cela facilita pour les premiers arrivés l'obtention de postes relativement qualifiés : peintres, professeurs de musique, employés en librairie. Ceux qui vinrent après, durent se contenter de métiers artisanaux, auxquels leur milieu social d'origine, plutôt aisé, ne les prédisposait guère. Près de la moitié dut vivre, très modestement, grâce aux subsides publiques. Les quelques cas de réussite brillante concernent moins le monde de l'entreprise que les métiers intellectuels et artistiques. Gerbet cite le cas de Tarnowski, pianiste apprécié de la bonne société clermontoise et de Pilinski, graveur et lithographe, qui illustra de nombreux ouvrages sur l'Auvergne et la Pologne. Tous deux firent partie de l'académie de Clermont.³³

Comme dans le cas des Espagnols, mais dans des proportions bien moindres, il y a eu des retours au pays, après des décrets d'amnistie et de nouvelles arrivées à la suite des mouvements insurrectionnels de 1848 et de 1863. En 1854, un nouveau décompte statistique ne fait plus mention que de 35 réfugiés. Certains repartiront en Pologne en 1883, lorsque le Tsar, Alexandre III, décrètera une amnistie. En 1919, quand le traité de Versailles reconstitue l'Etat polonais, à partir des territoires anciennement sous autorité allemande, austro-hongroise et russe, il ne reste plus que 16 réfugiés à Clermont. Ils sont invités à faire des demandes de cartes d'identité polonaise pour pouvoir retourner dans leur pays. Aucune précision n'est donnée, quant au nombre de ceux qui ont choisi de rentrer, à ce moment là. Du fait de la durée de leur séjour, beaucoup se sont fixés en Auvergne. Selon Gerbet, près d'un tiers d'entre eux aurait épousé des Auvergnates.

La vie politique des réfugiés

Comment les réfugiés ont-ils organisé leur vie politique en Auvergne? Il n'y a pas eu, dans la région de chef politique connu. L'activité des réfugiés était étroitement surveillée par le Ministère de l'Intérieur. Plusieurs notes, adressées au préfet du Puy-de-Dôme, recommandent d'éviter que les réfugiés s'en prennent publiquement à des gouvernements étrangers reconnus par la France. Les Italiens semblent avoir agi, avec beaucoup de discrétion, étant, pour la plupart, membres de sociétés secrètes, comme la Carbonara, et habitués aux conspirations. Ils faillirent prendre en défaut la vigilance des autorités françaises, lorsqu'en 1831, leur chef, le général Régis, qui résidait à Clermont, prit la tête d'une colonne de réfugiés à Lyon et se dirigea vers la Savoie, pour reprendre la lutte armée. Ils furent arrêtés par les troupes françaises et renvoyés dans leurs villes de résidence.

³² F.Koerner, op cit, p 255.

³³ P.Gerbet, op cit p 17.

Les Espagnols eurent peu d'activité politique organisée en Auvergne, du fait de la brièveté de leurs séjours. Les libéraux étaient divisés en deux factions rivales, les « communeros » et les « Francs-Maçons ». Leurs querelles politiques les amenaient souvent à en venir aux mains. Ils ne parvinrent pas à sensibiliser l'opinion publique auvergnate à une cause que celle-ci aurait pourtant pu soutenir.

Les premiers réfugiés carlistes étaient d'autant plus surveillés que leur chef, Carlos V, était en résidence à Bourges, non loin de l'Auvergne. Malgré une apparente agitation, signalée par de nombreux allers-retours de certains ecclésiastiques entre Clermont et Bourges, ils ne parvinrent jamais à mener une action politique suivie. De plus, aux yeux de la majorité des Auvergnats, ils défendaient une cause « réactionnaire ». Ils n'obtinrent le soutien que de quelques aristocrates, fidèles aux Bourbons, qui organisèrent le retour de certains d'entre eux vers les frontières espagnoles.

Seuls les Polonais menèrent une activité politique au grand jour. Leur cause était très populaire parmi la population clermontoise, qui les voyait comme venus d'une nation « martyre », dépecée entre les empires voisins, avec lesquels la France avait souvent été en guerre. Ils parvinrent à entretenir longtemps la fibre patriotique entre eux, par la circulation de périodiques et de publications politiques. Ils réussirent surtout à créer dans l'opinion publique locale un ralliement à leur cause. Dans les milieux populaires, leurs aspirations à la libération nationale rejoignaient les aspirations à la liberté républicaine. Souvent invités d'honneur dans les banquets réformistes, ils recevaient l'expression de la solidarité du peuple français, en souvenir de l'appui passé de la Pologne aux armées napoléoniennes et en reconnaissance de leur refus de participer à la répression de la révolution de 1830³⁴.

Pierre Gerbet cite à ce sujet le texte d'un toast, porté à la gloire des combattants polonais, lors d'un banquet citoyen, rassemblant en 1840 près de 1500 Clermontois :

*« Si le gouvernement, qui pèse sur la France, ne conserve pour la malheureuse nation, écrasée par la Russie qu'un souvenir froid et indifférent, le peuple n'oublie pas la fidèle alliée qui avait si bravement répondu au signal de 1830 »*³⁵

Cette solidarité aura l'occasion de se manifester en 1848, au moment de la révolution qui aboutit à la proclamation de la Seconde République et laissa espérer la victoire d'une nouvelle insurrection en Pologne. Plusieurs réfugiés quittèrent Clermont pour aller combattre avec les insurgés. Ils furent accompagnés, aux portes de la ville, par un nombre important de citoyens clermontois qui voulaient ainsi leur témoigner leur solidarité. Mais les espoirs furent rapidement déçus. La Seconde République décida de ne pas intervenir en Pologne et la révolte fut à nouveau réprimée par les Russes. De nouveaux réfugiés arrivèrent à Clermont-Ferrand. En 1863, une nouvelle insurrection mobilisa encore les réfugiés polonais de Clermont et leurs soutiens français. Mais, devant un nouvel échec, la solidarité active en faveur de la libération de la Pologne, se transforma progressivement en une action de charité, dirigée vers les malheureuses victimes d'une cause perdue. J.B.M Biélawski, fils de Polonais venu à Clermont-ferrand en 1831, et auteur de deux ouvrages biographiques relatant son enfance dans le milieu des réfugiés, résume bien le sentiment des émigrés, face à cette évolution :

« L'Europe est disposée à considérer les Polonais comme des sujets révoltés ; ceux-ci n'inspirent désormais que cette pitié méprisante, accordée aux grandes

³⁴ C'est en effet une rumeur selon laquelle, les troupes polonaises, à la demande du Tsar de Russie, devaient partir en France pour écraser le mouvement révolutionnaire qui tendait à renverser le roi Charles X qui déclencha l'insurrection de Varsovie, insurrection réprimée par les Russes et cause principale de la « Grande Emigration »

³⁵ Cité par P.Gerbet, op cit p 21.

infortunes noblement supportées, mais passées dans l'ordre des faits acquis »³⁶.

Après 1848, la cause de la Pologne occupe effectivement beaucoup moins l'opinion publique française. Les régimes successifs, au nom du réalisme politique, ont tendance à abandonner le pays à son sort. Ce n'est qu'après la victoire de 1918, que la France oeuvrera, aux côtés des autres vainqueurs, pour reconstituer l'Etat polonais, démantelé depuis plus d'un siècle et demi. Mais il ne reste alors que seize réfugiés à Clermont-Ferrand.

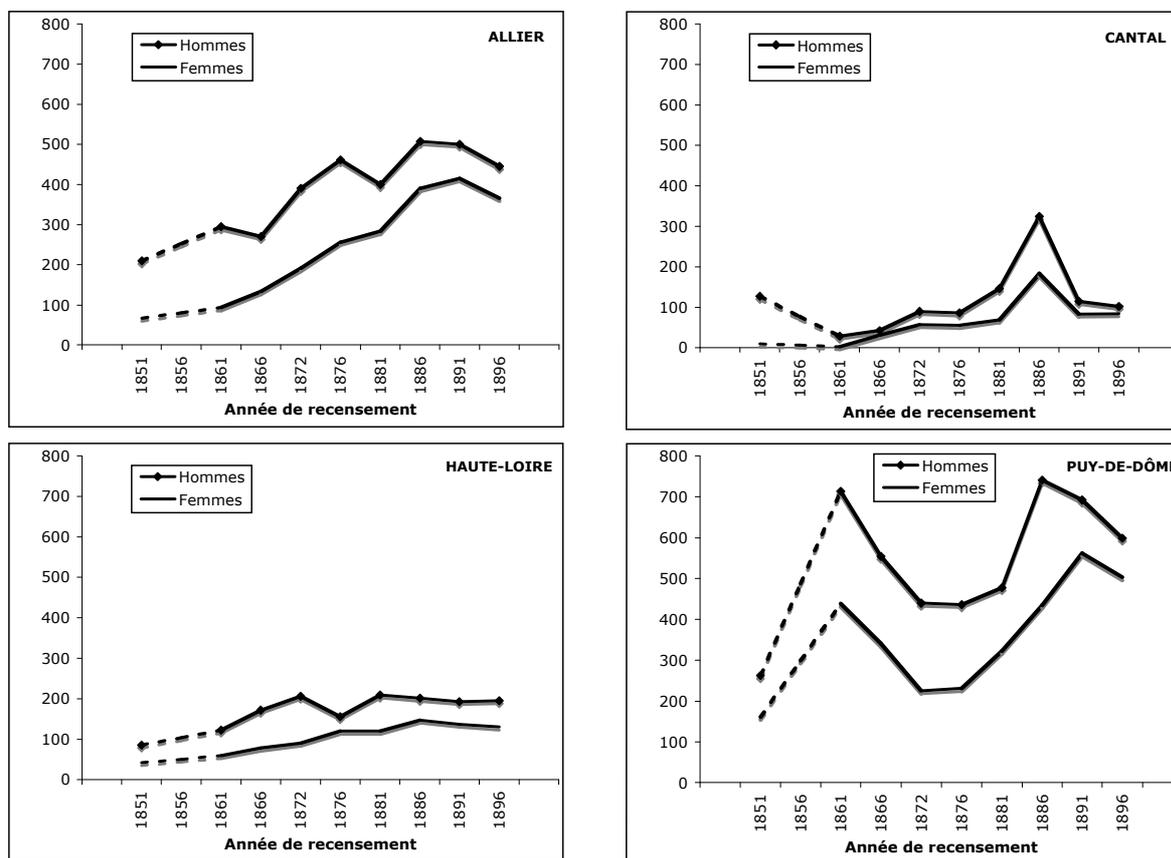
Malgré leur petit nombre, les réfugiés politiques, qui ont été pratiquement les seuls étrangers présents en Auvergne, pendant tout le XIXe siècle, ont eu une influence sur la population locale. Leur cause a été parfois soutenue fortement par l'opinion publique auvergnate, qui s'est ainsi ouverte aux questions politiques internationales. Certains d'entre eux se sont remarquablement bien intégrés à la société auvergnate et ont contribué par leur travail, leurs œuvres littéraires et artistiques au rayonnement de la région.

Au XXe siècle, on retrouvera les Italiens, les Espagnols et les Polonais en Auvergne mais, cette fois-ci, c'est, très majoritairement, pour le travail qu'ils sont venus.

³⁶ Cité par P.Gerbet, p 28. Les deux ouvrages écrits par Biélawski sont : **Souvenirs d'Auvergne et impressions de jeunesse** (Clermont, 1867) et **Souvenirs d'un petit fonctionnaire** (Paris, 1894)

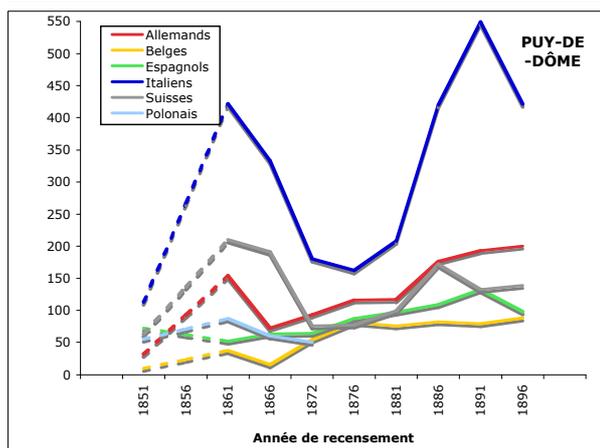
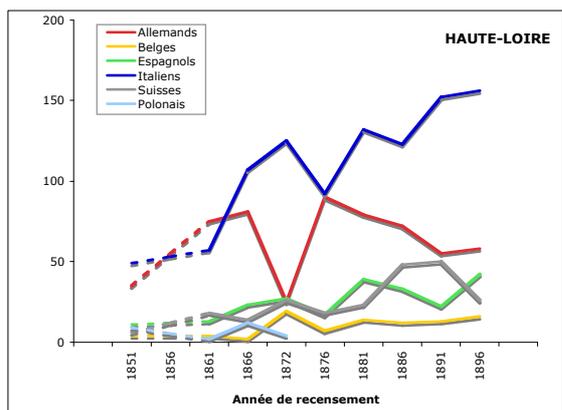
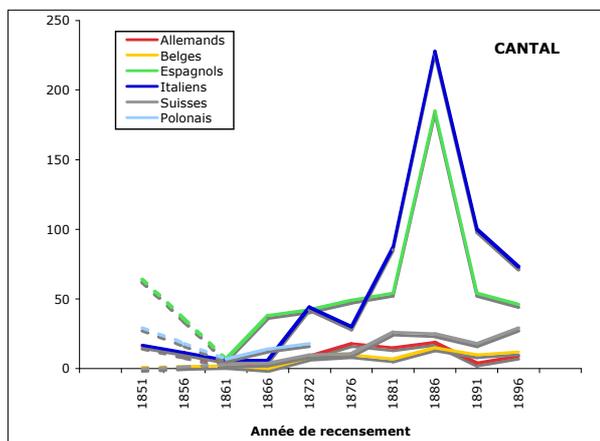
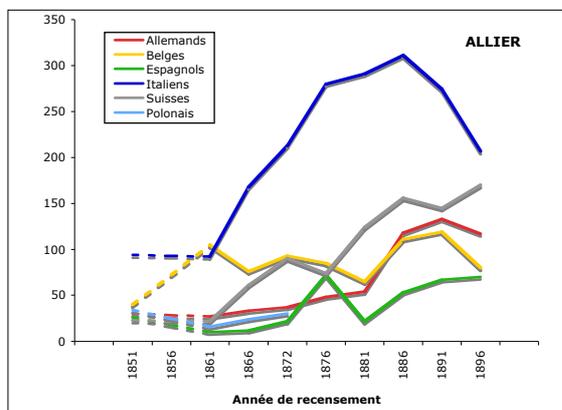
IV - BILAN DE L'IMMIGRATION AU COURS DU XIXE SIECLE

→ **GRAPHIQUE 1 : EVOLUTION DE LA POPULATION ETRANGERE DANS LES 4 DEPARTEMENTS AUVERGNATS DE 1851 A 1896**



Il n'est possible de faire un bilan statistique qu'à partir de 1851. Ces tableaux confirment la faiblesse des chiffres, en particulier dans la Cantal et la Haute-Loire et le rôle plus affirmé de département d'accueil pour le Puy-de-Dôme et l'Allier. Du fait de cette faiblesse, des entrées ou sorties de populations qui seraient imperceptibles dans un contexte de forte présence immigrées génèrent ici des variations importantes des courbes. Il faut noter, comme le confirment les évolutions des différentes nationalités ci-après que les réfugiés, essentiellement espagnols et polonais, sont surtout nombreux autour des années 1870. Leur nombre diminue ensuite. Les Polonais disparaissent même après 1872, ce qui est dû au fait qu'ils ne sont plus recensés en tant que tels. Après 1872, on observe, comme dans toute la France une montée en force des immigrations économiques dites «de voisinage»: Italiens, Belges, Suisses et Allemands. Dès lors la courbe de l'immigration reflète essentiellement les aléas de la conjoncture économique, avec en particulier une baisse due à la crise des années 1890.

→ **GRAPHIQUE 2 : EVOLUTION DES PRINCIPALES NATIONALITES ETRANGERES DANS LES 4 DEPARTEMENTS AUVERGNATS DE 1851 A 1896**



DEUXIEME PARTIE

**L'IMMIGRATION ETRANGERE EN AUVERGNE
PENDANT LA PREMIERE MOITIE DU XX^e SIECLE**

Une grande stabilité

Si l'immigration en Auvergne au XIXe siècle se distingue de ce qu'elle est au niveau de la France entière par la faiblesse des flux et la domination des réfugiés et des travailleurs qualifiés, au XXe siècle, elle se rapproche rapidement du profil observé au niveau national. Toutefois, ce n'est qu'à partir de la première guerre mondiale que ce constat peut être fait. Le début du XXe siècle est marqué par une indéniable continuité avec le siècle précédent aussi bien en termes de chiffres globaux qu'en termes de répartition territoriale et de composition nationale de la population étrangère.

Les trois premiers recensements du XXe siècle traduisent une grande stabilité de la population étrangère. En 1901, on recense 2073 étrangers dans les quatre départements qui constituent l'actuelle région Auvergne. En 1906, on en compte 1934 et en 1911, 2048. La même stabilité s'observe aussi au niveau national mais avec des chiffres beaucoup plus élevés puisque aux mêmes recensements, on compte, sur un territoire alors amputé des départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin respectivement 1 038 871, 1 046 905 et 1 159 835 étrangers, ce qui représente 2,7 % de la population totale du pays en 1901 et 1906 et 3 % en 1911.

En proportion, la part des étrangers en Auvergne est nettement en dessous de ce qu'elle est au niveau national. En 1901, ils ne représentent que 0,13 % des 1 502 051 habitants de la région, en 1906, sur 1 487 738 habitants, ils forment 0,12% de la population. En 1911, ils constituent une proportion de 0,14% sur une population totale de 1 450 517 habitants. La part de la population immigrée en Auvergne est donc infime par rapport à ce qu'elle est au niveau français.

Sa répartition par département n'a guère évolué depuis le milieu du XIXe siècle. Le Puy de Dôme accueille à chaque recensement entre 41 % et 44 % de la population étrangère, l'Allier entre 33 % et 34 %, la Haute Loire entre 12 et 15 %, le Cantal entre 7 % et 8 %. Une observation par arrondissement permettrait sans doute de faire ressortir des concentrations plus fortes d'étrangers dans les zones urbanisées et leur quasi-absence dans les zones rurales de forte émigration.

Du point de vue de la composition de la population étrangère, on n'observe pas non plus de grands changements par rapport au XIXe siècle, si ce n'est une légère hausse de la proportion de femmes. Celle-ci est de 44 % en 1901, de 41,8 % en 1906 et de 38,5 % en 1911. On peut sans doute considérer que c'est là un signe de stabilisation d'une population qui se renouvelle peu.

Les principales nationalités

Les nationalités présentes n'ont guère varié depuis le XIXe siècle. En 1901, avec 762 personnes, les Italiens représentent 36,7 % de l'ensemble des étrangers et sont dominants dans les quatre départements. Les femmes représentent 32 % de cette population, soit nettement moins que ce que l'on observe au niveau de l'ensemble des étrangers. En 1906, ils sont toujours dominant avec 625 personnes, soit 35,9 % des étrangers et en 1911, ils conservent leur suprématie avec 733 personnes représentant 35,7 % du total des étrangers. La part des femmes a légèrement diminué puisqu'elles représentent à cette date 29 % de la communauté. Les chiffres sont trop faibles pour autoriser des hypothèses, en l'absence de renseignements sur les dates d'entrée en France des gens. Il est probable que la population se renouvelle peu

si ce n'est par un nombre très limité de nouvelles entrées masculines. Par ailleurs, les diverses sources attestent d'une forte présence italienne dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, activité essentiellement masculine et exigeant une forte mobilité.

Les autres populations connaissent des variations un peu plus sensibles. En 1901, les Allemands constituent la seconde communauté étrangère. Leur profil est totalement atypique puisque la proportion de femmes est chez eux de près de 70 %. Leur nombre va en diminuant nettement au fil des recensements : 249 en 1906 et 191 en 1911. La proportion de femmes diminue aussi tout en restant nettement au dessus de ce que l'on observe au niveau de l'ensemble des étrangers. Elles représentent encore 67 % du total en 1906 et 65 % en 1911. Il s'agit probablement d'une immigration liée à des métiers féminins qui commençaient à se développer fortement dans le secteur de l'hôtellerie au XIXe siècle du fait de l'attrait des stations thermales. On ne trouve que peu de références à cette population dans les archives consultées ni dans les ouvrages et travaux répertoriés. La population allemande déjà présente dans la région d'après les divers recensements du XIXe siècle n'a pas le même profil. La proportion de femmes y est légèrement inférieure à celle des hommes. Toutefois, on observe une augmentation de leur nombre à partir de 1876, ce qui peut laisser supposer qu'il s'agit d'Alsaciennes et Lorraines devenues allemandes et qui entretiennent le contact avec l'ancienne patrie par le biais du placement dans des familles françaises ou dans des activités hôtelières.

Les autres communautés qui présentent quelque visibilité sont les Suisses dont le nombre est relativement stable : 291 en 1901, 278 en 1906 et 305 en 1911. La proportion de femmes dans ce groupe va en diminuant sensiblement, passant de 47 % en 1901 à 36% en 1911, ce qui indique probablement de nouvelles arrivées. Leur présence est surtout forte dans les deux départements les plus industrialisés, Puy de Dôme et Allier et apparaît anecdotique dans le Cantal où, au XIXe siècle, les fromageries avaient fait appel à leur savoir-faire³⁷. Ils sont fortement présents parmi le personnel des stations thermales et dans l'hôtellerie. Il faut mentionner aussi le cas très particulier des pasteurs protestants suisses très présents dans l'enclave cévenole du Chambon-sur-Lignon dans le sud de la Haute-Loire. Pendant la deuxième guerre mondiale, ils joueront un rôle important dans l'exfiltration vers la Suisse de nombreux Juifs venus se réfugier dans ce secteur.

Les Belges, très peu représentés en Auvergne par rapport à leur nombre à l'époque au niveau national, voient leur nombre rester relativement stable : 161 en 1901, 194 en 1906 où ils sont comptés avec les Luxembourgeois et 148 en 1911. La proportion de femmes dans leur groupe est du même ordre que pour l'ensemble des étrangers et ils sont surtout présents dans l'Allier et le Puy de Dôme. Dans ce dernier département, leur présence est aussi saisonnière, liée à la production de betteraves alimentant les sucreries et les confiseries locales.³⁸

Les Espagnols connaissent une très légère augmentation, passant de 246 en 1901 à 245 en 1906 et à 265 en 1911. On observe chez eux aussi qu'une légère augmentation globale est corrélée à une baisse de la proportion de femmes. Cela indique qu'il s'agit probablement d'ouvriers d'industrie, d'arrivée récente. Les entreprises de caoutchouc commencent dès le début du XXe siècle à faire appel à la main d'œuvre étrangère dans des proportions encore très limitées. Des choix préférentiels commencent à s'opérer. C'est en particulier le cas avec Bergougnan qui recrute prioritairement des Espagnols.

³⁷ Ils semblent qu'ils se soient stabilisés dans cette activité et aient continué jusqu'à la fin du XXe siècle à travailler dans le secteur de la laiterie et fromagerie. En 1969, Charles Faivre recense deux artisans fromagers suisses dans le Cantal et plusieurs à Clermont-Ferrand (Ch. Faivre, *Les étrangers d'Auvergne, Hommes et migrations*, n°112, 1969, p 21).

³⁸ Archives départementales du puy de Dôme, 1911, 10M117.

Les autres nationalités sont très peu présentes et très dispersées. Les Polonais, relativement présents dans les recensements du XIXe siècle ne sont plus signalés au début du XXe. Venus comme réfugiés, beaucoup ont acquis la nationalité française. Etant donné la situation de la Pologne à cette époque, il est possible qu'ils soient comptés parmi les Russes, les Austro-Hongrois, voire parmi les Allemands ou les nationalités non déclarées.

Il faut noter que les recensements enregistrent quelques rares individus représentant des nationalités qui deviendront beaucoup plus importantes quelques décennies plus tard. On trouve ainsi moins d'une dizaine de Portugais dispersés dans les quatre départements. Ces pionniers isolés joueront plus tard un rôle d'attraction quand les flux migratoires portugais vers la France se feront plus importants. Dans un témoignage que nous avons enregistré³⁹, un homme d'origine portugaise née à Clermont-Ferrand en 1960 explique que son père et son oncle entrés en France en 1958 depuis leur Algarve natal, quelques années avant les débuts de la grande vague d'arrivées de Portugais, se sont d'abord rendus en banlieue parisienne avant de se diriger vers le Puy de Dôme pour y retrouver un cousin éloigné qui vivait là depuis plusieurs années. Les individus isolés dont la présence peut paraître anecdotique à une certaine époque n'en constituent pas moins un pôle d'appel qui peut se révéler avoir joué un rôle important plusieurs décennies après. La présence portugaise en Auvergne, si elle devient très visible à partir de 1960 a une antériorité beaucoup plus ancienne qui explique en partie les grandes vagues d'arrivées ultérieures.

Il est sans doute plus délicat de faire la même hypothèse avec les quelques Turcs recensés au même moment. Etant donné ce qu'est l'empire ottoman à l'époque, ces personnes ont plus de chances d'appartenir aux minorités grecque ou arménienne qu'à la population paysanne anatolienne qui fournira l'essentiel de l'immigration de travail à partir de la fin des années 1960.

Les premiers Kabyles

Par contre il est avéré que les prémices de l'immigration nord-africaine sont repérables dès le début du XXe siècle. En 1912, le Gouverneur Général de l'Algérie demande une enquête au sujet des « indigènes » algériens travaillant en métropole. En réponse, les autorités clermontoises réalisent en novembre de la même année un rapport établissant qu'une « quarantaine d'Algériens presque tous originaires de Tizi Ouzou sont occupés à l'usine Michelin depuis environ six mois »⁴⁰. Comment sont-ils arrivés là ? Le rapport évoque quelques colporteurs venus vendre dans la région de la « bimbelerie, des fourrures et des tapis, soit disant d'Orient ». Après s'être fait embaucher par Michelin, ils ont fait venir quelques uns de leurs coreligionnaires. Le rapport précise que leurs conditions de travail et de rémunération sont satisfaisantes et qu'ils s'entendent bien avec la population locale. Le problème principal est celui de leurs conditions de logements. Ils vivent en effet « par groupes de quatre ou cinq dans les garnis interlopes du centre-ville ».

Ces renseignements permettent de situer assez précisément les débuts d'une immigration qui prendra de l'ampleur avec les besoins en main d'œuvre déclenchés par la première guerre mondiale et qui se stabilisera ensuite dans l'entre-deux guerres avant de connaître à nouveau des flux de renouvellement à la fin des années 1940. Il n'y a pas eu de recrutement particulier de l'entreprise au pays d'origine. Les Kabyles du Djurdjura, fidèles à une vieille tradition de colportage ont découvert à Clermont-Ferrand dès le début du XXe siècle une filière d'embauche dont ils ont fait profiter les gens de leur région avant que, progressivement, les flux de départ s'élargissent à d'autres zones.

³⁹ Témoignage de Dominique da Silva, enregistré en Avril 2007

⁴⁰ Archives départementales du Puy de Dôme M04614, rapport du commissaire de police au préfet, novembre 1912.

Le recrutement de ces quelques Kabyles par Michelin traduit une amorce de croissance des besoins en main d'œuvre au niveau de la métropole clermontoise. L'entreprise Michelin atteint les mille salariés dès 1900 et dépasse les 4000 en 1907. Jusqu'en 1914, malgré une croissance rapide de l'activité et des effectifs, elle ne semble pas rencontrer de problèmes de recrutement et trouve parmi la population des régions rurales alentour l'essentiel de la main d'œuvre non qualifiée dont elle a besoin. A partir d'une étude approfondie du recensement de 1911, Lionel Dumond⁴¹ a pu montrer que la main d'œuvre de Michelin était à 90 % native des zones rurales de l'Auvergne. Mais ce réservoir, qui profite également aux autres industriels de la région, va être quelque peu affaibli par la première guerre mondiale et ses conséquences, rendant nécessaire l'activation des filières étrangères qui avaient commencé à se dessiner au début du siècle.

Les liens de l'Auvergne avec les colonies qui deviendront pourvoyeuses de travailleurs non qualifiés pendant et après la guerre, pour être beaucoup plus limités que dans des régions plus ouvertes sur les échanges commerciaux internationaux, ne sont pas alors inexistant. L'exposition coloniale qui se tient en 1910 à Clermont-Ferrand, avec son « village nègre » dont l'iconographie rassemblée au cours de cette recherche rappelle le souvenir, atteste de la réalité des relations économiques qui se sont déjà créées avec l'outre-mer. Dès 1905, le guide rouge Michelin avait inclus l'Algérie et la Tunisie, ce qui indique la précocité de l'intérêt de la firme clermontoise pour les colonies, intérêt qui se concrétisera dans les années 1820 par l'ouverture de plantations d'hévéas en Indochine.

Par ailleurs, grâce à ses stations thermales, l'Auvergne attire très tôt des membres éminents de la haute société coloniale. La chronique mondaine de la belle époque signale le passage à Vichy en 1912 du Sultan du Maroc, Moulay Hafid, précédé du Bey de Tunisie et de Nguyen Trong Hiep, régent de l'empire d'Annam.⁴² Les travailleurs coloniaux qui arriveront dans les années du premier conflit mondial ne sont donc pas totalement inconnus des Auvergnats.

⁴¹ L.Dumond, Etude d'une main d'œuvre : les ouvriers Michelin à Clermont-Ferrand (1889-1916), mémoire de maîtrise sous la direction d'André Gueslin, Université Blaise Pascal, 1989.

⁴² P.Blanchard, L.Bencharif, N.Bancel, **Lyon, capitale des outre-mer, 2007**, Paris, La Découverte, p 27.

II - LA PERIODE DE LA PREMIERE GUERRE MONDIALE

Les travailleurs coloniaux

Comme partout ailleurs en France, la première guerre mondiale est à l'origine de l'amplification des flux migratoires étrangers vers l'Auvergne et de l'élargissement des zones de recrutement. Comme bien d'autres industries frappées par les difficultés de recrutement dues à la mobilisation de nombreux hommes valides, les entreprises auvergnates vont recourir à diverses catégories de main d'œuvre de substitution. A partir de 1915, les usines de la région se tournent vers les travailleurs coloniaux. Ceux-ci viennent d'abord librement en métropole puis doivent ensuite passer par le Service l'organisation des travailleurs coloniaux créé en janvier 1916. Les Algériens déjà présents à Clermont Ferrand voient leur nombre augmenter rapidement. Michelin qui s'est lancé dans des productions de guerre et l'atelier d'armement des Gravanches sont les principaux employeurs de cette main d'œuvre. Etant donné la grande mobilité des travailleurs coloniaux, il est difficile de trouver des chiffres rendant compte de leur nombre total dans le région à un moment donné. La préfecture du Puy de Dôme indique qu'en décembre 1916, « 960 ouvriers indigènes de l'Afrique du Nord travaillent dans les diverses fabriques de la ville ». ⁴³ D'autres lettres de la préfecture précisent que « 860 Kabyles sont présents à Clermont. 730 étant employés à l'usine Michelin, 120 placés dans divers chantiers et maisons de commerce comme manœuvres...Le dépôt du parc d'artillerie du 13^e corps d'armée situé aux Gravanches en a employé un moment donné 270 mais depuis quelques mois, ils ne sont plus qu'une dizaine ».

Chaouki El Kadiri⁴⁴ qui a consacré son mémoire de maîtrise en histoire à la population algérienne de Clermont-Ferrand de 1912 à 1947, montre bien l'évolution fluctuante des chiffres reflétant la présence des travailleurs coloniaux. Dans les entreprises privées, leur nombre va plutôt en diminuant pendant les années de guerre, passant de 960 en décembre 1915 pour descendre à 554 en mai 1917, alors qu'au dépôt d'artillerie des Gravanches, les chiffres sont beaucoup plus irréguliers : 270 en fin 1915, à peine une dizaine début 1916, 374 en septembre de la même année, 1540 en septembre 1917, 590 en novembre 1918. Ces différences sont dues à la mise en place du S.O.T.C qui complique le recrutement de la part des entreprises privées mais met rapidement à la disposition de l'armée le nombre de travailleurs exigé pour la production de munitions.

Ces arrivées relativement massives et rapides mettent les travailleurs coloniaux dans des conditions de vie assez difficiles. Ils sont affectés à des travaux dangereux et selon A. Moulin-Bourret, 28% des accidents du travail concernent la main d'œuvre coloniale. ⁴⁵ Même s'ils sont correctement payés dans les entreprises privées, ces travailleurs ne bénéficient pas du logement patronal et sont amenés à se regrouper dans les immeubles dégradés du centre-ville. L'analyse de la presse de l'époque montre à quel point leur présence dans des secteurs insalubres contribue à donner d'eux une image négative qui les poursuivra longtemps. Un article du journal **Le Moniteur**, en date du 8 avril 1916 les décrit ainsi : « ...ils gagnent largement leur vie, mais réduisent au strict minimum leurs frais de nourriture, de toilette...et de propreté ». En février 1917, un article du même journal significativement intitulé «Toujours les sidis» relate un fais divers violent qui pousse à faire le lien entre la présence de ces hommes et des comportements d'ivrognerie et de violence. Le même année, le bureau des

⁴³ ADPDD R01354.

⁴⁴ C.El Kadiri, *Les Algériens de Clermont-Ferrand, de 1912 à 1947*, mémoire de maîtrise sous la direction de G.Massard-Guilbaud, université Blaise Pascal, 1997. p 27.

⁴⁵ A. Moulin-Bourret, *Le développement industriel de Clermont-Ferrand de 1912 à 1922*, Thèse de doctorat, Paris X, Nanterre, 1993. p 665.

affaires indigènes ouvert en 1916 au 11 rue de la République, reçoit une délégation de travailleurs algériens qui vient se plaindre que deux débits de boissons du centre ville aient placés devant leur porte des pancartes explicites déclarant : « Ici, on ne reçoit pas les sidis ». Prudent, l'officier des affaires indigènes qui reçoit cette requête, conseille aux cafetiers incriminés d'enlever ce genre d'inscription mais de vendre les boissons plus cher aux Algériens... Tout ceci témoigne d'une hostilité semble-t-il assez répandue dans la population envers ces travailleurs, relativement bien acceptés avant guerre mais qui, du fait de leur arrivée massive et des conditions de vie qu'ils ont rencontrées pendant les années du conflit, ont vu leur image se dégrader sérieusement.

Les Algériens forment l'essentiel des effectifs de travailleurs coloniaux mais ils ne sont pas les seuls. En novembre 1916, deux lettres du ministère de la guerre au préfet du Puy de Dôme font état de 25 Marocains mis à la disposition des mines du Colombier et de 30 autres affectés aux établissements Olier de Clermont-Ferrand.⁴⁶ Francis Koerner parle même d'une cinquantaine de « Tonkinois » affectés à la verrerie de Puy Guillaume.⁴⁷

Les enquêtes menées par les commissariats de police à la demande du ministère de la guerre concluent toutefois que les entreprises qui ont embauché des travailleurs coloniaux n'envisagent pas de prolonger leurs contrats après la guerre. Ce ne sera toutefois pas le cas pour toutes puisqu'on observe dans la période de l'entre-deux-guerres une présence continue d'Algériens chez Michelin ou dans les entreprises de métallurgie et de coutellerie à Thiers.

La main d'oeuvre de substitution

Toutefois, il semble que les autorités locales et les employeurs aient préféré faire appel à l'immigration étrangère plutôt qu'aux travailleurs coloniaux. De nombreux travailleurs européens sont recrutés dans la même optique de remplacement de la main d'œuvre locale mobilisée. Comme les travailleurs coloniaux, ils sont acheminés collectivement vers la même localité. Les Espagnols sont les principaux bénéficiaires de ces recrutements de guerre. Dans le Puy-de-Dôme, une enquête préfectorale évalue leur nombre à 283 en 1916 alors qu'ils étaient 97 au recensement de 1911.⁴⁸ Les industries du caoutchouc, fortement sollicitées par les commandes militaires ont fait appel à eux. C'est en particulier le cas de Bergougnan qui, pendant la première guerre n'embauche pratiquement pas de travailleurs coloniaux mais un grand nombre d'Espagnols. Olier se voit aussi affecter 22 Espagnols en novembre 1916. Ce sont encore les Espagnols qui remplacent les Belges pour la récolte des betteraves. La sucrerie Boudon en fait venir 221 en septembre 1917 et 125 en octobre 1918.⁴⁹ Dans le bâtiment, ce sont surtout les Italiens qui sont sollicités. A la demande du maire de Giat un convoi d'une cinquantaine d'entre eux, recrutés par l'intermédiaire du *Commissariat Royal à l'émigration* est acheminé vers cette ville pour des travaux de terrassement.

Dans les autres départements de la région Auvergne, l'appel à la main d'œuvre étrangère apparaît aussi comme une solution temporaire et conjoncturelle à l'absence des travailleurs français. L'agriculture saisonnière est le principal secteur où ils travaillent. Les archives de l'Allier mentionnent en 1916 l'emploi de main d'œuvre espagnole pour le battage.⁵⁰ Plusieurs documents d'archives du département font état de demandes de séjour et de circulation des étrangers pendant toute la durée de la guerre. Les travailleurs coloniaux apparaissent beaucoup plus rarement que dans le Puy de Dôme. Ils sont surtout mentionnés à

⁴⁶ ADPDM 10M117 « lettre du ministre de la guerre au préfet, 26 novembre 1916.

⁴⁷ F.Koerner, « L'immigration et l'intégration des populations étrangères dans le Puy de Dôme (XIXe et XXe siècles) *Cahiers d'Histoire*, t 32.

, 1987, p 1.⁴⁸ ADPDD M0301, « Contrôle des étrangers (1916-1919).

⁴⁹ ADPDD10M117, lettre de la sucrerie Boudon au préfet, 14 octobre 1918.

⁵⁰ Archives départementales de l'Allier 1 M717.

propos des activités d'armement. Ils suscitent aussi manifestement certains soucis des autorités en ce qui concerne l'ordre public. Une lettre de la préfecture de l'Allier, datée de 1918, impose une interdiction de vente de boissons alcoolisées aux Sénégalais et Kabyles des ateliers de chargement de munitions du département⁵¹.

Les travailleurs coloniaux sont rarement présents dans l'agriculture. Les enquêtes effectuées montrent que ce secteur ne les attire pas du tout et qu'ils supportent mal les conditions de travail en plein air. Dans des départements comme le Cantal et la Haute-Loire où ce secteur est particulièrement important, les pénuries de main d'œuvre créées par la mobilisation sont comblées par l'emploi des réfugiés. Les archives départementales du Cantal font état de plusieurs mesures prises pour l'accueil des réfugiés et leur hébergement pendant toute la durée de la guerre.⁵² Il est aussi fait mention d'offres d'emplois aux réfugiés dans les mines et l'agriculture.⁵³

Les Serbes et les Belges sont les principales nationalités des réfugiés mentionnés, dans le Cantal comme dans la Haute-Loire.⁵⁴ Les seconds étaient déjà appréciés avant guerre comme saisonniers. Les premiers, inconnus jusque là, trouvent à s'employer dans des fermes dispersées.

La période de la guerre amène aussi une surveillance accrue des étrangers appartenant aux nations ennemies, Allemands et Austro-hongrois principalement⁵⁵, voire Turcs.⁵⁶

Des expulsions et des internements concernant des étrangers relevant des Etats adverses sont aussi réalisées dans l'Allier entre 1917 et 1918. Les archives précisent qu'il s'agit « d'Austro-allemands⁵⁷ » Les étrangers appartenant à des nations alliées sont aussi l'objet des sollicitudes de l'administration pour s'assurer que ceux qui sont mobilisables dans les armées de leur pays ne tentent pas d'y échapper. Les archives du Cantal évoquent la mobilisation des Italiens, Grecs et Roumains entre 1915 et 1918⁵⁸. Les archives de l'Allier mentionnent en 1914 le cas d'un déserteur portugais.

En Auvergne, comme dans le reste de la France, la circulation des étrangers a été intense pendant la durée du premier conflit mondial : arrivée et départ de travailleurs coloniaux, mouvements de réfugiés et de populations évacuées qui reçoivent un accueil et un hébergement avant d'être rapatriés, recrutement de travailleurs, principalement espagnols pour des activités saisonnières et conjoncturelles.

L'évolution des déclarations d'arrivées d'étrangers dans le Puy de Dôme montre bien la tendance globale du mouvement : rythme moyen d'arrivées en 1914 et 1915, puis rythme plus rapide en 1916 et 1917, décrue enfin en 1918.

Si la plupart de ces étrangers n'ont fait que de brefs séjours dans la région, certains s'y sont installés plus durablement et de nouvelles filières migratoires pourront se constituer après le retour de la paix.

La guerre a aussi contribué à modifier la démographie et l'économie de la région et cela aura d'importantes conséquences sur les flux migratoires ultérieurs. La population globale de la région, qui connaissait depuis la deuxième moitié du XIXe siècle une diminution

⁵¹ Archives départementales de l'Allier, 4 M702.

⁵² Archives départementales du Cantal 10R 224 à 236 : relevés communaux des logements occupés par les réfugiés.

⁵³ A.D.C 10R194 et 195, 1914-1918.

⁵⁴ Archives départementales de la Haute-Loire, 6398, Evacués belges : hébergement, placements (1914-1918).

⁵⁵ A.D.C, 8 R14, surveillance des Allemands et austro-hongrois 1914-1917.

⁵⁶ A.D.C IW21 : surveillance des immigrés turcs 1914-1915.

⁵⁷ ADA 1M 668 Etrangers suspects au point de vue national, (1914-1920), Austro-allemands, évacuation et circulation, demandes de maintien en France.

⁵⁸ A.D.C 8R12.

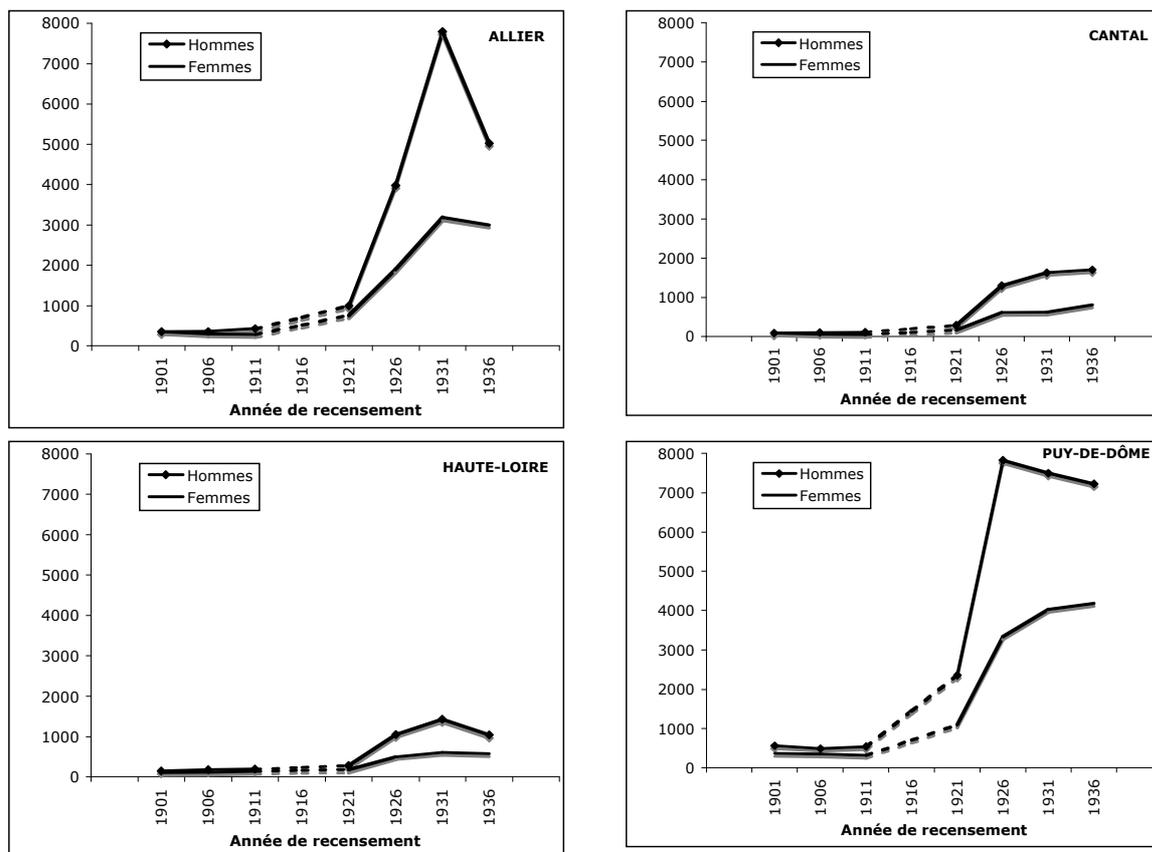
régulière voit son déclin s'accélérer à la suite de la guerre, passant de 1450517 au recensement de 1911 à 1321853 à celui de 1921, soit une perte de près de 9 %. La chute est importante surtout dans les départements les plus ruraux, habituels fournisseurs de main d'œuvre. La Haute-Loire perd 11,5 % de ses habitants, le Cantal 10,8 %, l'Allier 8,7 %, le Puy de Dôme 6,72%. Dans ce dernier département, la chute de la population globale est atténuée par l'augmentation considérable du nombre d'étrangers qui passe de 802 à 3026 soit une augmentation de +277,31 %. L'activité industrielle progresse considérablement et les bassins industriels et miniers qui peuvent, moins que par le passé, recourir à la main d'œuvre des campagnes voisines, vont devenir les principaux pôles d'attraction de l'immigration étrangère. Les années qui suivent la première guerre mondiale vont être marquées par une très forte augmentation de la population étrangère, sans que celle-ci n'atteigne pour autant les proportions qu'elle a eu à l'époque au plan national.

III - LES FLUX MIGRATOIRES PENDANT L'ENTRE-DEUX-GUERRES

→ **GRAPHIQUE 3 : EVOLUTION DE LA POPULATION ETRANGERE DANS LES 4 DEPARTEMENTS AUVERGNATS DE 1901 A 1936**

Un taux de croissance très élevé

Le schéma suivant montre l'évolution de la population étrangère, hommes et femmes, jusqu'en 1936 :



Comme dans toute la France, la période de l'entre deux-guerres est marquée en Auvergne par d'importantes arrivées d'immigrés. L'originalité de la région se manifeste toutefois à deux niveaux. Tout d'abord la population immigrée dans les années 1920 connaît un taux de croissance beaucoup plus élevé qu'au niveau national, du fait que jusque là la présence de cette population était très faible. Entre 1911 et 1926, elle passe de 2 197 à 20 516, son taux de croissance est donc de 892 % contre 176 % au niveau national. Malgré cette croissance la population étrangère ne représente que 1,54 % de la population auvergnate contre près de 7 % de la population totale de la France et les immigrés recensés en Auvergne en 1926 ne représentent que 0,7 % de la population immigrée totale recensée la même année au niveau national. Ensuite, alors qu'à partir du début des années 1930, la population immigrée en France commence à décliner sensiblement, en Auvergne, elle se maintient et connaît même une légère croissance.

Cette évolution reflète les transformations démographiques et économiques de la région. Pendant l'entre-deux-guerres, l'Auvergne s'industrialise et s'urbanise de façon intense. Clermont-Ferrand passe de 65386 habitants en 1911 à 111711 en 1926, devenant le premier lieu d'attraction des migrants de la région. L'industrie du caoutchouc et la métallurgie y attirent l'essentiel de la main d'œuvre française venue des campagnes environnantes. Certains secteurs connaissent alors des pénuries de travailleurs. C'est le cas de l'agriculture qui, malgré les efforts de recrutement menés par la Société générale d'agriculture, ne parvient que difficilement à attirer la main d'œuvre étrangère. En 1926, les étrangers ne représentent que 5 % des effectifs de l'agriculture en Auvergne alors qu'ils en représentent plus de 15% au niveau national. Le secteur des mines est le principal concurrent de l'agriculture. Les emplois de caractère pénible sont délaissés par les Français et représentent des postes intéressants pour les étrangers. Alors qu'au début du siècle, on ne comptait pratiquement pas d'étrangers dans les bassins miniers auvergnats, dans les années 1930, les cantons où l'activité d'extraction est importante sont aussi ceux qui ont les taux les plus élevés de population étrangère. Malgré la crise qui suit cette période et le chômage qu'elle génère, les emplois miniers continuent d'être délaissés par les Français et attirent les étrangers qui ont perdu leur travail dans l'industrie. Ce mouvement s'observe aussi dans le bâtiment et les travaux publics qui continuent de fonctionner avec un taux élevé de main d'œuvre étrangère. L'industrie de transformation et en particulier l'industrie caoutchoutière a fait aussi appel à la main d'œuvre immigrée mais de manière complémentaire. Lors des grandes vagues de licenciement qui s'opèrent à partir des années 1930, les immigrés sont fortement touchés mais ils peuvent alors se diriger vers des secteurs où ils ne rencontrent pas la concurrence des Français qui, quant à eux, ont plutôt tendance à se replier alors sur les petites activités agricoles qu'ils gardaient en parallèle à leur travail à l'usine. Cette catégorie d'ouvriers-paysans qui représente une part importante de l'industrie du caoutchouc se trouve protégée des aléas de la conjoncture par sa double activité et n'est donc pas amenée à aller concurrencer la main d'œuvre étrangère dans des secteurs qui, malgré la crise, restent toujours à la limite de la pénurie de main d'œuvre. Cela explique la croissance rapide de l'immigration en Auvergne au cours des années 1920 et sa stabilisation dans la décennie qui suit alors qu'ailleurs en France, on observe de nombreux départs d'immigrés.

De plus, dès 1938, sous l'effet des commandes de l'État, l'activité redémarre dans l'industrie du caoutchouc et dans la métallurgie tandis que plusieurs grands travaux de construction sont entrepris. Les archives départementales attestent de l'inquiétude de l'administration qui demande un assouplissement de la loi du 10 Août 1932 sur la protection de la main d'œuvre nationale, loi qui fixait des quotas d'étrangers à ne pas dépasser selon les différents secteurs d'activité. Dans certains secteurs où la loi imposait de ne pas embaucher plus de 20 % d'étrangers, on en trouve en Auvergne jusqu'à 90 %.⁵⁹ Même les industries du caoutchouc et la métallurgie pour lesquelles les immigrés ne constituaient qu'une main d'œuvre d'appoint interviennent auprès des préfetures pour s'assurer de possibilités d'embauche d'étrangers plus élevées que les quotas officiels.

De ce fait, les divers recensements de l'entre-deux-guerres donnent l'image d'une population immigrée qui a plutôt tendance à se stabiliser.

⁵⁹ ADDPD, 10M117, commission administrative de l'office départemental de placement, séance du 6 avril 1935.

Augmentation et stabilisation

En 1921, les étrangers sont au nombre de 6110, soit trois fois plus qu'au recensement de 1911. Avec 3450 immigrés le Puy-de-Dôme est de loin le département le plus concerné, devant l'allier où l'on recense 1767 étrangers. La Haute-Loire et le Cantal avec 451 et 442 étrangers ne sont guère plus touchés qu'avant la guerre. La population étrangère reste majoritairement masculine, puisque les femmes, avec 2197 personnes, représentent 36 % du total, soit une proportion voisine de ce que l'on trouvait avant guerre.

C'est surtout au recensement de 1926 que l'on constate une importante augmentation de la population étrangère. Le nombre total d'étrangers est alors de 20 516, soit une progression de 222 % par rapport à ce qu'il était quatre ans plus tôt. Peu de régions en France ont connu une telle augmentation sur un temps aussi court. Le Puy-de-Dôme reste le département le plus concerné, avec pour la première fois, un nombre d'étrangers dépassant les 10 000 : 11161 très précisément, et avec une population totale en augmentation. L'Allier dépasse les 5 000 étrangers avec 5 877 personnes et une population totale en faible diminution, tandis que la Haute-Loire et le Cantal voient tripler leurs populations étrangères avec respectivement 1560 et 1918 personnes alors que la population totale de ces deux départements, à dominante nettement rurale, a tendance à diminuer fortement. La proportion de femmes diminue par rapport au précédent recensement et passe à un peu plus de 31 %, ce qui est lié à l'importance des nouvelles arrivées pendant la période intercensitaire.

En 1931, la progression continue. La région accueille alors 26 813 étrangers soit plus de 2 % de sa population totale, proportion pourtant très inférieure à ce que l'on observe à l'époque au niveau national où l'on se rapproche des 7 %. La progression a été surtout forte dans l'Allier où la population immigrée a presque doublé avec 10 981 personnes. Elle progresse aussi sensiblement dans le Cantal et la Haute-Loire avec respectivement 2 264 et 2 040 personnes. Dans le Puy-de-Dôme, par contre, la progression est faible, le département affichant un total de 11 528 étrangers. La progression importante observée dans l'Allier semble due à des effets conjoncturels, en partie seulement car, si au recensement suivant, on observe une baisse significative, la population étrangère reste à un niveau nettement plus élevé qu'en 1926. La proportion de femmes reste approximativement la même qu'en 1926, avec 31,5 %, ce qui traduit la poursuite des nouvelles arrivées.

Le recensement de 1936 qui, au niveau national, est censé permettre de mesurer les effets de la crise économique sur l'immigration est quelque peu difficile à exploiter en Auvergne. La nomenclature utilisée diffère selon les départements. Dans certains d'entre eux, il manque les données concernant quelques nationalités. Comme il s'agit souvent de groupes faiblement représentés tels les Baltes, les Grecs, les Hongrois, les Roumains, ces lacunes ne bouleversent sans doute guère les résultats globaux.

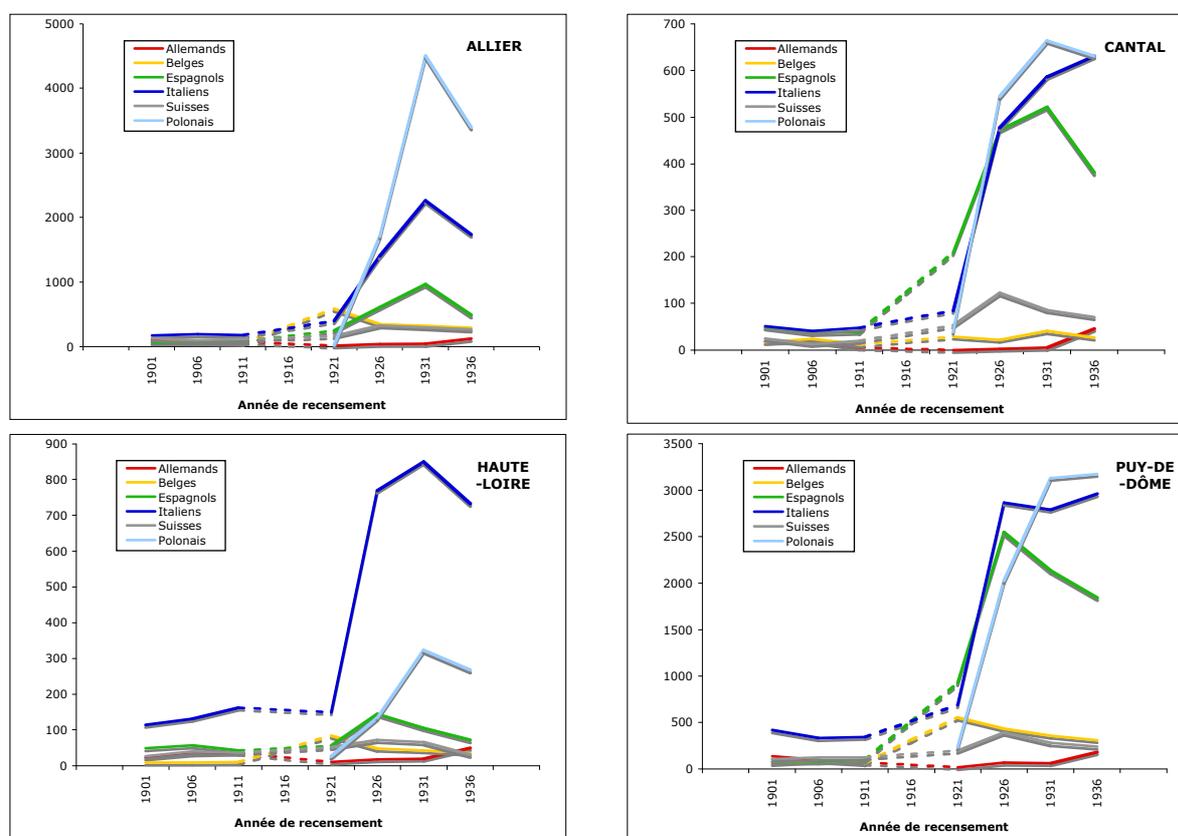
On observe une faible décreue du nombre d'étrangers par rapport au précédent recensement. Avec 23 570 personnes recensées, le nombre global est en recul sensible par rapport à 1931 (-12 %), mais reste nettement supérieur à ce qu'il était dix ans auparavant. La diminution est insignifiante dans le Puy-de-Dôme qui compte encore 11406 étrangers. Elle est plus visible dans la Haute-Loire où on compte 1626 étrangers recensés, soit moins 20 % par rapport au précédent recensement et surtout dans l'Allier où avec 8023 étrangers recensés, on constate une diminution de 26 %. Par contre la population étrangère progresse de plus 11% dans le Cantal où l'on compte 2515 étrangers en 1936. Il est probable que les chiffres de ce recensement sont en dessous de la réalité étant donné les lacunes qui concernent certaines nationalités. Dans les faits, il faut parler de stabilisation du nombre d'immigrés plutôt que de diminution. En Auvergne, les immigrés ont manifestement moins souffert de la grande crise économique des années 1930 que dans le reste de la France. Les emplois qu'ils ont perdus dans l'industrie ont été compensés par des embauches dans l'agriculture, le bâtiment, les

travaux publics ou les mines où persistaient des pénuries de main d'œuvre. Dans le même temps, la population étrangère tend à se stabiliser avec une augmentation sensible de la proportion de femmes qui dépasse les 36 %.

L'Auvergne est devenue dans l'entre-deux-guerres une région de faible mais constante immigration, avec une répartition majoritaire dans les départements les plus urbanisés et les plus industrialisés, ce qu'elle est encore aujourd'hui.

→ **GRAPHIQUE 4 : EVOLUTION DES PRINCIPALES NATIONALITES EUROPEENNES DANS LES QUATRE DEPARTEMENTS AUVERGNATS DE 1901 A 1936**

Les principales nationalités européennes



Comme le montre ce schéma, la répartition des principales nationalités européennes en Auvergne pendant l'entre-deux-guerres présente quelques variantes par rapport à ce qui est observé à l'époque au niveau de la France entière.

En 1921, ce sont les Espagnols qui représentent le groupe le plus nombreux. Venus d'un pays qui n'avait pas participé au conflit, ils ont été recrutés en grand nombre dans le cadre de l'économie de guerre et leur présence se prolonge après la fin des hostilités. Ils sont 1440 en 1921, dont 529 femmes formant 36,7 % des effectifs. Majoritaires dans le Puy-de-Dôme et l'Allier, ils ont aussi une présence sensible dans le Cantal, ce qui est probablement le résultat de leur orientation vers le secteur agricole pendant la guerre. Leur nombre progresse considérablement entre 1921 et 1926. A cette date, bien qu'étant dépassé par les Italiens, ils représentent tout de même 3766 personnes, avec une proportion de femmes en légère baisse, (33 %) comme à chaque augmentation des flux d'arrivées. Leur nombre se maintient en 1931

avec 37 22 personnes tandis que la proportion de femmes progresse à nouveau (37 %). En 1936, leur nombre diminue sensiblement avec 2 781 personnes dont 38 % de femmes. La présence des Espagnols est signalée dans divers secteurs : dans le caoutchouc, aussi bien chez Michelin que chez Bergougnan ou chez Torrilhon. On les trouve aussi dans les industries telluriques, à Romagnat autour des fours à chaux et dans l'agriculture où ils sont plus fréquemment ouvriers permanents que métayers, fermiers ou exploitants. Ils sont par contre absents du secteur minier.

Les Italiens qui, en 1921, arrivaient derrière les Espagnols avec 1322 personnes recensées représentent le groupe le plus important en 1926 avec 5513 personnes dont 33 % de femmes. Leur nombre progresse encore jusqu'en 1931 où on en retrouve 6484 mais où ils perdent la première place au profit des Polonais. En 1936, leur nombre diminue sensiblement avec 6060 personnes recensées dont 37 % de femmes. Curieusement, il y a très peu de travaux sur cette population qui, depuis le XIXe siècle, représente de façon constante un des groupes immigrés les plus importants en Auvergne. Les archives départementales parlent très rarement d'eux si ce n'est pour souligner leurs compétences dans le secteur du bâtiment. En fait, comme dans toute la France, ils sont présents dans tous les secteurs de l'économie : travaux publics, industries de transformation, agriculture où ils ont un statut souvent plus avantageux que les autres immigrés⁶⁰, secteur tertiaire et mines. Dans ce dernier secteur ils sont plutôt employés dans le bassin de Brassac alors que les Polonais travaillent surtout dans le bassin de Saint Eloy.

Ces derniers réapparaissent en Auvergne dès 1921 où ils ne sont encore que 332. Il est difficile de savoir si ce sont de nouveaux arrivants ou des personnes auparavant recensées sous une autre nationalité. Ce qui est certain, c'est que leur nombre augmente rapidement et qu'on en recense 4411 en 1926, 8 322 en 1931 et 7472 en 1936. Lors de ces deux derniers recensements, ils constituent nettement le groupe le plus nombreux parmi les étrangers d'Auvergne. Leur présence est surtout marquée dans l'Allier et le Puy-de-Dôme et correspond d'assez près aux cantons frontaliers à ces deux départements où se trouvent les bassins miniers. L'activité minière n'est toutefois pas la seule qu'ils exercent. A l'origine, ils sont recrutés pour travailler dans l'agriculture et devant les emplois plus intéressants qu'offrent l'industrie ou les mines, ils abandonnent assez vite ce secteur⁶¹. Une des personnes interviewées dans le cadre de cette recherche se souvient que son père, arrivé en France dans les années 1920, avait été recruté directement en Pologne par un exploitant agricole de la Nièvre. Le travail et les conditions de travail lui paraissant peu intéressantes, il avait été amené à se faire embaucher par les usines Schneider de La Machine où travaillaient déjà nombre de ses compatriotes.⁶² Cette personne, après avoir passé toute sa jeunesse dans une cité peuplée d'ouvriers polonais épousera un jeune homme d'origine polonaise qui deviendra cadre chez Michelin. Dans ce cas, l'isolement communautaire de la première génération ne s'est pas opposé à l'ascension sociale de la seconde. Il faut noter aussi qu'à presque tous les recensements, les Polonais présentent une proportion de femmes plus élevée que la moyenne des étrangers, au-delà de 40 %. C'est sans doute un effet de la politique paternaliste des Houillères qui, en offrant logements et services encourageaient les regroupements familiaux.

Les anciennes immigrations présentes avant guerre vont en diminuant. Les Belges sont encore 1248 au recensement de 1921. On les retrouve 853 en 1926, 765 en 1931 et 662 en 1936. Lors de ce dernier recensement, les femmes représentent 42 % du groupe, ce qui est un

⁶⁰ D'après l'enquête ministérielle réalisée dans le Puy-de-Dôme en 1926, sur 19 propriétaires exploitants étrangers, 14 sont italiens, sur 110 fermiers et métayers, 32 sont italiens et sur 287 ouvriers agricoles, 51 sont Italiens (A.D.P.D.D. MO2463).

⁶¹ Selon l'enquête de 1926, avec 124 personnes ils représentent près de la moitié des ouvriers agricoles du Puy-de-Dôme. (ADPDD idem).

⁶² Interview réalisé par Aude Rémy auprès de Madame Jeanine Marek, avril 2007.

signe de stabilisation. Les Suisses connaissent une évolution plus contrastée. Ils ne sont que 468 en 1921. Leur nombre passe à 914 en 1926 puis redescend à 730 en 1931 et à 612 en 1936. Les chiffres de ces nationalités suivent la tendance à la diminution qui s'observe au niveau de la France, diminution d'émigrations reflétant le développement des pays d'origine.

De nouvelles immigrations apparaissent. Les Portugais encore absents au recensement de 1921 se retrouvent à 1103 en 1926, disparaissent en 1931 et réapparaissent en 1936 avec 1345 personnes recensées, ce qui fait d'eux la quatrième nationalité de la région. Nombreux surtout dans le Puy-de-Dôme, ils présentent en 1926 une très faible proportion de femmes, de l'ordre de 9 %. Il est possible qu'ils soient venus initialement pour une activité saisonnière, ce qui expliquerait leur absence au recensement de 1931. En 1936, leur groupe paraît plus stabilisé avec 32% de femmes. Certains travaux signalent leur présence aux aciéries Aubert et Duval aux Ancizes⁶³. André Gueslin mentionne leur présence chez Michelin dans les années de l'entre-deux-guerres⁶⁴. Il ne s'agit plus cette fois-ci comme au début du siècle de quelques individus mais d'une population non négligeable dont la présence à cette époque a sans doute créé les bases d'un réseau migratoire beaucoup plus important qui se développera dans les années 1960.

L'Auvergne accueille aussi pendant l'entre-deux guerres des populations victimes des bouleversements connus par l'Europe. Le nombre de Russes progresse considérablement par rapport à ce qu'il était au début du siècle. De 92 en 1921, ils passent à 850 en 1926 et à 978 en 1931 avant de baisser à 829 en 1936. Ils sont surtout présents dans l'Allier. La proportion de femmes est très faible parmi eux, de l'ordre de 15 % sur les divers recensements. Il y a peu de renseignements dans les archives à leur sujet. Il s'agit probablement de réfugiés. Les Arméniens n'apparaissent qu'en 1936. 38 personnes sont mentionnées dans la Haute-Loire alors que les données manquent pour les trois autres départements. Il est possible qu'ils aient été auparavant comptés parmi les Turcs, qui étaient 70 en 1921 et dont le nombre oscille autour de 200 dans les recensements suivant. On trouve aussi plusieurs nationalités d'Europe centrale et orientale, venues probablement, comme les Polonais, dans le cadre de recrutements réalisés par la Société Générale d'Immigration. Les Tchécoslovaques constituent à partir de 1926 une population non négligeable de 500 personnes environ d'un recensement à l'autre. Les Yougoslaves apparaissent en 1936 seulement mais constituent d'emblée une population de 1200 personnes dont plus de 400 dans le Cantal. Il s'agit probablement d'un recrutement causé par l'ouverture d'un grand chantier. Il faut noter aussi qu'en 1936, on voit augmenter le nombre d'Allemands. On en recense 406 alors qu'ils n'étaient que quelques décennies depuis 1911. Il s'agit probablement de réfugiés chassés par la montée du nazisme.

Les immigrations des colonies

A côté de ces immigrations européennes qui reflètent plus ou moins les nationalités présentes au niveau national, on trouve des populations originaires des colonies et d'autres pays d'outre-mer. Ce n'est pas seulement l'effet du passage des travailleurs coloniaux qui est à l'origine de cela. Nous avons vu qu'avant la première guerre mondiale il y avait déjà des Algériens présents à Clermont-Ferrand et que Michelin en avait déjà embauché quelques uns. Il est difficile de savoir quelle est la composition précise des groupes recensés sous l'appellation « Africains, sujets et protégés français ». Les archives et les quelques travaux consacrés à ces populations parlent surtout d'Algériens et plus précisément de Kabyles, mais il y a de temps à autres la mention de Marocains, de Tunisiens et de Sénégalais. Il s'agit d'une

⁶³ J.Barou, Portugais d'Auvergne : d'une identité villageoise à l'autre. *Revue d'Auvergne*, 1996, n°539, p 147-159.

⁶⁴ A.Gueslin, *Michelin, les hommes du pneu*, Les éditions de l'atelier, 1993, p 134.

population qui connaît beaucoup plus de fluctuations que les autres immigrations. On en recense 440 en 1921, 1337 en 1926, 857 en 1931 et 433 en 1936. Il s'agit d'une population presque exclusivement masculine. Les archives mentionnent de nombreuses expulsions à leur propos. La diminution très importante de leur groupe entre 1931 et 1936 laisse à penser qu'ils ont été beaucoup plus que les autres victimes des licenciements et souvent renvoyés d'autorité dans leur pays. Néanmoins, il semble qu'un groupe significatif se maintienne en Auvergne pendant toute la période et s'y installe au fil du temps, constituant sans doute un milieu d'appui pour ceux qui viendront après la seconde guerre mondiale.

Les Asiatiques, qu'ils soient sujets français ou non, connaissent aussi le même type de fluctuation. On en recense 65 en 1921, 96 en 1926, 114 en 1931 et plus que 43 en 1936. Notons aussi la présence dans le Puy-de-Dôme en 1921 de 78 ressortissants chinois, tous des hommes dont on peut penser qu'ils étaient venus dans le cadre des accords franco-chinois permettant à la France de faire appel à la main d'œuvre chinoise dans le cadre de l'effort de guerre. Les Chinois disparaissent par la suite des divers recensements. Un document d'archives mentionne des expulsions de Chinois.

Ces catégories de main d'œuvre «exotiques», qu'elles aient ou non un statut d'indigène sujet ou protégé de la République servent manifestement de «volant de chômage», recrutées rapidement en cas de pénurie et débauchées tout aussi rapidement en cas de crise, avec des pratiques plus systématiques d'expulsion et de rapatriement.

Ces diverses communautés de l'entre-deux-guerres sont pour certaines assez bien connues. Leur étude montre la place qu'elles ont occupée dans l'économie et la société auvergnate de l'époque.

Des sources abondantes

Plusieurs travaux ont été consacrés à cette période. L'ouvrage publié sous la direction de André Gueslin⁶⁵, consacré au développement de la firme Michelin jusqu'en 1940 aborde indirectement la question de l'immigration dans l'agglomération clermontoise au cours de l'entre-deux-guerres. Divers mémoires d'histoire contemporaine, dont certains de grande qualité, réalisés par des étudiants de l'université Blaise Pascal, sont consacrés à des communautés précises. Chaouki El Kadiri a travaillé sur les Algériens de Clermont-Ferrand⁶⁶, Fabrice Glyszinszki sur les Polonais de Saint-Eloy-les-mines⁶⁷, Chantal Sobiech sur les Polonais de Clermont-Ferrand. Il manque des informations sur certaines communautés importantes comme les Italiens ou les Russes. Parmi les Espagnols, ce sont surtout les réfugiés venus après 1936, qui ont capté l'attention des historiens. Il y a peu de choses sur l'immigration antérieure qui est essentiellement économique.

Il existe de nombreux documents d'archives auxquels il est possible de se référer pour étudier l'immigration au cours de cette période. Outre les nombreuses enquêtes ministérielles qui alimentent les recensements et qui s'égrènent tout au long de la période, on trouve des études plus élaborées, comme celle que Georges Mauco a réalisée en 1932 sur toute la France⁶⁸, mais en prenant en compte certains départements de l'actuelle région Auvergne. L'auteur fait déjà le constat de la très forte augmentation de l'immigration dans la région au cours des années 1920.

« Par rapport à l'avant guerre, c'est dans les départements du centre : Loire, Puy-de-Dôme, Allier, Creuse, Cantal, Haute-Loire, Tarn et Garonne que l'on constate la plus forte augmentation de population étrangère par suite de la plus grande diffusion étrangère sur le territoire. »⁶⁹

Le problème principal tient à ce que la grande majorité des recherches réalisées concerne essentiellement le Puy-de-Dôme. Ce département est de loin le plus concerné par l'immigration, grâce à la présence des principales industries de transformation et des principaux bassins miniers. Cependant, les mêmes activités existent aussi dans l'Allier, le caoutchouc à Montluçon avec Dunlop et l'extraction du charbon dans le bassin de Châtillon-Commentry-Neuves Maisons ou dans celui, plus au nord, de Bert-Moncombroux. Ce département a reçu des flux migratoires non négligeables et se situe parfois presque au niveau du Puy-de-Dôme, pour ce qui est du nombre total d'étrangers recensés, comme en 1931 et dans une moindre mesure en 1936. Les archives départementales sont le quasi unique recours pour trouver des informations sur l'histoire de l'immigration dans les autres départements auvergnats. Il ressort toutefois qu'il n'y a guère de différences avec la plupart des situations observées dans le Puy-de-Dôme.

⁶⁵ A. Gueslin, op cit.

⁶⁶ C.El Kadiri, op cit.

⁶⁷ F.Glyszinszki, Les Polonais de Saint-Eloy-les-mines, mémoire de maîtrise en histoire, sous la direction de madame Geneviève Massard-Gulibeau, Université Blaise Pascal, 1996.

C.Sobiech, L'immigration polonaise à Clermont-Ferrand de la fin du XIXe siècle à 1946, mémoire de maîtrise en histoire sous la direction de Geneviève Massard-Guilbeau, Université blaise Pascal, 1994.

⁶⁸ G.Mauco, **Les étrangers en France, leur rôle dans l'activité économique**, 1932, Paris, Armand Colin.

⁶⁹ Op cit p 132.

Une forte dominante ouvrière

Les quatre recensements de la période permettent d'avoir une idée globale des catégories professionnelles auxquelles appartenaient les étrangers résidant en Auvergne.

Sans surprise, c'est la catégorie « ouvriers » qui domine de façon constante. En 1921, ils sont 2375 sur 3912 actifs, soit 60,7 %. En 1926, les ouvriers sont au nombre de 10364 sur un total de 13110 actifs soit une proportion de 79 %, ce qui représente une très forte hausse après le recensement précédent. Le recensement de 1931 ne prend pas en compte la répartition des étrangers par catégories socioprofessionnelles. L'évolution se mesure donc sur une période de dix ans. Manifestement, cela ne change rien à la structure de la population active étrangère. En 1936, les ouvriers sont encore 10384 sur une population totale de 12827 actifs, ce qui représente une proportion de 80,9 %. Si la crise des années 1930 a fait baisser le nombre d'actifs, elle aurait plutôt renforcé légèrement la part des ouvriers au sein de la population étrangère.

Les autres catégories mentionnées dans le recensement représentent donc peu de monde par rapport aux ouvriers. La catégorie « chef d'établissement » correspond à un statut de commerçant ou d'artisan, d'exploitant agricole, voire de petit industriel. Elle est encore assez représentée en 1921 avec 482 personnes, soit 12,3 % des actifs. En 1926, avec 854 personnes, elle ne représente plus que 6,2 % des actifs. En 1936, avec 7,36 % des actifs, elle est en légère hausse, ce qui peut s'expliquer par un passage plus important d'une activité salariée à une activité indépendante, signe de promotion sociale acquise au fil du temps mais aussi ce peut être une activité refuge devant une baisse des emplois ouvriers et employés.

Les employés représentent une catégorie plutôt marginale. Ils sont 8,8% en 1921 et 6,2% en 1926. A partir de 1931, ils sont comptés avec les ouvriers et on ne peut plus les distinguer. Cette distinction n'avait sans doute pas grand sens dans la mesure où les informations disponibles sur les employés étrangers de l'entre-deux-guerres amène plutôt à faire l'hypothèse qu'il s'agit là d'une catégorie massivement non qualifiée, domestiques auprès des particuliers ou personnel de service de l'hôtellerie, personnel d'entretien dans les entreprises.

Les sans emplois restent tout au long de la période très peu nombreux. En 1921, ils constituent 5,6% des actifs, ce qui s'explique par les conséquences de la guerre où un certain nombre de travailleurs coloniaux se retrouvent alors privés d'emploi, avant d'être renvoyés chez eux ou parfois réembauchés. En 1926, les sans emplois ne constituent plus que 1% de la population active, signe évident d'une période de plein emploi. En 1936, après les années de crise, leur proportion remonte à 3,9% des actifs.

Si on fait une comparaison avec la population française, on constate qu'elle est de deux à trois fois moins ouvrière que la population active étrangère. En 1921, on compte 226902 ouvriers sur une population française active de 730035 personnes soit un peu plus de 31 % de la population. En 1926, on recense 220958 ouvriers sur 696119 actifs, soit un pourcentage pratiquement équivalent et en 1936, où ouvriers et employés sont recensés dans une seule et unique catégorie, avec 195344 personnes, ils ne représentent malgré cela qu'un peu plus de 33 % des actifs. Dans une région où les « chefs d'établissement » forment tout au long de l'entre-deux-guerres la catégorie dominante, la structure socioprofessionnelle des étrangers les fait apparaître comme tout à fait à part. Cela signifie aussi qu'il y a peu de chances de rencontrer des situations de concurrence entre Français et étrangers, ce qui explique la xénophobie très limitée qu'a connue l'Auvergne dans les années 1930, alors qu'au niveau national, le thème de l'étranger venu prendre le travail des Français assurait une audience considérable à ceux qui l'utilisait.

En ce qui concerne le chômage, la population française est très peu touchée dans les années 1920: 1,05 % en 1921 et 0,46 % en 1926. En 1936, après la crise, la proportion d'ouvriers et d'employés sans emploi ne monte qu'à 1,5% de la population active. Il est vrai que les autres catégories professionnelles sans emploi ne sont pas recensées mais on peut imaginer qu'elles représentent peu de choses, les licenciements ayant touché principalement les catégories salariées de faible qualification. Malgré les lacunes que présentent les recensements de la population active et la difficulté d'identifier des catégories précises, il semble indéniable que les étrangers sont beaucoup plus exposés au chômage que les Français, même si le taux de sans emplois reste malgré tout très faible parmi eux. Là aussi, il y a des incidences sur le type de xénophobie qui a pu se développer à la suite de la crises des années 1930. Contrairement à ce qui s'observe ailleurs, les Français ne rendent pas les étrangers responsables du chômage, étant beaucoup moins touchés qu'eux par le phénomène. C'est plutôt l'oisiveté des étrangers qui est stigmatisée ça et là dans la presse locale, sans que ce soit d'ailleurs un thème récurrent. Les étrangers qui ont perdu leur emploi dans les années 1930 ne restent pas longtemps sans activité. En dehors du nombre relativement faible des expulsés et des rapatriés, les gens passent d'un secteur à un autre, de l'industrie vers les mines ou les travaux publics. La sur-représentation des immigrés parmi les sans emplois, statistiquement avérée par les chiffres de 1936, apparaît comme un phénomène peu durable et limité.

Il est difficile de savoir si au fil du temps, la situation professionnelle des étrangers s'améliore et les met à l'abri des pertes d'emplois enregistrés dans les mines et surtout dans l'industrie. Il y a peu de naturalisés et on ne les retrouve pas à tous les recensements. En fait, ils n'apparaissent, distingués de l'ensemble des Français, qu'en 1926 où ils ne sont que 307 actifs parmi lesquels les ouvriers restent dominants avec une proportion de 49,8%. Si le chiffre n'était pas aussi faible ni aussi conjoncturel, on pourrait en tirer la conclusion que la structure socioprofessionnelle des naturalisés représente une situation intermédiaire entre celle des étrangers et celle des Français de naissance, ce qui s'observe souvent et à différentes époques au niveau national.

Les femmes immigrées et l'emploi

En ce qui concerne la place des femmes dans l'activité professionnelle, on trouve d'abord une faible proportion de femmes étrangères exerçant une activité, avec un taux fluctuant et une progression de la catégorie «ouvrières». En 1921, elles forment 16,7 % de la population étrangère active avec une proportion d'ouvrières de 38 %. Les flux d'arrivées sont encore peu nombreux et on trouve alors une présence importante des immigrations d'avant-guerre, belge, suisse et italienne où de nombreuses femmes tenaient un petit commerce ou travaillaient comme employées. En 1928, les femmes représentent 10,28 % des actifs étrangers et 58,6 % d'entre elles sont ouvrière. Ce changement s'explique par des flux d'arrivées importants à dominante masculine et une direction prioritaire vers l'industrie. En 1936, leur part dans la population étrangère active a augmenté sensiblement et approche les 19 %. La proportion d'ouvrières et d'employées est alors de 69 %. Cela confirme un certain enracinement familial des immigrés en particulier dans les zones industrielles.

Si l'on compare avec les femmes françaises, il apparaît que celles-ci représentent au départ une proportion des actifs voisine de celle des étrangères mais connaissent une progression beaucoup plus importante au cours de la période. Elles sont beaucoup moins présentes dans la catégorie «ouvrières» ou «ouvrières et employées». En 1921, la proportion de femmes françaises par rapport à l'ensemble des actifs est de 15,21 % et un peu plus de 20 % d'entre elles sont ouvrières. En 1926, les femmes représentent plus de 37 % des actifs français et parmi elles, on compte un peu plus de 21 % d'ouvrières. En 1936, après la crise, les femmes représentent 46 % de la population active française et parmi elles les ouvrières et

employées constituent une proportion de 27 %. Comme les deux catégories sont rassemblées, on peut en conclure que la proportion de femmes françaises à être ouvrières n'a guère augmenté en dix ans. Il est de toute façon délicat de comparer la situation des femmes immigrées et celle des femmes françaises à cette époque. Les premières sont encore en nombre limité par rapport aux hommes étrangers, même si leur proportion augmente au fil des recensements. De plus, dans une région rurale comme l'Auvergne, il est probable que beaucoup de femmes françaises soient déclarées exploitantes agricoles alors qu'elles exercent cette activité en famille. Pour les femmes immigrées, les possibilités d'emploi, en dehors de l'usine, sont plutôt rares. Dans les petites villes minières, il n'y a guère d'activité qui leur soit accessible. Dans la monographie qu'il a consacrée aux Polonais de Saint-Eloy-les-mines, Fabrice Gliszczynski⁷⁰, ne trouve, en 1936, guère plus d'une dizaine de femmes qui travaillent sur 252 adultes recensés, la plupart du temps comme domestiques auprès des rares familles de la commune qui disposent d'une certaine aisance. La concentration des familles étrangères dans les petites villes où règne une mono-activité ne favorise guère l'entrée des femmes immigrées sur le marché du travail. Dans les communes plus importantes, on trouve, surtout parmi les immigrés italiens et espagnols des femmes qui tiennent de petits commerces, avec l'aide du mari qui exerce par ailleurs un métier d'ouvrier.⁷¹

Le rôle des immigrés dans l'économie auvergnate pendant l'entre-deux-guerres n'est pas marginal malgré la faible proportion qu'ils représentent au sein de la population totale et de la population active. Ils sont concentrés dans des emplois industriels et miniers faiblement qualifiés qui sont parmi les premiers à être supprimés en période de récession. Ils jouent donc un rôle complémentaire mais indispensable dans les industries de transformation et un rôle plus structurel dans le secteur des mines et celui des travaux publics. Par contre, leur présence dans l'agriculture est marginale, malgré les efforts entrepris pour les attirer vers ce secteur très déficitaire en main d'œuvre au cours de la période. Ils ne contribueront donc pas à enrayer le déclin du monde rural auvergnat qui continuera de générer des départs vers les industries régionales alors en plein essor.

Un rôle complémentaire

Si une main d'œuvre française encore abondante, se dirige vers l'industrie au cours de la période, il n'y a pas pour autant concurrence avec les immigrés. Ceux-ci jouent un rôle complémentaire permettant un assouplissement du marché du travail. Comparativement, à ce que l'on observe au niveau national, les immigrés sont proportionnellement moins nombreux dans l'agriculture, le commerce et les services et plus nombreux dans les industries de transformation, les mines et les transports. Les mines, en particulier, constituent un secteur où il y a pénurie de main d'œuvre et ce de façon constante pendant toute la période. Les demandes d'autorisation de recrutement de travailleurs étrangers aux préfectures sont nombreuses pendant les années 1920 et 1930 et il leur est presque toujours répondu favorablement. Un rapport de l'ingénieur des mines d'Auzat, adressé au préfet du Puy-de-Dôme ne laisse guère de doutes quant à l'attractivité de ce secteur auprès de la population française.

«La grande majorité de la main d'œuvre du pays, surtout parmi les jeunes, s'en va travailler aux usines Michelin ou à Paris »⁷²

⁷⁰ Op cit

⁷¹ A.Delbos, op cit.

⁷² ADPDD, 10M117, rapport de l'ingénieur des mines au préfet, 24 mars 1922.

La présence des étrangers dans ce secteur s'accroît rapidement. Aux mines de la Combelle, ils représentent 3,5 % de la main d'œuvre en 1919, 8,87 % en 1921 et 27,5 % en 1924.⁷³ En fait, les immigrés sont surtout présents dans les métiers dits « de l'intérieur » : mineurs, boiseurs et surtout piqueurs, travaux de caractère pénible et toujours exposés aux dangers du « fonds ». A la Combelle, les étrangers représentent 42,31 % des travailleurs de l'intérieur des mines et seulement 4,06 % des travailleurs de l'extérieur.

Le bâtiment et les travaux publics constituent également un secteur où les étrangers constituent une main d'œuvre proportionnellement importante. En 1926, près du quart des travailleurs immigrés est employé dans ce secteur. Là aussi, c'est la pénurie des nationaux qui explique cette forte représentation et cela ne concerne pas que les emplois non qualifiés. Les dossiers de demandes de naturalisation déposés par des maçons, des carreleurs ou d'autres spécialistes du bâtiment reçoivent un accueil favorable de la part des préfetures. Alain Delbos cite un extrait significatif des archives concernant la question des naturalisations :

*« Z...qui travaille de son métier de maçon dans un milieu où les artisans sont rares peut rendre de réels services, soit aux entrepreneurs, soit aux particuliers, à ce titre, il mérite d'être encouragé. »*⁷⁴

Malgré l'intérêt manifesté par la main d'œuvre locale pour les industries de transformation, les étrangers n'en sont pas absents pour autant. Toutefois, ils y occupent surtout des emplois non qualifiés. Ce rôle strictement complémentaire des immigrés dans les activités appelées à porter le développement économique régional a été bien perçu par le sous-préfet d'Issoire :

*« Je ne prévois aucun cas de chômage, tant pour les ouvriers français que pour les ouvriers étrangers, les entreprises se bornant seulement à faire venir du dehors les équipes dont elles ont absolument besoin. »*⁷⁵

La métallurgie compte relativement peu d'immigrés et ceux qui y sont les plus nombreux appartiennent surtout aux anciennes immigrations qui ont eu le temps d'acquérir des qualifications. Ainsi, un travailleur suisse sur cinq est employé dans la métallurgie alors que ce secteur n'occupe que 4% des travailleurs d'autres nationalités.

Dans l'industrie du caoutchouc, la présence étrangère est plus importante et va en augmentant au fur et à mesure que cette industrie se développe. Chez Michelin, les salariés nés à l'étranger représentent 0,2 % des effectifs en 1911, 4,6 % en 1921 et sont ramenés à 2% en 1936, ce qui les fait apparaître comme un volant de chômage. Par contre chez les concurrents clermontois du caoutchouc, la crise n'empêche pas les étrangers de progresser en proportion. Chez Bergougnan, ils représentent 4,4 % des effectifs en 1911 et 9,1 % en 1936. Chez Torrilhon, ils sont 1 % en 1921 et 7,5 % en 1936.⁷⁶ Ces différences s'expliquent sans doute par les politiques salariales. Michelin qui, à partir du milieu des années 1920, paye mieux que ses concurrents et offre des avantages plus nombreux en matière de logement et de services a sans doute plus de facilité à recruter de la main d'œuvre française. En 1936, les salaires de Michelin sont supérieurs de un quart à un tiers à ceux de Torrilhon.⁷⁷ Mais il est possible aussi que la firme ait appliqué de façon délibérée une politique de précarisation de la main d'œuvre immigrée, systématiquement licenciée en cas de crise, voire simplement de baisse très conjoncturelle de l'activité. Ainsi, la firme a pratiqué des licenciements saisonniers à l'entrée de l'hiver, jusqu'au début des années 1930. Les travailleurs immigrés semblent

⁷³ ADPDD, 10M117, rapport sur les mines de la Combelle, 19 juin 1924.

⁷⁴ A.Delbos, op cit p 113.

⁷⁵ ADPDD, MO2394, lettre du sous-préfet d'Issoire au préfet, 25 avril 1925.

⁷⁶ Pierre Mazataud, Force industrielle et tempérament familial, in A.Gueslin (dir) op cit p 217.

⁷⁷ A.Gueslin, op cit p 99.

avoir été nombreux à en faire les frais. Un rapport du commissariat de police, daté de 1925 précise à ce sujet:

*« Il est bien procédé à quelques débauchages qui portent sur les femmes qui n'ont pas de charge de famille et sur les Kabyles mais c'est un état de choses qui se reproduit à peu près à la même époque chaque année. »*⁷⁸

Les rares périodes d'agitation qu'a connues la firme dans l'entre-deux-guerres font souvent apparaître les immigrés en première ligne, ce qui laisse à penser qu'ils avaient conscience de subir un traitement discriminant. En 1918, ce sont trois cents Espagnols qui se mettent en grève pour refuser une politique salariale discriminatoire. En mai 1920, des événements violents se produisent à l'entrée de l'usine des Carmes. Des échauffourées éclatent entre grévistes et non-grévistes entraînant la mort de l'un de ceux-ci. A en croire les rapports préfectoraux et la presse locale, ce sont surtout les Espagnols et les Kabyles qui ont bougé à l'occasion de ces événements. Embauchés dans le cadre de la guerre, ils n'ont pas pu encore assimiler la culture particulière de l'entreprise. La préfecture expulse à la suite de ces grèves cinq espagnols et trente deux Kabyles. L'entreprise profite de la reconversion que lui impose la fin de la production de guerre pour se débarrasser de cette main d'œuvre par trop revendicative. Selon un rapport administratif, ce sont près de 1200 travailleurs immigrés, essentiellement Espagnols et Algériens qui sont licenciés.⁷⁹

Cela n'empêche pas la firme d'embaucher à nouveau des étrangers dès 1922. André Gueslin note qu'elle semble préférer les Polonais et les Portugais qui, du fait de leur forte tradition catholique, s'adaptent mieux à la culture de l'entreprise⁸⁰. Toutefois le recrutement des Algériens reprend aussi. En 1924, ils seraient 787 à travailler à la manufacture, soit plus de la moitié de la communauté résidant alors à Clermont-Ferrand. Même si l'essentiel de la main d'œuvre ouvrière continue de venir des campagnes auvergnates, son pourcentage va en diminuant sensiblement au fil des années de l'entre-deux-guerres. Les Algériens peuvent apparaître comme une main d'œuvre d'appoint aussi aisément licenciable que la main d'œuvre paysanne la moins qualifiée qui peut se replier sur sa petite exploitation. Dans leur cas toutefois, le repli ne peut se faire que vers le pays d'origine. Les choses sont cependant plus complexes. Si Michelin joue volontiers sur les possibilités de débauchage rapide d'une main d'œuvre disposant de peu de droits, l'entreprise offre aussi des possibilités de carrière stable aux ouvriers algériens qui s'adaptent à sa culture. Chawki El Kadiri, en se livrant à une étude longitudinale sur les Algériens présents à Clermont-Ferrand pendant toute la durée de l'entre-deux-guerres, parvient à identifier plusieurs dizaines d'hommes qui ont fait une carrière continue chez le roi du pneumatique. Ce sont en général des chefs de famille nombreuse, souvent mariées à des Auvergnates.⁸¹ Leur ancienneté dans l'entreprise leur vaut de bénéficier des avantages offerts par la firme, d'obtenir un logement dans une cité patronale et de s'intégrer profondément au monde particulier des «bibs».

On peut conclure que, malgré les licenciements qui les frappent, surtout dans les années de crise, les immigrés de l'entre-deux-guerres, ne sont jamais vraiment marginalisés par rapport à l'économie régionale. Au fil du temps, une partie d'entre eux finit par y trouver une place stable, tandis que d'autres, moins favorisés, reprennent la route vers d'autres horizons.

⁷⁸ ADPDD P03827, rapport du commissariat de police.

⁷⁹ ADPDD 10M107, rapport et renseignements fournis au ministère de l'intérieur.

⁸⁰ A.Gueslin, op cit p 135.

⁸¹ C.El Kadiri, op cit p 124.

Contrastes polonais

Plusieurs communautés importantes de l'entre-deux-guerres sont mal connues. C'est en particulier le cas des Italiens qui, du fait de leur dispersion, ont peu focalisé l'attention des chercheurs. Les Polonais par contre, massivement dirigés vers les bassins miniers représentent une communauté plus facile à saisir dans son ensemble. Le travail mené par Fabrice Gliszczynski à Saint-Eloy-les-mines, essentiellement à partir de matériaux quantitatifs, dévoile une vie communautaire assez intense qui ne diffère pas de ce qui a pu être observé dans des régions où cette immigration était beaucoup plus importante comme le Nord-Pas-de-Calais⁸²

Dès le départ, on observe un phénomène de concentration. Les 31 Polonais recensés dans la commune en 1921 habitent tous ensemble dans une sorte de pension tenue par une Française. Il ne s'agit que d'hommes seuls. En 1926, la population polonaise passe à 635 individus dont 365 adultes et 270 enfants de moins de 18 ans. Les familles sont arrivées rapidement même si la proportion de femmes ne représente que 44 % des adultes. 60 % des hommes adultes vivent avec leur famille. Les «célibataires», c'est-à-dire ceux qui n'ont pas pu ou voulu faire venir leur famille vivent comme pensionnaires chez les familles polonaises. La population polonaise est regroupée principalement dans deux cités, la Côte Ferrandon et le Theix construites à l'extérieur du noyau communal par les compagnies des houillères. Ces deux cités ont un urbanisme et une implantation qui les rendent rapidement distinctes du reste de la ville. Les Polonais représentent 78 % des habitants de la première cité et 28% des habitants de la seconde. En 1931, avec l'augmentation de la population polonaise dans la commune qui atteint alors 917 personnes, une troisième cité est construite dans le hameau de la Biolade. Les Polonais y représentent 62 % des habitants. La structure de la population évolue peu. La sur masculinité demeure du fait que les nouveaux arrivants sont pour beaucoup des hommes seuls qui viennent grossir le groupe des « pensionnaires ». En 1936, on parvient à un équilibre hommes/femmes. Le nombre de Polonais a diminué légèrement passant à 819 individus. Il s'agit alors d'une population essentiellement familiale où les enfants sont dominants. Ce sont surtout les hommes seuls qui ont quitté la mine du fait de la crise et des difficultés économiques. L'auteur, à la suite d'une étude longitudinale réalisée à partir des listes nominales du recensement parvient à isoler les chefs de ménage qui sont présents depuis 1926. Dix ans plus tard, ils sont tous installés avec leur famille. Leur situation professionnelle n'a pas évolué. Ils restent majoritairement affectés aux métiers du fonds de la mine. Les femmes ne travaillent pas, à l'exception d'une dizaine, déclarées comme « domestiques ». Du point de vue résidentiel, les ménages ont eu tendance à se rapprocher les uns des autres plutôt que de se disperser. Malgré les offres de naturalisation qui ont été largement diffusées au moment du Front Populaire, très peu de Polonais ont acquis la nationalité française.

L'éventail des origines en Pologne s'est même réduit au fil du temps. Alors qu'au départ, on comptait un groupe de « Westphaliens », c'est-à-dire de Polonais installés depuis trois générations dans les régions minières de l'Allemagne et quelques familles originaires de Varsovie, les familles qui demeurent à Saint-Eloy en 1936 sont presque toutes originaires des voïvodies du sud de la Pologne, principalement de celles de Cracovie et de Lwow. Les

⁸² J.Ponty, **Polonais méconnus. Histoire des travailleurs immigrés en France dans l'entre-deux-guerres.** Paris. Publications de la Sorbonne, 1988.

mariages mixtes, même s'ils progressent au fil du temps, restent très minoritaires : 3 cas en 1926, 6 en 1931 et 14 en 1936, ce qui ne représente que 8 % des ménages de la communauté polonaise. Pourtant la population semble bien stabilisée à Saint-Eloy. Le seul signe d'intégration est la baisse de la fécondité des familles.

La recherche n'utilisant pas de témoignages ni de récits de vie ou autres matériaux qualitatifs il est difficile de savoir si les Polonais menaient une vie communautaire sur le plan culturel, religieux ou associatif. La présence d'une institutrice polonaise enseignant à temps partiel est le signe que les enfants n'étaient pas coupés de leur culture d'origine.

Le regroupement familial rapide, la concentration résidentielle et professionnelle ainsi que les faibles opportunités de rencontre avec des gens différents sont des facteurs qui ont sans doute limité les échanges avec la population locale.

Beaucoup de communautés placées dans des situations semblables ont eu sans doute le même comportement. Cela peut se vérifier avec les diverses communautés turques installées à partir des années 1970 dans de petites villes où règne une mono-activité, comme la coutellerie dans la région de Thiers ou la plasturgie dans l'Yssingelais. Les Polonais de Clermont-Ferrand étudiés par Chantal Sobiech⁸³ ont eu un destin très différent de celui de leurs compatriotes des bassins miniers. Il est vrai qu'ils constituent au départ un milieu social beaucoup plus hétérogène, avec un certain nombre de familles bourgeoises issues de la première immigration venue à la fin du XIXe siècle. Mais à partir de 1926, on voit arriver des flux essentiellement ouvriers avec un faible taux de femmes. La plupart travaillent dans l'industrie. On ne constate pas de regroupement résidentiel. Après la crise des années 1930 et les nombreux licenciements opérés par les entreprises clermontoises, on assiste à un redéploiement vers les activités de commerce et de service et à une forte entrée des femmes sur le marché du travail. Au recensement de 1946, le secteur de l'industrie et des transports n'occupe plus qu'un tiers des effectifs et les trois quarts des gens possèdent une qualification. Dans le même temps, on constate une forte hausse du nombre de Polonais employés dans le secteur du commerce et de l'artisanat ainsi que dans celui des professions libérales et administratives. La plupart des gens vivent en familles nucléaires, n'hébergeant plus les compatriotes célibataires comme avant la guerre. On ne peut pas parler de « regroupement » résidentiel même si on observe une forte présence polonaise dans le vieux centre-ville qui est propice à l'implantation des commerçants et artisans et dans le quartier Herbet/La Sarre où se trouvent des logements Michelin. Dans le cas des populations européennes qui ont bénéficié d'un regroupement familial assez rapide, l'intégration se fait par la diversification sociale et professionnelle, si toutefois le milieu environnant favorise une telle évolution.

Les Kabyles entre noria et assimilation

Dans le cas des immigrations maghrébines qui, à l'époque sont organisées sur le modèle de la noria, avec le but d'empêcher une installation durable, du fait, entre autres de la précarisation subie au niveau du travail et des obstacles mis au regroupement familial, on assiste malgré tout à un processus d'installation. Le travail consacré par Chawki El Kadiri aux Algériens de Clermont-Ferrand dans la première moitié du XXe siècle⁸⁴, fait ressortir une dynamique progressive d'assimilation, tout au moins pour les individus dont la présence continue tout au long de la période est avérée. Au début des années 1920, il s'agit d'une immigration ayant des origines régionales très précises venant à 71 % de la Kabylie du Djurjura, les autres venant d'autres zones de la Grande Kabylie. Si la suprématie kabyle demeure pendant tout l'entre-deux-guerres, au fil du temps, l'immigration s'élargit à d'autres

⁸³ Op cit.

⁸⁴ Op cit.

zones de parler arabe. Cette présence dominante des Grands Kabyles du Djurdjura ne se retrouve pas dans d'autres zones d'accueil. A la même époque, Thiers est très nettement un fief des Petits Kabyles. Cette population va rester presque exclusivement masculine pendant tout l'entre-deux-guerres.

Les divers groupes régionaux ne se côtoient pas dans l'habitat. Pour autant, on ne peut pas parler à leur propos de stratégie résidentielle. Ils logent là où ils peuvent trouver de la place et se retrouvent souvent entassés dans des garnis d'immeubles dégradés. Une forte concentration est repérée dès 1921 rue du Cheval Blanc. Le suivi longitudinal permet de voir que, même avec un renouvellement régulier des arrivées lié à la politique de licenciement saisonnier pratiquée par Michelin, une proportion non négligeable reste stable et se retrouve avec constance d'un recensement à l'autre. La politique de « noria » voulue alors par l'administration trouve ses limites. A partir de 1931, la population diminue et se renouvelle de moins en moins. Le résultat est que l'âge moyen tend à s'élever, passant de 34 ans en 1931 à 40 ans en 1946.

Quelle a été l'évolution de cette population stabilisée ? Au niveau du travail, les choses changent peu. En 1921, l'auteur trouve 88,5 % d'Algériens non qualifiés. Ils sont encore 76 % en 1936. En 1946, ils sont 65 %. En fait, le nombre d'ouvriers qualifiés progresse très peu. Si les non qualifiés diminuent, c'est essentiellement grâce au passage de l'industrie vers des professions extérieures au monde de l'usine : petits commerces, transports etc...

C'est surtout par la mise en ménage que les conditions de vie de la population algérienne s'améliorent. Celle-ci progresse surtout après 1931. A cette date, 12,7 % des Algériens vivent en ménage. Ils sont 21,4 % en 1936 et 34,8% en 1946. Les conjointes sont pratiquement toutes françaises et viennent des zones rurales de l'Auvergne. Elles partagent avec leurs conjoints une situation sociale modeste et une position de déracinées. Ces couples franco-algériens sont de plus en plus nombreux à s'installer dans les cités Michelin au fil du temps. Il semble que la firme ait avant tout tenu compte de l'ancienneté du mari et que son origine n'ait pas été un obstacle à son accès au logement patronal. Comme beaucoup de familles « Michelin » qui, outre le logement, bénéficiaient aussi des allocations familiales de l'entreprise, ces couples ont une forte fécondité. Des signes d'assimilation apparaissent. Les enfants portent pour la très grande majorité des prénoms français. D'après les recherches de l'auteur sur les états civils; 85 % des garçons ont un prénom chrétien, 12 % un prénom musulman et 8 % un prénom composé. Les filles ont à 90 % un prénom chrétien, 8 % un prénom musulman et 2 % un prénom composé.

Ces familles mixtes, bien assimilées par le biais du système social Michelin contrastent avec l'image que les Magrébins ont dans l'opinion publique auvergnate au cours de la période.

L'étranger et ses images

Globalement, les images de l'étranger en Auvergne au cours des années de l'entre-deux-guerres, telles qu'elles sont reflétées par la presse régionale ne sont pas négatives. Alain Delbos⁸⁵ qui a étudié les deux principaux quotidiens clermontois de l'époque *Le Moniteur* et *L'Avenir* observe que, dans l'ensemble, ces journaux parlent peu des immigrés et ne perçoivent pas leur présence comme source de problèmes. Cette vision dominante d'une immigration peu problématique se retrouve aussi dans les rapports préfectoraux qui soulignent surtout que l'arrivée massive des étrangers n'est jamais associée à l'émergence du

⁸⁵ A.Delbos, *L'immigration étrangère dans le Puy-de-Dôme de la fin du XIXe siècle à 1940*. Mémoire de maîtrise sous la direction d'André Gueslin, Université de Clermont-Ferrand, 1991. p 144.

chômage chez les Français. Au cours de la crise des années 1930, alors qu'au niveau national la xénophobie se déchaîne dans la presse, il n'y a que de vagues allusions à cette question dans les journaux auvergnats. Dans un article du 25 avril 1936, *l'Avenir* parle de l'invasion des étrangers comme un des plus graves problèmes qu'ait à affronter la France avec la crise agricoles et la dénatalité. Tandis que l'on assiste dans les grands titres nationaux et pas seulement dans ceux d'extrême droite à la construction d'une figure de l'étranger destinée à fournir un bouc émissaire à une opinion publique perturbée par la hausse du chômage et des difficultés de la vie quotidienne, la presse auvergnate ne reflète que de très loin cette tendance dominante. Les licenciements ont pourtant été nombreux dans la région. Michelin a supprimé près de la moitié de ses effectifs et au moment du front populaire les usines ont été occupées et les revendications ouvrières largement affichées. Mais les immigrés ont peu participé aux événements de 1936 et ils avaient été licenciés bien avant leurs collègues français.

On retrouve une fois encore l'absence de concurrence sur le marché du travail comme le principal frein à la montée de la xénophobie. C'est plutôt à travers les faits divers plus ou moins violents que l'on assiste à une stigmatisation des immigrés.

Un de ces faits divers associe violence et revendication des immigrés et semble être à l'origine d'une bonne partie de ce qui se colportera ultérieurement de négatif à leur sujet. Il s'agit des troubles sociaux de mai 1920 à Clermont-Ferrand. Les étrangers qui ont participé aux manifestations visant à bloquer l'entrée des usines Michelin et qui se sont affrontés physiquement avec les non grévistes et avec la police sont rendus responsables de l'ensemble des troubles. Du fait qu'un non-gréviste est mort des suites de ces bagarres, l'opinion locale a tendance à être plus fortement sensibilisée. Les journaux locaux poussent à l'amalgame et présentent les immigrés comme de purs fauteurs de troubles qui ne seraient même pas concernés par les problèmes de l'usine. Ainsi *L'avenir* du 4 mai 1920 écrit :

« Les manifestants, dont une grosse majorité, nous devons le reconnaître, ne se compose pas de grévistes, mais d'éléments louches que l'on retrouve dans tous les mouvements de foules et d'étrangers : Espagnols, Sidis et Marocains »

Le choix des nationalités mentionnées n'est pas du aux hasards. Nous avons vu qu'au XIXe siècle, les réfugiés espagnols des guerres carlistes avaient focalisé la xénophobie locale. On retrouvera encore le poids de cette représentation négative dans le rejet qui se manifesterà en 1939 vis-à-vis des réfugiés anti-franquistes. Quant aux Algériens, l'appellation de sidi qui leur est attribuée depuis la colonisation est régulièrement utilisée à leur propos chaque fois qu'il s'agit de parler d'eux en mal. Quand on parle d'eux de façon neutre, on utilise le terme de Kabyle.

L'image négative la plus colportée est surtout celle de l'étranger bagarreur, très fréquemment associée à des rixes internes déclenchées par l'ivresse ou par des règlements de compte dont on ne se préoccupe pas de connaître les causes précises. Les titres des articles sont déjà révélateurs de leur contenu. « *Entre sidis* » annonce systématiquement le récit de violences à l'intérieur de la population algérienne. Le regroupement des Algériens dans les immeubles dégradés du centre-ville favorise aussi une association d'idée chez les lecteurs entre le côté sordide de l'habitat et les mœurs brutales de ceux qui y vivent. Il n'y a là rien de bien particulier à la région puisqu'on observe ailleurs le même type d'association entre habitat dégradé et comportements sordides. Dans le cas clermontois, la persistance après la deuxième guerre mondiale d'une forte présence d'Algériens vivant en isolés dans les garnis insalubres du quartier du Mazet, avec en toile de fonds les échos de la guerre d'Algérie, donnera une certaine vigueur à la reprise du thème de l'association entre regroupement d'hommes seuls, violence et saleté.

Si dans l'ensemble on parle peu des immigrés dans la presse et s'il n'y a pas d'incitation à une xénophobie globale, il n'y a pas non plus d'expression de sympathie pour les étrangers. Le fait que la xénophobie ait été beaucoup plus rare en Auvergne qu'ailleurs à l'époque ne suffit pas à faire de la région une terre d'accueil.

Il n'y a pas de mouvements de solidarité envers les immigrés. Les seules initiatives de secours sont impulsées par le patronat comme dans le cas la société Saint-Louis aux houillères de Meisseix⁸⁶ qui s'occupe d'aider les nouveaux arrivants ou par le clergé comme dans le cas de l'association saint-Augustin à Clermont-Ferrand dont la mission était de venir en aide aux immigrés venus des colonies. On ne trouve pas trace de manifestations de solidarité ouvrière organisées par les syndicats. Les actes d'entraide envers les immigrés relèvent du patronat et expriment le paternalisme alors en vigueur, aussi bien dans les mines que dans les grandes entreprises industrielles.

Les immigrés eux-mêmes sont peu organisés au niveau officiel. Les Algériens ont fondé une association des secours mutuel à Clermont-Ferrand.⁸⁷ On trouve aussi quelques associations polonaises dont les buts sont essentiellement culturels et une association portugaise. Par contre les Italiens, pourtant nombreux et dotés de puissantes organisations au niveau national n'apparaissent dans aucune liste d'associations.⁸⁸ Par ailleurs les immigrés paraissent très peu politisés et on n'observe que très peu de manifestations politiques de leur part dans le contexte pourtant troublé de l'avant-guerre. On ne note que quelques manifestations en faveur de l'Espagne républicaine et quelques réunions antifascistes qui concernent plus le milieu étudiant⁸⁹.

Sans que l'on puisse parler de véritable accueil, le contexte économique et politique de l'Auvergne d'alors est favorable à une certaine assimilation des immigrés. Les préfectures répondent positivement à la grande majorité des demandes de naturalisation. La grande masse des enfants d'immigrés fréquente les écoles publiques et le nombre de mariages mixtes va en progressant. La deuxième guerre mondiale et ses conséquences contribueront à accélérer ce mouvement d'assimilation culturelle et politique et dans une moindre mesure le mouvement d'ascension sociale.

⁸⁶ ADPDD, M02463.

⁸⁷ ADPDD, M02394, Enquête sur les regroupements d'étrangers dans le Puy-de-Dôme, lettre de l'adjoint au maire de Clermont-Ferrand au préfet, 22 avril 1925.

⁸⁸ ADPDD, M02650, « associations, insertions au recueil, 1929-1939

⁸⁹ ADPDD, M03820, rapports mensuels des préfets (1935-1936)

L'arrivée des réfugiés espagnols

Les premières arrivées de réfugiés espagnols en Auvergne s'étaient faites dès 1936, principalement dans le Puy-de-Dôme et le Cantal. L'année 1939 qui voit la déroute des républicains est marquée par une augmentation massive des flux d'arrivées en Auvergne. Environ 6000 personnes, principalement des femmes et des enfants sont envoyées en Auvergne depuis les camps du sud de la France au cours du premier trimestre⁹⁰. Ces gens ne jouissent pas du statut de réfugié. Il faudra attendre le décret du 15 mars 1945 promulgué par le gouvernement provisoire de la République française pour qu'ils puissent bénéficier du statut de réfugié international, tel que défini par la convention du 28 octobre 1933. Dans l'intervalle ils ont été traités comme une population sans droits, soumise à des assignations à résidence et à des obligations de travail au profit de la France puis de l'Allemagne.

Les trajectoires suivies par les nouveaux arrivants sont très variées et particulièrement heurtées. Il ne semble pas qu'il y ait de liens entre les Espagnols déjà présents en Auvergne qui représentaient une immigration avant tout économique et les réfugiés qui arrivent au hasard de la création des compagnies de travailleurs étrangers et de l'ouverture de lieux d'accueil. Dès 1937, le Puy-de-Dôme avait été désigné comme département d'accueil pour cette population. La documentation sur ce mouvement migratoire est assez riche. Les républicains espagnols étaient très politisés et ont réussi à réorganiser en Auvergne un certain nombre de mouvements qui ont eu une activité intense, non seulement dans le domaine politique mais aussi sur le plan culturel. Ces activités se sont poursuivies après la guerre et n'ont commencé à décliner qu'à partir de 1975, année de la mort de Franco. Les changements intervenus rapidement en Espagne permettent le retour au pays d'un certain nombre de leaders mais désorientent aussi l'action de mouvements dirigés par des personnalités vieillissantes et qui perdent beaucoup de leur audience auprès d'une immigration redevenue essentiellement économique et beaucoup moins concernée par la période de la guerre civile et de ses conséquences. Par ailleurs l'engagement politique des réfugiés républicains les a amenés à se rapprocher de la résistance française et plusieurs d'entre eux ont participé à des actions menées en Auvergne.

De nombreux témoignages ont été recueillis auprès de réfugiés vivant encore dans la région par Pierre Duboisset dans le cadre de son mémoire de maîtrise en histoire réalisé au cours de l'année 1998-1999⁹¹. Nous-mêmes, sans toutefois pouvoir rencontrer de témoins directs, nous avons pu, au cours de cette recherche, interroger des enfants de réfugiés espagnols très engagés dans le rassemblement de récits et de documents concernant la vie de leurs parents depuis leurs engagements en Espagne jusqu'à leur installation définitive en Auvergne.

Les itinéraires des réfugiés interviewés en Auvergne se ressemblent. Après avoir été regroupés dans les camps du sud-ouest, à Argelès, Saint-Cyprien, Barcarès, Gurs ou Agde, dans des conditions extrêmement précaires, on leur laisse le choix entre le retour en Espagne ou l'engagement dans la légion étrangère. Les plus chanceux parviendront à émigrer au Mexique grâce à une filière organisée par le gouvernement républicain en exil. Ceux qui n'étaient pas engagés dans la légion étaient incorporés dans les compagnies de travailleurs

⁹⁰ E.Lindquist, « Vichy and foreign workers : spanish civil war refugees in the Auvergne », **Meeting of the Western Society for French History**, vol 13, 1986, p 230-239.

⁹¹ P.Duboisset : La C.N.T en exil : une présence libertaire espagnole dans le Puy-de-Dôme entre 1945 et 1975, mémoire de maîtrise sous la direction de M.Jean-Philippe Luis, Université Blaise Pascal, 1999.

étrangers créées en septembre 1939 et intégrées à l'armée française. Le décret du 12 avril 1939 établissait que les Espagnols âgés de 20 à 48 ans devaient un régime de prestations aux autorités militaires françaises d'une durée égale au service militaire qui concernait les citoyens français.

Au niveau national, on estime que près de 56 000 Espagnols ont été employés dans les C.T.E, 5000 se sont engagés dans la légion et 7000 dans d'autres unités de l'armée.⁹² Une compagnie de 381 travailleurs fut constituée dans le cantal entre novembre 1939 et mars 1940 pour construire des ouvrages hydro électriques.⁹³

Parmi ceux qui se sont engagés et qui ont combattu contre les troupes allemandes, certains furent faits prisonniers et passèrent toute la guerre en Allemagne. C'est le cas de Félipé Vallespi dont le témoignage a été recueilli à La Roche Blanche en 1998 par P.Duboisset.⁹⁴ Fait prisonnier le 22 juin 1940, il sera interné à Mauthausen de décembre 1940 au 5 mai 1945. Selon lui, près de 8 000 Espagnols ont été internés à Mauthausen. Il fait partie des quelques 1 500 qui ont survécu.

Après l'armistice, ceux qui ont été démobilisés sont renvoyés dans les camps et à nouveau priés de choisir entre le retour en Espagne et l'engagement dans les groupements de travailleurs étrangers qui ont succédé aux compagnies de travailleurs étrangers de l'avant-guerre. Ces groupements seront utilisés par les autorités françaises pour remplacer les prisonniers de guerre et par les Allemands dans le cadre de l'organisation Todt qui construisait des fortifications sur le sol français. En Août 1943, les GTE regroupaient 37 000 travailleurs dont 31 000 Espagnols. 26 000 Espagnols travaillaient à la même époque dans le cadre de l'organisation Todt. En 1944, 40 000 furent envoyés en Allemagne pour y travailler.

Les Groupements de travailleurs étrangers

Treize Groupements de Travailleurs Etrangers, rassemblant les réfugiés républicains ont été constitués en Auvergne et ils ont stationné dans divers lieux avec les familles qui étaient rassemblées là après le passage dans les camps: Il y en a eu 7 dans le Puy-de-Dôme : entre autres le 190^e à Paulhaguet et Randan, le 198^e à Clermont-Ferrand, Clermont-Ferrand et à Saint-Ours-Les-Roches, le 521^e à Youx, le 535^e à Saint-Eloy-Les-Mines, le 662^e à Riom et à Manzat, le 867^e à Ambert. On en a recensé deux dans l'Allier : le 146^e G.T.E à Moulins, le 147^e à Saint-Bonnet-en-Tronçais et à Saint-Pourçain-sur-Sioule. Il en a eu un en Haute-Loire et trois dans le Cantal.

Si ces groupements comptaient une très forte majorité d'Espagnols, on y trouvait aussi quelques Hongrois, Polonais et Russes. Les camps sont gérés par le Service social des Etrangers, organisme créé le 28 novembre 1941.

Le préfet du Puy-de-Dôme était hostile à ces implantations, considérant que son département était déjà trop touché par le chômage.⁹⁵ Cela ne laisse guère augurer d'un accueil bienveillant des réfugiés espagnols qui sont par ailleurs durement attaqués dans les deux principaux quotidiens auvergnats de l'époque : *L'avenir du plateau central* et *le Moniteur du Puy-de-Dôme*.⁹⁶ Par contre, *La Montagne*, quotidien de gauche, prend position en leur faveur et publie entre autres un appel de l'évêque de Moulins, monseigneur Gonon qui demande aux auvergnats de manifester de la solidarité envers eux⁹⁷. Malgré ces quelques exceptions, les populations locales manifestent plutôt de l'hostilité surtout devant le nombre grandissant

⁹² Genviève Dreyfus-Armand, **L'exil des républicains espagnols en France**, Paris, Albin Michel, 1999.

⁹³ E.Lindquist, op cit p 233.

⁹⁴ Op cit Annexes p 9.

⁹⁵ ADDPD, 10 M107, Rapports préfectoraux sur l'activité économique dans le Puy-de-Dôme.

⁹⁶ P.Duboisset, op cit.

⁹⁷ *La Montagne*, 2 février 1939.

d'arrivées. Plusieurs réfugiés sont « rapatriés » en Espagne, au cours de l'année 1939, à la demande des autorités dont 350 depuis l'allier, 200 depuis le Cantal et 495 de ceux qui avaient été installés à la caserne Gribeauval à Clermont-Ferrand.⁹⁸

Le récit de Jean-Claude Portes⁹⁹, recueilli dans le cadre de cette enquête illustre bien à la fois la trajectoire qui a été celle de nombreux réfugiés et le type d'accueil qu'ils ont reçu en Auvergne. Fondateur en 1989 de l'association Artis qui a pour objet de recueillir tous les souvenirs et témoignages se rapportant à la présence des réfugiés républicains en Auvergne, ce Clermontois dispose par le biais de sa famille maternelle d'une source importante d'informations sur la vie dans les lieux d'implantation des G.T.E pendant toute la durée de la guerre.

Sa grand-mère maternelle qui avait été séparée de son mari après le passage de la frontière s'est retrouvée avec ses filles, internée à Belle-Isle en mer. Après l'armistice, l'occupant allemand a décidé de renvoyer en Espagne les femmes et les enfants espagnols et de ne garder que les hommes valides. Tandis que le grand-père, engagé dans l'armée française avait été tué en 1940, sa femme et ses filles ont été mises dans un train pour être reconduites à la frontière. A la gare de Perpignan, elles ont manifesté pour ne pas y retourner, se couchant sur les rails et ameutant la population locale. Les autorités de Vichy ont renoncé aux renvois en Espagne des réfugiés. Elles ont été alors internées au camp de Rivesaltes jusqu'en 1941. En août 1941 elles ont été intégrées au 662^e Groupement de Travailleurs Etrangers et sont arrivées à Manzat dans le Puy-de-Dôme. Hommes et femmes étaient séparés. Près de 300 femmes se trouvaient avec leurs enfants au hameau de Chaix, tandis que les hommes étaient logés dans une ancienne école privée réquisitionnée par l'armée. Les réfugiés étaient utilisés comme main d'œuvre mise à la disposition des commerçants et des agriculteurs des alentours. Les gens venaient de différents camps éparpillés dans toute la France et n'avaient pas forcément de liens entre eux, ayant quitté différentes régions d'Espagne à la suite de la répression franquiste. Il est impossible de savoir qui précisément vivait à Manzat. Les archives du 662^e Groupement ont été détruites par les employés de mairie quand le groupe a été dissous. Il fallait éviter que la liste des réfugiés tombe aux mains des Allemands qui auraient pu ainsi organiser leur déportation. Seuls les récits transmis par ceux qui ont vécu dans les communes où stationnaient les G.T.E permettent d'avoir une idée de la vie qui s'y déroulait. Toujours d'après le témoignage cité, l'accueil de la population locale ne fut pas des plus chaleureux.

C'était un petit village et l'arrivée de trois cent Espagnols a été assez mal ressentie. De plus ils étaient précédés d'une réputation de « rouges » anticléricaux et les femmes étaient soupçonnées d'immoralité. Le responsable de la compagnie, un capitaine réserviste de l'armée française, devait intervenir fréquemment pour éviter les brimades de la population envers les Espagnols. Ainsi une pétition circulait parmi les commerçants pour que l'on refuse de vendre des denrées aux réfugiés. Un jeune femme qui avait un bébé en nourrice s'était vu refuser du lait de la part d'une crémillère qui lui aurait répondu : « *pas de lait pour un bébé rouge* ». Le capitaine dirigeant la compagnie s'occupait des placements des réfugiés chez les employeurs de la région et, aux dires des témoignages transmis, n'hésitait pas à intervenir quand ils ne bénéficiaient pas de bonnes conditions. Malgré ce contexte particulier, les réfugiés ont commencé à se stabiliser. Il y a eu des mariages. Certains ont travaillé pour un employeur chez lequel ils sont restés après la guerre. Comme il y avait quelques artistes dans le groupe, ils ont créé une troupe qui allait se produire dans les campagnes alentours. Cela a surtout permis de circuler à une époque où les réfugiés étaient assignés à résidence. Grâce à

⁹⁸ S.Garcia, Les républicains espagnols dans la résistance en Auvergne, mémoire de maîtrise en histoire, université Blaise Pascal, Clermont-Ferrand, 2000.

⁹⁹ Entretien enregistré par Aude Rémy, avril 2007.

cette possibilité de mouvement les activités politiques ont pu se maintenir et les partis politiques qui avaient porté la république espagnole : socialiste, communiste et anarchiste principalement, ont pu se réorganiser et tenir des réunions. En septembre 1942 un plénum s'est tenu au barrage de l'aigle dans le Cantal où travaillaient beaucoup d'Espagnols membres de la CNT, le principal mouvement anarchiste. Un autre s'est tenu à Mauriac en juin 1943. Le regroupement des Espagnols sur de nombreux sites industriels et miniers a permis que se tiennent de nombreuses réunions clandestines et que les organisations politiques commencent à se restructurer.

Les résistants espagnols en Auvergne

Du fait de leur capacité d'organisation et de leur expérience de la guerre, les Espagnols intéressaient les responsables de la résistance française. Considérant qu'ils avaient le même ennemi et qu'après la victoire sur le nazisme, les démocraties européennes pourraient agir contre le franquisme, beaucoup de réfugiés ont participé à la résistance et leur présence est attestée dans de nombreux maquis auvergnats. A partir de la création du service du travail obligatoire en 1943, beaucoup de travailleurs des GTE étaient réquisitionnés par l'organisation Todt pour la construction du mur de l'Atlantique. Cela a poussé beaucoup d'Espagnols à fuir et à s'engager dans la résistance. Sur les 930 hommes réquisitionnés par l'organisation Todt, seuls 680 partiront finalement. Les GTE représentaient un bon milieu de recrutement pour les maquis. Dans l'Allier, la 22^e brigade de «guerilleros» espagnols se constitua à partir des hommes des 91 et 142 GTE avant de s'unir aux FFI en 1944. Plusieurs faits attestent d'une participation très active des Espagnols à la résistance en Auvergne.

José Casas Torrents, dans l'entretien qu'il a accordé à Pierre Duboisset¹⁰⁰ évoque un épisode fameux de la collaboration entre Français et Espagnols.. Arrêté en 1944 par la Gestapo alors qu'il travaillait pour un maquis de la région de Riom dirigé par Labrousse, le secrétaire de mairie, il a été jugé et condamné à mort avec une trentaine de maquisards qui avaient été pris dans la même rafle. Libéré la nuit du 13 août 1944 grâce à un coup de force des FTPF et des FFI contre la prison de Riom, il est retourné combattre dans le maquis au viaduc des Fades. D'après lui, le bataillon A qui constituait un des groupes de choc de ce maquis comptait une trentaine de personnes, toutes espagnoles. La plaque commémorative scellée sur le mur d'entrée de la prison de Riom qui évoque cet épisode parle de la libération de 30 condamnés à mort parmi lesquels il y avait 3 Espagnols.

Le récit de Jean-Claude Portes évoque aussi les maquis du viaduc des Fades auquel plusieurs Espagnols du 662^e G.T.E ont participé avec la complicité active des femmes installées à Manzat qui les cachaient et les ravitaillaient. Le capitaine Rougier qui commandait le 662^e GTE de Manzat était par ailleurs engagé dans la résistance et a tout fait pour permettre aux Espagnols de prendre part aux actions de sabotage menées par les maquisards. Son chauffeur, père d'une informatrice interviewée dans le cadre de cette recherche¹⁰¹ était un militant du P.C.E qui profitait de ses déplacements pour mettre son patron en contact avec des militants espagnols prêts à mener des actions contre l'occupant. Le degré de participation à la résistance des Espagnols a été variable en fonction de leur appartenance politique. Les communistes se sont abstenus de toute action jusqu'à l'invasion de l'URSS et ensuite, à l'exemple des communistes français, se sont engagés au maximum dans la résistance. Ils ont créé l'U.N.E « Union nationale de tous les Espagnols » pour tenter de fédérer un maximum de réfugiés dans la lutte contre l'occupant allemand et le régime de Vichy. Ceux qui étaient hostiles à entrer dans une organisation noyautée par le P.C.E, se sont rapprochés de la résistance française. Les anarchistes qui étaient les plus nombreux en

¹⁰⁰ P.Duboisset, op cit p 38.

¹⁰¹ Interview de Claudie Zaldivar, enregistré par Aude Rémy, avril 2007.

Auvergne considéraient que leur objectif devait se limiter à l'Espagne mais au fil du temps, ils ont pensé que la victoire sur le nazisme entraînerait la chute du franquisme et ils ont participé à plusieurs maquis.

Sur le chantier du barrage de l'Aigle dans le Cantal, un important maquis espagnol s'est constitué pour mener des opérations de sabotage. 200 militants anarchistes de la CNT travaillaient sur ce chantier. C'est en 1942 qu'ils ont décidé de s'engager en établissant le contact avec le personnel de la direction du barrage qui appartenait à la résistance française :

« Ils nous invitèrent à les rejoindre si nous préférons lutter à leurs côtés plutôt que dans les groupes de guérilleros de l'U.N.E...En quelques jours nous avons organisé quatre groupes d'hommes... Notre première opération de sabotage consista à faire sauter la route qui allait de Salers au col de Néronne...Elle fut exécutée à la plus grande satisfaction du commandement français et nous valut les honneurs d'être désignés pour la destruction et le minage d'autres routes ...A la fin du mois d'août 1944, on peut dire que toute l'Auvergne était totalement aux mains de la résistance...Le 31 octobre 1944, date à laquelle tous les FFI devaient s'intégrer à l'armée régulière, nous avons décidé d'arrêter là notre action de combattant pour la liberté de la France.. »¹⁰²

Pour de nombreux réfugiés espagnols, la participation des leurs à la résistance devait entraîner ultérieurement un engagement français contre le régime franquiste. Le dépit qu'ils ont ressenti après la libération de voir la France et les démocraties reconnaître le régime franquiste a miné sérieusement leur espoir de renverser rapidement Franco et de rentrer triomphalement dans leur pays. Cela a contribué à renforcer leur stabilisation en France. Même si les demandes de naturalisation n'ont pas été considérables dès l'après-guerre, on a observé d'autres signes d'un processus d'intégration locale. De nombreux mariages mixtes ont été enregistrés entre réfugiés et conjoints français rencontrés dans les lieux où étaient implantées les GTE. Des signes d'ascension sociale comme la création de petites entreprises et l'ouverture de commerces ont été observés. Malgré cela une activité politique intense s'est poursuivie en direction de l'Espagne à travers les partis politiques espagnols réorganisés. Cette activité a surtout pris la forme de manifestations culturelles destinées à récolter de l'argent et à soutenir les actions contre le régime franquiste. Quelquefois certains réfugiés de la région ont passé la frontière pour tenter de reprendre la lutte armée en Espagne. L'échec rencontré par la plupart d'entre eux a peu à peu dissuadé les militants de recourir à ce type d'action. Le combat est resté d'ordre essentiellement idéologique. Cela a contribué à maintenir un lien très fort entre les réfugiés sans s'opposer en rien à leur intégration locale.

Au fil du temps, le nombre de réfugiés va aller en diminuant tandis qu'augmentera le nombre d'immigrés économiques. En 1973, ils ne sont plus que 520 sur 8705 ressortissants espagnols présents dans la région. Très peu sont rentrés en Espagne malgré l'amnistie offerte par Franco en 1955. Vingt ans plus tard, à la mort du caudillo, cela n'a plus grand sens de retourner s'installer en Espagne. La grande majorité a créé des attaches en Auvergne et leurs rangs commencent à s'éclaircir.

Quelques Auvergnats, enfants de réfugiés se sont organisés depuis 1989 pour recueillir les témoignages qui peuvent l'être encore. La sollicitation de la mémoire pourra peut-être ainsi fournir de nouvelles données à l'histoire et permettra sans doute de conserver le souvenir d'une immigration née d'un des événements les plus tragiques du siècle dernier et qui a croisé l'histoire locale à travers les années de l'occupation et de la résistance.

¹⁰² Témoignages cités dans l'ouvrage de Frédérica Montseny, **Pasion y muerte de los Espanoles en Francia**, Toulouse, Editions Espoir, p 135-140.

Autres réfugiés ailleurs en Auvergne

D'autres travaux universitaires abordent la question des réfugiés en Auvergne pendant la deuxième guerre mondiale. Francis Koerner a étudié le profil des étrangers qui ont été internés dans les camps de Bourg-lastic et de Huriel entre le début de la guerre en septembre 1939 et la défaite de juin 1940¹⁰³. 680 personnes soupçonnées de sympathie envers l'ennemi sont passées par ces camps. Rassemblés d'abord à Bourg-Lastic pour y être interrogés et examinés médicalement, ceux qui restent suspects sont ensuite orientés vers Huriel. Les internés s'efforcent de mobiliser leurs relations pour obtenir des certificats de loyalisme envers la France. Plus de la moitié y parviennent et sont rapidement libérés. Parmi les internés, on compte des Polonais, des Tchécoslovaques et surtout des Allemands et Autrichiens, persécutés par le régime nazi et récemment réfugiés en France. Cela explique le nombre important de Juifs parmi ces derniers. Les soupçons à leur égard oscillent entre des engagements communistes et une appartenance à la mythique cinquième colonne. Beaucoup d'entre eux appartiennent à des milieux aisés et trouvent des garants parmi des personnalités françaises connues et des gradés de l'armée. D'autres sont libérés pour raisons de santé. Certains sont poussés à s'engager dans la légion étrangère, 128 au total, soit 18% du nombre total des internés. Ceux qui restent, pour la plupart soupçonnés d'être communistes, sont dirigés vers d'autres camps en dehors de l'Auvergne, les femmes se retrouvant en particulier à Gurs, dans les Pyrénées atlantiques où les conditions de vie particulièrement précaires. Cela amènera les premières interventions humanitaires de la CIMADE. Les camps d'Auvergne n'ont donc joué qu'un rôle de transit pour une population dont on perd la trace une fois sortie de ces lieux.

Le travail de François Boulet¹⁰⁴ qui prend pour objet la Haute-Loire entre 1936 et 1944 présente l'intérêt de montrer comment, dans un département rural à 82% où les étrangers sont toujours restés en dessous de 1% de la population, la guerre entraîne de nouvelles arrivées et une nouvelle répartition des immigrés tout en provoquant des réactions diverses de la part des sociétés locales.

En 1936, on recense en Haute-Loire 1 806 étrangers sur une population de 228 076 habitants, soit 0,74 % de la population. Il s'agit d'une immigration essentiellement ouvrière qui se concentre dans les rares bassins d'emploi minier et industriel que compte le département, essentiellement le nord du Brivadois qui avec les communes de Frugères-les-mines, de Sainte-Florine et Vergongheon prolonge le bassin minier de Brassac dans le Puy-de-Dôme. Italiens, Polonais et Yougoslaves y représentent les groupes les plus importants.

En 1946, la population étrangère est passée à 2 116 personnes et représente 0,93% de la population totale, avec une répartition très différente. Les immigrés des bassins miniers et industriels qui constituaient 40% des étrangers en 1936 n'en représentent plus que 28% dix ans plus tard. La population étrangère a progressé dans les communes urbaines comme le Puy en Velay, Yssingeaux, Montfaucon et Langeac mais surtout dans certaines zones rurales comme aux alentours de la commune du Chambon-sur-Lignon. Cette augmentation est due essentiellement à l'arrivée de réfugiés. Ce sont d'abord des Polonais, dont beaucoup d'officiers de l'armée défaite en 1939 par l'offensive allemande. Ils sont installés à Langeac puis à Montfaucon et à Yssingeaux. On retrouve des Polonais ainsi que des Allemands, des Russes, des Autrichiens et des Roumains dans le canton de Tence. Il s'agit là majoritairement de réfugiés de confession juive qui trouvent dans le microcosme protestant local une

¹⁰³ F.Koerner, Les camps de Bourg-lastic et Huriel en Auvergne, *Etudes bourbonnaises*, n°246, 4^e trimestre 1988, pp 97-106.

¹⁰⁴ F.Boulet, Etrangers et Juifs en Haute-Loire de 1936 à 1946, Association des cahiers de la Haute-Loire, Le Puy-en-Velay, 1992.

protection plus rassurante qu'ailleurs. La présence de nombreux Suisses dans ce secteur, pasteurs et membres d'organisations humanitaires, leur permet aussi d'être exfiltrés vers la Confédération Helvétique.

Les réfugiés les plus nombreux sont toutefois les Espagnols. Dès 1937, le département en reçoit près de 500 dont 85 % de femmes et d'enfants. A partir de 1939, il en arrive 1 115 avec 45 % de femmes, 45 % d'enfants, 9 % de vieillards et moins de 1% d'hommes valides.¹⁰⁵ La préfecture qui s'efforce de répartir ces réfugiés dans plusieurs communes se heurte au refus de nombre d'entre elles de les accueillir. Les maires mettent en avant d'abord des arguments économiques. Les budgets municipaux ne permettent pas de secourir les réfugiés. En fait les aides préfectorales complètent les allocations que les communes doivent fournir aux réfugiés. La crainte d'une accentuation du chômage due à l'arrivée des réfugiés est aussi mise en avant.

Des arguments idéologiques sont aussi invoqués pour justifier la prévention des populations locales envers les républicains espagnols soupçonnés d'anticléricalisme. Le maire d'une commune pressentie pour l'accueil des réfugiés écrit ainsi au préfet du département :

«Les propriétaires ne veulent à aucun prix céder leurs logements pour les réfugiés espagnols. On les regarde sinon comme responsables, du moins comme solidaires des atrocités sans nom commises par les anarcho-communistes du gouvernement révolutionnaire d'Espagne, comme des complices des massacreurs de prêtres et de religieuses qui ne quittent leur pays que pour se soustraire à la juste punition de leurs crimes »¹⁰⁶

Dans le canton de Tence où le préfet a imposé la présence d'un grand nombre de réfugiés, en utilisant les nombreuses infrastructures touristiques et où la plupart des communes sont gérées par des élus de la gauche républicaine, les réticences sont également nombreuses. Elles sont avant tout liées à des soucis commerciaux. Les nombreux hôteliers de ce secteur craignent que la mauvaise réputation des Espagnols fasse fuir les touristes. Ils seront installés dans un camp d'hébergement aménagé à deux kilomètres de la ville.

Il y a incontestablement une « peur de l'Espagnol » assez généralisée en Haute-Loire pendant les années qui précèdent la guerre. A leur réputation de « rouges » s'ajoute le piètre état dans lequel ils se trouvent. La crainte des épidémies qu'ils pourraient propager se joint aux autres préventions économiques, idéologiques et morales qui existent déjà à leur encontre. Ces diverses réticences expliquent qu'en 1940, il ne reste plus que 109 réfugiés dans le département, soit le dixième du nombre arrivé un an plus tôt.

La montagne refuge

Cette violente xénophobie anti-espagnole qui se situe dans la continuité de l'image négative de cette population constituée en Auvergne à travers les expériences d'accueil des réfugiés carlistes au XIXe siècle, ne se retrouve que faiblement contre les divers réfugiés juifs venus dans le département après 1940.

François Boulet repère des manifestations d'antisémitisme dans la population dès l'arrivée des nombreux réfugiés pendant le période de la débâcle.¹⁰⁷ Le préfet note que la promulgation du statut des Juifs par le gouvernement de Vichy ne provoque pas d'émotion particulière au sein de la population départementale. Dès l'été 1940, près de 200 Juifs étrangers sont rassemblés et envoyés dans le sud-ouest aux camps de Gurs et de Agde. Le

¹⁰⁵ Archives départementales de la Haute-Loire 12W74, Etat des réfugiés espagnols, 11 février 1939.

¹⁰⁶ ADHL 12 W 208, lettre du maire de Goudet à M. Le Préfet, 31 janvier 1939.

¹⁰⁷ Certaines estimations parlent de près de 50000 personnes évacuées ou réfugiées venues en Haute-Loire après juin 1940. F. Boulet op cit p 322.

camp d'hébergement situé près de Tence, après avoir accueilli les Espagnols servira à la fin de l'année 1940 à l'internement d'une centaine de Juifs de nationalité allemande. Après la promulgation du second statut des Juifs en Juin 1941, la préfecture recense dans le département 672 Juifs français et 216 juifs étrangers. Cette population est dispersée entre Le Puy, Brioude, Langeac et surtout le plateau du Chambon-sur-Lignon.

Dans les villes, on trouve l'expression de l'antisémitisme traditionnel, présent surtout dans le milieu des petits commerçants qui accusent les Juifs de pratiquer le marché noir et de leur livrer une concurrence déloyale.

Toutefois, plusieurs faits enregistrés dès 1942 témoignent plutôt d'une réaction générale de sympathie envers les victimes des persécutions. Les rafles organisées par les autorités de Vichy en 1942 et 1943 sont un échec. Les services de police concernés déplorent que les gens aient été prévenus à l'avance et qu'il y ait des complicités parmi les responsables du service des étrangers et parmi les médecins qui déclarent un grand nombre de gens inaptes au travail.¹⁰⁸

Dans le secteur du Chambon-sur-Lignon, c'est une véritable organisation de la résistance à la politique antisémite de Vichy qui se met en place. Le particularisme historique et religieux de cette zone explique le mouvement de sympathie qui s'est manifesté envers les Juifs à cette époque. Tout d'abord, l'idéologie de la révolution nationale diffusée par le régime de Vichy, avec au départ un fort appui de la hiérarchie catholique, a créé un malaise au sein d'une population protestante gardant le souvenir de persécutions nombreuses. Les rapports du Préfet Robert Brach, en poste dans la Haute-Loire pendant la guerre, témoignent de son souci de calmer les inquiétudes de ce milieu devant les initiatives du gouvernement de Vichy. Ainsi il écrit le 5 septembre 1941 :

« J'ai pu au cours du mois qui vient de s'écouler entrer en rapport avec plusieurs pasteurs. Je vous avais signalé dans mon précédent compte-rendu que l'opinion dans les milieux protestants paraissait inquiète, les protestants semblent craindre que les mesures prises contre les Juifs le soient incessamment contre eux. »¹⁰⁹

Une solidarité active s'exerce vis-à-vis des réfugiés juifs dont beaucoup d'Allemands appartenant à des milieux sociaux plutôt favorisés. Sur les 544 élèves inscrits à l'école nouvelle cévenole pendant la guerre, au moins 25 % se déclarent Juifs, ce qui traduit l'existence d'un certain climat de confiance. Cette protection active des réfugiés de confession juive n'aurait sans doute pas été aussi efficace sans une bienveillance des autorités administratives. Le préfet Robert Brach, bien qu'étant lui-même un catholique conservateur, au début favorable au régime pétainiste, développe peu à peu des relations excellentes avec les pasteurs du secteur et couvre leurs activités de protection et d'exfiltration vers la Suisse des nombreux Juifs français et étrangers qui ont trouvé refuge dans la « montagne ».

Il a existé aussi une résistance active des étrangers. Au Chambon-sur-Lignon, se constitue en 1943 un véritable maquis juif qui agit en étroite relation avec la population protestante. Ce maquis participe à la prise de la caserne Romeuf au Puy le 17 août 1944. Des Polonais de la région de Sainte-Florine participent au combat du Mont Mouchet en juin 1944. Sur les 240 noms gravés sur les monuments dédiés aux martyrs de la Haute-Loire sous l'occupation, 33 sont des noms étrangers.¹¹⁰

¹⁰⁸ ADHL 12 W15. Commission mixte de contrôle technique du Puy-en-Velay avril 1943.

¹⁰⁹ Archives nationales ; FICIII 1162 cité par F.Boulet op cit p 349.

¹¹⁰ Fernand Boyer **Témoins de pierre du sang versé. Les monuments de la résistance en Haute-Loire.** Le Puy, p 233-242.

Ainsi donc, malgré la xénophobie initiale exprimée à l'encontre des réfugiés espagnols et malgré l'antisémitisme d'une partie de l'opinion publique, les étrangers victimes de persécutions ont trouvé en Auvergne une protection plus efficace que dans bien d'autres régions et ils ont à leur tour contribué activement à la résistance.

Au recensement de 1946, on trouve en Auvergne une population immigrée manifestement bien stabilisée. A cette date l'Auvergne compte 27324 étrangers pour 1246637 habitants, soit un taux de 2,2 %. Il y a une progression par rapport au recensement de 1936 où l'on comptait 23570 étrangers sur une population totale de 1283990, soit 1,83 % de la population. Cela contraste avec la situation au niveau national où il y a une baisse du nombre et de la proportion des étrangers par rapport à l'avant-guerre. Ceux-ci sont alors 1743619 et représentent 4,4 % de la population totale contre plus de 6 % dix ans auparavant. Région refuge pendant la guerre, l'Auvergne voit donc augmenter sa population immigrée en 1946, alors que l'on observe une diminution au niveau national. En ce qui concerne la répartition par nationalité, on observe également quelques dissemblances par rapport à la situation au niveau de l'ensemble du pays. Les Polonais restent le premier groupe en importance devant les Espagnols qui ont beaucoup progressé. Les Italiens, premier groupe au niveau national ne viennent qu'en troisième position en Auvergne. Dans ces principales nationalités, on constate un quasi équilibre entre hommes et femmes. Les industries auvergnates ont peu souffert de la guerre et vont pouvoir redémarrer rapidement assurant de l'emploi à la main d'œuvre présente et entraînant même assez rapidement de nouvelles arrivées. Dans le même temps au niveau régional, l'exode rural continue et les villes vont connaître une croissance qui va générer de nouvelles offres d'emploi dans le secteur du bâtiment et des travaux publics.

TROISIEME PARTIE

L'IMMIGRATION DANS LA SECONDE MOITIE DU XX^e SIECLE

La prépondérance espagnole

Au recensement de 1954, les effets de l'arrivée des réfugiés en Auvergne pendant la guerre se sont déjà dissipés. La population étrangère est redescendue à son niveau de 1936 avec 23 740 personnes et elle représente 1,9 % de la population de la région et 1,3 % de la population étrangère présente en France, estimée alors à 1 766 100 personnes, soit 4,1 % de la population du pays. La baisse du nombre d'étrangers par rapport au recensement précédent s'explique moins par des départs que par une importante vague de naturalisation. Les années qui ont suivi la libération ont été, en Auvergne comme ailleurs, très propices à l'acquisition de la nationalité française par des étrangers conscients de ne pas pouvoir rentrer dans leur pays. Les pays d'Europe de l'est se trouvent alors sous des régimes totalitaires et en Espagne le régime franquiste ne semble pas prêt d'être délogé.

Au fur et à mesure que certains étrangers prennent la nationalité française, d'autres arrivent de leur pays d'origine. C'est ce qui explique la croissance du nombre d'Espagnols qui deviennent alors le groupe le plus important numériquement.

L'Auvergne qui avait reçu les premiers réfugiés espagnols dès 1936 a vu sa population espagnole passer de 2781 à 6387 en dix ans, soit +130 % d'augmentation alors qu'au niveau de la France entière, l'augmentation n'a été alors que de +20 %. Entre 1946 et 1968 cette population voit encore doubler ses effectifs, dépassant les 12000 personnes en 1968 et restant la première communauté étrangère en importance de la région des années 1950 à la fin des années 1960 avant d'être dépassée par l'arrivée massive des Portugais. Il s'agit de façon très majoritaire d'immigrés économiques, bien que les flux de réfugiés aient continué d'arriver de façon beaucoup plus réduite jusque dans ces années là. En 1954, dans le Puy-de-Dôme, les réfugiés représentent encore environ 1500 personnes sur une population de 3543 Espagnols¹¹¹. En 1963, ils sont encore 1175, selon la préfecture mais ne représentent plus que 20 % de la communauté espagnole de ce département. En 1973, ils sont encore 520 mais ne constituent plus que 7% de la communauté espagnole. A partir de cette époque, la population espagnole de l'Auvergne diminue considérablement. Le nombre de naturalisations en est la principale cause. Francis Koerner indique qu'au recensement de 1968, dans le Puy-de-Dôme, 2870 Espagnols avaient acquis la nationalité française, soit près du tiers des immigrés espagnols présents alors.¹¹² Ce fort mouvement de naturalisation va se poursuivre et s'amplifier. En 1982, ils représentent le premier groupe d'étrangers naturalisés de la région Auvergne, soit plus de 24 % de l'ensemble des naturalisés¹¹³ et en 1999 avec 3365 Français par acquisition d'origine espagnols, le nombre des immigrés devenus Français surpasse nettement le nombre de ceux qui ont gardé leur nationalité d'origine.

Leur présence est surtout forte dans les villes, à Clermont-Ferrand, à Thiers, à Issoire, à Montluçon. Alors qu'avant la guerre ils étaient surtout présents dans les mines et dans le bâtiment ainsi que dans l'agriculture, à partir des années 1950, ils se répartissent sur un éventail très large d'activités. Si le bâtiment et les travaux publics restent un secteur qui les emploie beaucoup, c'est surtout l'industrie qui regroupe les effectifs les plus importants. Ils sont en particulier très nombreux chez Michelin qui, pourtant les considérait avant la guerre avec beaucoup de méfiance. En 1962, avec plus de 800 personnes, ils représentent plus de 54

¹¹¹ P.Duboisset, op cit p 74

¹¹² F.Koerner, L'immigration et l'intégration des populations étrangères présentes dans le Puy-de-Dôme, **Cahiers d'histoire**, t XXXII, n°1, 1987, p 55.

¹¹³ N.De Bouard, « Les Français par acquisition », **La point économique de l'Auvergne**, n°8, 1987.

% de la main d'œuvre étrangère de la firme et seront privilégiés, avec les Portugais, dans le recrutement massif que fera l'entreprise en 1970.¹¹⁴ Que s'est-il passé pour que cet employeur réputé hostile à toute embauche de travailleurs susceptibles de propager des idées quelque peu contestatrices ait revu son jugement concernant les Espagnols, souvent remarqués dans les mouvements sociaux de l'avant-guerre ?

D'une part la grande masse des nouveaux arrivants est constituée d'immigrés économiques venant des zones rurales pauvres et politiquement plutôt conservatrices. D'autre part, même les plus politisés des Espagnols résidant dans la région semblent avoir opté pour une attitude discrète. Du fait de la reconnaissance par la France du régime franquiste et de l'interdiction des activités du Parti communiste espagnol en France en 1950, dans le contexte particulier du début de la guerre froide, le climat de surveillance policière pouvait inquiéter les immigrés et les conduire à manifester le moins possible leurs convictions. La volonté de trouver un emploi et de le conserver primait sur le désir d'engagement dans l'espace public. Claudie Zaldivar, fille d'un réfugié, ex-membre dirigeant du P.C.E, précise que son père, devenu commerçant à Riom, faisait tout pour cacher son passé communiste par peur de perdre sa clientèle.¹¹⁵ Malgré une vie politique interne qui est restée intense des années 1950 aux années 1970, les impératifs économiques primaient sur les considérations politiques. Jean-Philippe Luis se demande même si les réfugiés venus après 1945 n'étaient pas davantage motivés par des raisons économiques que politiques.¹¹⁶

L'ascension sociale dans la région semble être la principale préoccupation des immigrés dans ces années qui voient s'engager une période de prospérité encore jamais connue en France. Le travail de Albert Odouart¹¹⁷ sur les Espagnols de Romagnat montre bien comment ils sont passés en un quart de siècle d'une implantation dans les vieilles maisons du bourg à la construction de pavillons neufs en périphérie. Ils ont ainsi donné un exemple de stratégie résidentielle que les Portugais suivront encore plus massivement et dans des délais encore plus courts dans les années 1980.

Vie politique et culturelle

Mais ce souci pragmatique de réussite sociale qui habite les immigrés espagnols, comme à l'époque la plupart des Français de milieu ouvrier, ne les empêche en rien de maintenir une vie communautaire et culturelle très active. Cela est sans doute dû à la forte politisation de cette population. Bien qu'il n'y ait pas en Auvergne une présence de leaders importants ni d'organes d'expression largement diffusés, les diverses organisations de gauche se réorganisent très vite après la libération et maintiennent une activité qui reste intense jusqu'aux années 1970. Le P.C.E est la première force à se réorganiser. Selon les Renseignements Généraux, il comptait entre 260 et 300 militants dans le Puy-de-Dôme répartis dans huit sections locales¹¹⁸ Avant son interdiction en 1950, il contrôlait la moitié des associations espagnoles d'Auvergne. Il aura du mal à se relever de sa période d'interdiction mais restera la force politique espagnole la mieux organisée jusqu'à la mort de Franco. Le PSOE qui comptait six sections en 1948 n'en a plus que deux dans les années 1960, une à Clermont-Ferrand et une à Saint-Eloy-les-mines. L'UGTE qui lui reste liée semble demeurer

¹¹⁴ A.Gueslin, (dir) **Les hommes du pneu, les ouvriers Michelin (1940-1980)**, éditions de l'Atelier, Paris, 1999, p 263.

¹¹⁵ Interview recueilli par Aude Rémy, avril 2007.

¹¹⁶ J.Ph Luis, La comunidad espanola en Francia : le region de Auvergne, **Hispania**, Madrid, vol LXII, 2, Mayo-Agosto 2002, p 610.

¹¹⁷ A.Oudouart, « Note concernant la population étrangère de Romagnat », **Revue d'Auvergne**, n°88, 1974, pp 45-54.

¹¹⁸ Cité par J.Ph, Luis, op cit p 610.

plus influente et plus active. Les relations avec les socialistes espagnols, de l'autre côté des Pyrénées, resteront intenses jusqu'en 1975.

Mais le mouvement politique le plus présent en Auvergne est la CNTE, bien connue grâce au travail de Pierre Duboisset. En 1946, elle compte 583 membres. Les scissions entre politiques et apolitiques viendront affaiblir ce mouvement anarchiste qui sera ensuite interdit entre 1961 et 1975. L'originalité de cette organisation est d'avoir surtout développé des activités culturelles : festivals folkloriques, représentations théâtrales, conférences, excursions, visites de musées. Le «*Grupo Artístico Cultural*» qui était l'émanation de la section anarchiste de Clermont-Ferrand réalisa de nombreuses manifestations culturelles et festives permettant la conservation du patrimoine culturel et linguistique espagnol au sein des communautés immigrées en Auvergne. La vie associative espagnole a ainsi pu rester très vivante jusque dans les années 1970 et occupe encore aujourd'hui nombre de retraités.

Dominées par les partis politiques jusqu'en 1975, les associations se restructureront par la suite. En 1975 apparaît à Clermont-Ferrand le «*Centro-cultural y recreativo espanol*» qui s'implante en 1978 à Montluçon. A partir de 1981, un groupe affilié à la Fédération des Emigrants espagnols en France, réalise un programme radio en langue espagnole sur *Radio Altitude* qui émet depuis Clermont-Ferrand. Avec le temps les associations sont de moins en moins politisées et ont tendance à se regrouper devant la diminution du nombre de leurs adhérents. Les deux principales fédérations d'immigrés espagnols en France fusionnent en 1991 pour créer la Fédération des associations et centres d'émigrés espagnols en France (FACEEF). Trois importantes associations espagnoles d'Auvergne sont affiliées à cette fédération. Outre le centre culturel et récréatif de Clermont-Ferrand et Montluçon déjà cité, on trouve les *Amitiés franco-espagnoles* de Riom et l'association valencienne du Puy-en-Velay dont la création récente témoigne de l'impact de la montée des identités régionales dans l'immigration en France.

Mieux connue à travers les travaux sur les réfugiés politiques qu'à travers ceux, très rares, concernant les flux de travailleurs, l'immigration espagnole en Auvergne peut être considérée aujourd'hui comme définitivement arrêtée, après près d'un siècle et demi de flux significatifs. Ce que l'on en sait peut donner l'exemple d'un groupe qui, bien que souvent touché par les vicissitudes de l'histoire et assez souvent mal accueilli, a en fin de compte réussi à trouver sa place dans la société locale sans perdre pour autant la conscience de son identité culturelle.

Une intégration réussie

L'Auvergne n'a pourtant pas accueilli de leaders connus ni d'intellectuels ou d'artistes prestigieux, contrairement à Paris, Toulouse ou Bordeaux qui ont été des villes d'expression de l'intelligentsia espagnole en exil ou comme Montpellier qui a été une base de repli pour les nationalistes catalans pendant la période franquiste. Qu'il s'agisse des réfugiés ou des immigrés économiques, la majorité des Espagnols venus en Auvergne appartenaient à des milieux sociaux modestes, sans tradition intellectuelle. Il n'y avait pas non plus un noyau de personnes issues de la même région qui auraient pu cultiver à l'étranger l'expression d'une culture régionale. La majorité venait des provinces du nord de l'Espagne et de la côte atlantique : Asturies, Galice, Estramadoure. Un petit groupe était originaire du sud, de la région de Valence et de l'Andalousie. Le relatif éparpillement résidentiel et professionnel explique aussi qu'il ne soit pas facile de trouver des sources d'informations très compactes à leur sujet. Leur vie religieuse en Auvergne n'exprime pas non plus un sentiment d'appartenance communautaire comme dans le cas des Polonais et des Portugais. Un prêtre espagnol a été rattaché dans les années 1950 à la paroisse Notre-Dame du Port à Clermont-

Ferrand. Les divisions de la population entre pratiquants et anticléricaux n'ont pas facilité un investissement collectif à l'occasion des fêtes religieuses.

C'est plutôt à travers les manifestations culturelles que la population espagnole a pu garder conscience de son identité. Dès 1941, la troupe artistique du 662^e GTE créée à Manzat se produit à travers toute l'Auvergne dans le cadre de galas de bienfaisance qui visent à récolter de l'argent pour l'aide aux réfugiés mais favorise aussi les rencontres. Après la libération, la CNT anime le *Grupo artistico cultural* qui se produira trente deux fois en quinze ans d'existence.¹¹⁹ Réalisant des spectacles de danses, de chants ou des pièces de théâtre à contenu social, ces artistes amateurs expriment une authentique culture populaire qui attire aussi bien ceux qui restent politisés que les immigrés économiques qui le sont beaucoup moins. Grâce aux tournées entreprises dans toute la région, la population espagnole peut bénéficier de quelques soirées animées où l'on se retrouve dans l'ambiance du pays. Ces spectacles exclusivement en langue castillane n'attirent guère que les ressortissants espagnols et il n'en est rendu compte que dans la presse de la CNT. A lire celle-ci, il semble que les spectacles aient été de bonne qualité et en tout cas fort appréciés du public. Les activités culturelles organisées par les anarchistes ne se limitent pas aux spectacles reflétant la culture espagnole. De nombreuses sorties sont organisées pour découvrir les sites et les musées de l'Auvergne. Les conférences et les meetings abordent beaucoup plus les thèmes de société tels qu'ils peuvent être ressentis dans la société auvergnate de l'époque que les thèmes politiques étroitement liés à l'Espagne. On y parle de l'éducation des enfants, de la condition féminine, du contrôle des naissances.

Dissous en 1975, ce groupe artistique a incontestablement contribué au maintien d'une conscience d'identité culturelle qui n'était en rien antinomique à une démarche de recherche d'intégration locale. Aujourd'hui, alors que le nombre d'immigrés espagnols en Auvergne décline inexorablement, le théâtre reste un moyen de perpétuer la mémoire d'une communauté qui tend à se fondre dans la population locale comme en atteste le spectacle « Français là-bas, Espagnols ici » organisé à Riom en juillet 2006 par l'association des amitiés franco-espagnoles qui mettait en scène, en français, cette fois, la geste des exilés venus chercher refuge dans la région..¹²⁰

Le patrimoine mémoriel de l'immigration espagnole s'inscrit ainsi dans le patrimoine local, participant à la construction d'une identité européenne dépassant les frontières. C'est l'aboutissement étonnant du devenir d'une population immigrée à l'origine plutôt mal acceptée. Les manifestations culturelles espagnoles constituent aussi pour les historiens une matière qui reste à explorer en détails et qui reflète bien l'originalité de la trajectoire d'une immigration à la fois hétérogène et consciente de son identité collective.

¹¹⁹ P.Duboisset, op cit p 183.

¹²⁰ *La Montagne*, 23 juillet 2006

II - LES RAPATRIES DES COLONIES

Une terre d'accueil

Si l'immigration de l'après-guerre est à très nette dominante européenne, le mouvement de décolonisation qui commence dans les années 1950 va provoquer l'arrivée en Auvergne de nombreux rapatriés depuis l'Indochine d'abord, depuis l'Algérie ensuite. Comme toutes les régions rurales connaissant un déclin démographique, l'Auvergne de l'après-guerre dispose d'espaces fonciers et de bâtiments vides où il est possible d'installer rapidement des populations qu'il faut loger dans l'urgence. Certaines communes qui ont connu une perte de population importante se portent même candidates pour recevoir des familles que les changements politiques survenus dans l'outre-mer français ont rendu brusquement indésirables dans des pays où elles vivaient depuis longtemps, voire depuis toujours.

C'est le cas de Noyant d'Allier, ex-village minier, situé à une vingtaine de kilomètres au sud de Moulins dont la municipalité demande en 1954 à accueillir des familles obligées de quitter les pays de l'ancienne Indochine française. Elle saisit de sa demande le CAFI, Centre d'Accueil des Français d'Indochine créé après la signature des accords de Genève qui mettent fin à la présence française au Vietnam. Derrière cette demande, il y a un souci d'éviter la désertification du village. Noyant s'est développé au XIXe siècle grâce à la présence d'un gisement houiller qui a attiré une compagnie d'extraction du charbon. La compagnie a construit à proximité du bourg ancien un ensemble de logements pour mineurs inspiré de l'urbanisme des villes houillères du nord, les « corons ». Dans les années 1920, la commune accueille une importante population de Polonais recrutés directement par le comité central des houillères. Ils seront logés dans les Corons et, en vertu des accords bilatéraux passés entre la France et la Pologne bénéficieront, pour leurs enfants, d'un enseignement complémentaire donné dans les écoles du village par un instituteur polonais, rétribué par son gouvernement¹²¹. Il n'existe pas de travaux sur l'intégration de ces familles polonaises mais on peut penser que leur évolution a été semblable à celle de leurs compatriotes installés dans diverses villes minières de l'Auvergne et du centre. A la vie étroitement communautaire de la première génération, succède chez les enfants un désir de promotion sociale qui les amène à quitter la mine et à chercher de l'emploi ailleurs. A Noyant d'Allier, cela sera d'autant plus vrai que les mines ferment dès 1943. Les mineurs sont d'abord dirigés vers la commune de Saint-Hilaire et gardent leur résidence dans les corons de Noyant. Mais en 1949, la mine de Saint-Hilaire ferme à son tour. La plupart des familles de mineurs quittent peu à peu Noyant et les Corons restent vides.

De petite ville minière relativement prospère qu'elle était devenue, Noyant dépérit et la municipalité se déclare prête à accueillir toute population en quête d'un logement. Elle passe ainsi un accord avec le CAFI qui installe un centre d'accueil dans les anciens locaux de la mine et va organiser l'arrivée et l'installation de familles de rapatriés entre 1955 et 1965. Les premières familles arrivent en gare de Moulins la nuit du 28 octobre 1955. Elles sont accueillies par le député maire de Moulins, des représentants de la Croix-Rouge et les responsables du CAFI. Elles sont ensuite transportées en autocar à Noyant d'Allier où les maisons des Corons ont été rouvertes pour elles, nettoyées et meublées de façon sommaire. *La Montagne* réalise un reportage avec photographies sur cette première arrivée¹²². Il ressort

¹²¹ Pierre Jean Simon, **Rapatriés d'Indochine. Un village franco-indochinois en Bourbonnais**, Paris, L'Harmattan, 1981, p 115.

¹²² *La Montagne*, 29 octobre 1955

surtout de ce reportage que les rapatriés sont extrêmement démunis. Ils déclarent ne pas avoir eu le droit d'emporter avec eux plus de vingt kilos de bagages. Les personnes interviewées sont de « vrais » rapatriés. Il s'agit de Français métropolitains installés de longue date en Indochine. Ils y avaient des biens ou tenaient des commerces qui ont été nationalisés après l'indépendance. Mais avec eux arrivent des rapatriés qui n'ont jamais connu la France. Ce sont leurs épouses, vietnamiennes, cambodgiennes, laotiennes ou métisses qui ont toujours vécu en Indochine et leurs enfants qui y sont nés. Il y a aussi, avec eux, un certain nombre d'Eurasiens, Français par filiation ou des Vietnamiens devenus citoyens français à la suite de leur passage dans l'armée ou dans l'administration. Pour compléter le tout, on rencontre parmi les arrivants quelques Indiens, natifs des comptoirs, qui ont la nationalité française de longue date et qui se sont installés en Indochine et ont souvent épousé des Indochinoises. Cette première vague d'arrivées semble avoir bénéficié d'un accueil très solidaire de la part de la population de Noyant, même si l'article de *La Montagne* force quelque peu le trait, s'apitoyant beaucoup sur les malheurs des rapatriés et s'extasiant volontiers sur la générosité des Noyantais à leur égard. Il semble qu'il y ait eu effectivement un élan de sympathie pour les premiers arrivants de la part des habitants du bourg. Il y avait parmi eux des gens qui disposaient de bonnes situations en Indochine et avaient brutalement tout perdu. Il s'agissait de Français partis là-bas depuis des années avec lesquels il n'y avait aucun problème de communication linguistique. Cette solidarité alla en s'affaiblissant au fur et à mesure où arrivaient des familles à l'apparence beaucoup plus exotique. Dix ans après, Ida Simon-Barouh séjournant à Noyant pour les besoins de son enquête ethnologique notera que si les Noyantais exprimaient alors dans l'ensemble une opinion plutôt négative vis-à-vis des rapatriés, ils se souvenaient des premiers arrivants comme de gens « de qualité », avec lesquels le contact était facile.¹²³

Indochinois dans les Corons

Grâce à ce jeune couple d'ethnologues qui résida pendant un an dans les corons et aux deux ouvrages qu'ils ont tirés de leurs observations quotidiennes¹²⁴, nous connaissons très bien la situation des familles indochinoises de la commune et le type de relations qu'elles entretenaient avec la population locale au cours de l'année 1965 qui marquait la fin de l'accueil des rapatriés. Le tableau très précis qu'en donnent leurs travaux contraste avec le ton quelque peu simplificateur des articles des journaux locaux et avec la tonalité nostalgiquement ultra positive qui est aujourd'hui celle des documents publiés par les anciens habitants et par les associations qu'ils ont fondées. La commune qui compte aujourd'hui 930 habitants dont une bonne moitié de rapatriés indochinois en comptait 1705 en juin 1965 dont 691 « autochtones » et 1014 rapatriés. Parmi ceux-ci la part des enfants et adolescents est considérable. Il y a parmi eux 264 adultes et 750 enfants. Les familles de rapatriés compte en moyenne six enfants. Cela contraste avec la population noyantaise de souche composée d'anciens mineurs, de commerçants et d'agriculteurs avec une moyenne d'âge élevée et un nombre moyen d'enfants beaucoup plus faible : 504 adultes et 187 enfants et adolescents. La comparaison entre les pyramides des âges des deux populations fait apparaître deux mondes radicalement différents d'un point de vue démographique. Il semble que ce soit surtout cette dimension familiale et juvénile qui explique alors la sourde hostilité des Noyantais vis-à-vis des rapatriés. Cette hostilité n'a jamais engendré de conflit ouvert entre villageois de souche et rapatriés mais a plutôt favorisé une existence sociale séparée qui renforçait la ségrégation résidentielle de fait avec l'installation massive des familles indochinoises dans les corons situés à 500 mètres du bourg dont ils étaient séparés par le cimetière.

¹²³ I.Simon-Barouh, **Rapatriés d'Indochine. Deuxième génération**. L'Harmattan. 1981.

¹²⁴ P.J Simon, op cit et I.Simon-Barouh, op cit.

En 1965, la population des rapatriés s'est déjà relativement renouvelée. Parmi les tout premiers arrivés, certains sont partis ailleurs et d'autres les ont remplacés. L'accueil a cessé au 1^{er} janvier de cette année. La population asiatique est encore très marquée par l'empreinte de la culture des pays d'où elle vient. Cette domination des cultures asiatiques est renforcée par la quasi-absence des hommes qui constituaient l'élément le plus francisé. Du fait qu'il n'y a pratiquement pas d'emploi à Noyant même, ils sont obligés de partir travailler ailleurs. Les plus chanceux trouvent du travail à Moulins et rentrent pratiquement tous les soirs. D'autres doivent aller en région parisienne et ne reviennent que le dimanche. La vie familiale est dominée par les femmes qui, pour la plupart, s'expriment assez mal en français. Les emplois trouvés par les hommes sont peu qualifiés et mal payés. Les salaires qu'ils touchent suffisent à peine pour couvrir les frais de déplacement et d'hébergement liés à une activité professionnelle exercée loin de leur lieu d'habitat. De ce fait l'élément principal du budget familial est constitué par les allocations familiales perçues directement par les femmes. Celles-ci sont importantes du fait du nombre élevé d'enfants par famille. Elles sont aussi à la source des a priori négatifs de la population noyantaise vis-à-vis des rapatriés dont l'arrivée n'a pas provoqué la renaissance espérée du village.

« Que l'on bavarde avec les gens du bourg, avec les mineurs ou les habitants rapatriés des corons, deux sujets de conversation dominant. Pour les uns, il est question de Noyant, du Noyant d'autrefois, vivant, riche, florissant où les mineurs, polonais ou bourbonnais, dépensaient leur paie, village animé le samedi soir et le dimanche par les bals. Pauvre et triste aujourd'hui, avec cette population ajoutée qui a déçu les premières espérances, appendice improductif installé dans les corons et qui dépense surtout à Moulins ; ces « Indochinois » pour lesquels on n'a ni amitié, ni d'ailleurs véritable animosité ». Pour les autres, la conversation n'est pas, dans le fond différente de la précédente. On y parle du pays d'où l'on vient, où il faisait beau, où la vie était aisance et facilité. Ici, au contraire on est perdu dans la campagne ; on est devenu ou redevenu, loin des villes, des « nhà quê », des paysans. »¹²⁵

Le terme de *nhà quê* a une connotation péjorative en vietnamien et pourrait se traduire par « plouc ». Dans la bouche des rapatriés qui l'utilisent, il traduit un sentiment de déclassement social. Sans être des privilégiés, ceux-ci appartenaient tout de même dans leur pays à la société coloniale dominante et en France, ils sont renvoyés, surtout dans le cas des femmes, à une catégorie de population à laquelle elles avaient cru échapper grâce à leur mariage avec un citoyen français.

Le repli sur la culture d'origine observé dans ces premières années d'installation ne signifie pas qu'il y ait une authentique vie communautaire. Les rapatriés constituent une population très hétérogène du point de vue culturel et linguistique. Les métissages de divers degrés sont extrêmement nombreux. I.Simon-Barouh distingue 23 catégories ethniques d'hommes et 12 catégories de femmes qui en se mariant aboutissent à une démultiplication des catégories d'enfants. Parmi les pères, on distingue des Français métropolitains, des Antillais, des Réunionnais, des Allemands naturalisés, des Indiens de Pondichéry, des Vietnamiens de très vieille origine portugaise, des Franco-vietnamiens métis de première génération, quarterons ou octavons et même des « afrasiens », issus de métissages entre Africains et Asiatiques. Chez les mères l'éventail est moins large. Il y a des Vietnamiennes, des Cambodgiennes, des Laotiennes, des Indiennes, des Chinoises, des Eurasiennes de divers degrés, des sino-vietnamiennes, des indo-vietnamiennes.

¹²⁵ I.Simon-Barouh, op cit p 8.

Du point de vue linguistique, si les hommes parlent surtout français, au niveau des femmes, on parle un pidgin franco-vietnamien, on parle vietnamien, khmer, lao, cantonais et tamoul. Les enfants étant surtout en contact avec leurs mères ne commencent à parler français qu'après leur entrée à l'école et ils servent en général d'interprètes pour les mères. Peu à peu, du fait que l'élément vietnamien est dominant, cette langue, sous une forme assez appauvrie, tend à s'imposer comme la « langue des corons ». C'est elle que les femmes et les enfants utilisent dans leurs échanges quotidiens. I.Simon-Barouh note même que les enfants d'une famille d'anciens mineurs vivant dans les corons ont appris le vietnamien et s'expriment dans cette langue au cours de leurs jeux et échanges avec les enfants de rapatriés.

«Que ce soit à Noyant, mais aussi dans les autres écoles, les contacts avec les autres enfants sont réduits. On mentionnera seulement que les enfants d'une famille d'anciens mineurs des corons jouent avec les enfants rapatriés, leurs voisins. Mais l'échange ne se fait pas en français. Ces enfants de mineurs, cancrs réputés à l'école, ont pourtant appris le vietnamien et c'est en vietnamien qu'on les entend bavarder avec leurs camarades, chapardant avec eux au printemps, les fruits verts qu'ils s'en vont croquer avec du sel»¹²⁶.

Le chapardage des fruits et surtout leur consommation avant maturité et avec du sel en plus était une chose qui choquait les Noyantais de souche. Habitué au respect des arbres fruitiers et à la cueillette des fruits une fois mûrs, ils s'indignaient du comportement des enfants de rapatriés qui n'avaient ni le même respect ni les mêmes habitudes alimentaires. En fait, selon les auteurs déjà cités, c'est une des rares choses objectives qu'ils trouvaient à reprocher à des enfants qui, pour nombreux qu'ils soient, ne troublaient guère la quiétude du village et s'avéraient assez disciplinés en fin de compte, faisant les courses pour leurs parents, aidant aux tâches domestiques et servant d'interprètes auprès du médecin et de l'assistante sociale. A l'école, s'ils avaient au début des difficultés en raison de leur handicap linguistique, ils arrivaient en fin d'école primaire à rattraper le niveau et beaucoup pouvaient entrer en sixième au collège avec de bons résultats.

En 1965, les Indochinois vivent encore dans leur monde mais sans que cela ne handicape les enfants. Les mères de famille qui doivent faire face souvent seules à la prise en charge de leurs nombreux enfants et qui subissent, plus que leurs maris, le choc du dépaysement, parviennent à maintenir de nombreuses pratiques conformes à leurs cultures sur le plan culinaire et éducatif. Dans les jardins des maisons des corons elles parviennent à produire quelques fruits et légumes asiatiques. Les commerçants du bourg prennent l'habitude de se fournir en grande quantité de riz, chaque famille de rapatriés en consomme en moyenne près de 40 kg par mois.

L'analyse que font les auteurs cités dix ans après les premières arrivées à propos des relations entre Noyantais et rapatriés fait apparaître deux mondes qui, alors, se côtoient sans s'interpénétrer. Dans les lieux où ils peuvent se rencontrer, chez le médecin, à l'école, dans les commerces, Indochinois et Noyantais se placent chacun de leurs côtés et ne s'adressent presque pas la parole. A certaines occasions ces deux mondes séparés en rencontrent un troisième. Pour les fêtes, le CAFI de Noyant invite les quelques familles de harkis qui ont été installées dans les maisons de mineurs de Saint-Hilaire, à quelques kilomètres de là. Lors de la fête de Noël 1965, les chercheurs observent une absence totale de communication entre les trois groupes rassemblés dans le même lieu. Les tests qu'ils font passer aux enfants à l'école sur les stéréotypes ethniques révèlent que si chacun juge son groupe d'appartenance comme le plus pourvu en qualités, les enfants indochinois accordent déjà une grande valeur aux Français. Les deux groupes se rejoignent par contre pour exprimer des préjugés négatifs à

¹²⁶ I.Simon-Barouh, op cit p 158.

propos des « Arabes ». Les jeunes rapatriés sont déjà dans une dynamique où ils cherchent à s'identifier comme Français, plus français en tout cas que certains groupes qu'ils placent en dessous d'eux dans l'échelle des valeurs. Il n'empêche qu'ils gardent en parallèle une vision plutôt valorisée de leur culture d'origine.

Un village cosmopolite

Les évolutions ultérieures confirment cette amorce de processus d'intégration. Il n'y a malheureusement pas d'autres travaux approfondis sur Noyant. Le couple de chercheurs ne reviendra sur son « terrain » que quarante ans plus tard, en août 2005 pour la célébration du cinquantenaire de l'arrivée des rapatriés. Noyant apparaît alors comme une bourgade vieillissante que les jeunes, qu'ils soient européens et asiatiques, ont quittée depuis longtemps. En même temps, la commune joue la carte d'un cosmopolitisme bien assumé. Les enfants de rapatriés reviennent chaque été au village et la population y double tous les mois d'août. Le village est devenu le véritable lieu de leurs racines. Une association dénommée « Noyant, terre d'accueil » y a été fondée et par son intermédiaire plusieurs initiatives ont été prises pour valoriser le passé exotique du village. En 1983, une pagode bouddhiste a été construite avec un environnement évoquant l'Asie des moussons : jardins parsemés de statues, petits étangs plantés de nénuphars. Un peu plus tard, une statue d'un bouddha couché a été installée devant l'entrée des corons. En octobre 2005, on a inauguré sur l'emplacement des anciens jardins de la poste une statue de un mètre soixante représentant une jeune femme asiatique portant un enfant dans ses bras avec un autre un peu plus grand à ses côtés, en hommage au rôle qu'ont joué les mères dans l'intégration des familles au village. Plus récemment, un fils de rapatrié devenu ingénieur agronome a créé des rizières sur des terrains humides à proximité du village.

On peut parler d'un processus d'enracinement qui aboutit à faire de Noyant une petite terre d'Asie, au milieu de l'Auvergne. A partir de la fermeture du CAFI, les logements ont été vendus aux familles occupantes qui se sont ainsi senties davantage chez elles. Les enfants devenus adolescents tout en connaissant pour beaucoup une bonne réussite scolaire ont posé inévitablement les problèmes que pose toute population de cet âge. Une initiative a été prise en 1968 par le père Taque, alors curé de la paroisse, qui, préoccupé des problèmes de délinquance juvénile qui commençaient à agiter Noyant et les environs créa une « cité pour les jeunes », c'est-à-dire un lieu de rencontre autonome pour les adolescents où ils pouvaient parler d'eux-mêmes et rencontrer d'autres jeunes s'interrogeant aussi sur leur identité¹²⁷. Il semble que ce soit à partir de ce lieu de rencontre qu'ait démarré la vie associative et que ce soient élaborées les initiatives qui donnent aujourd'hui à Noyant l'allure exotique qui fait son image de marque. Cela n'allait pas de soi si l'on se réfère à la tendance à l'assimilation culturelle qui existait au début. La construction d'une pagode bouddhiste paraît surprenante pour qui en est resté au tableau dressé par les deux ethnologues en 1965. A l'époque, on ne compte parmi les rapatriés d'Indochine que 57 bouddhistes pour 191 catholiques. La tendance observée va dans le sens de la conversion au catholicisme des rapatriés qui ne le sont pas, ce qui traduit surtout un désir d'assimilation.

« Pour les parents, à Français est automatiquement associé catholique. La religion catholique prend alors une grande importance puisqu'elle est un moyen d'identification aux Français. C'est pourquoi, l'on observe à Noyant un phénomène en deux temps : une hésitation des mères non-catholiques à se convertir. Elles sont vietnamiennes. Elles ne se sentent (ni ne se veulent) des Françaises, et n'ont pas de raison d'adopter une religion pour laquelle elles

¹²⁷ Archives du site : Le magazine de Place publique, janvier 1999.

n'ont aucune espèce d'affinité. Par contre, leurs enfants qui eux, resteront désormais en France, qui devront s'adapter, qui y vivront, peuvent avoir besoin de cette religion car elle est la religion du peuple majoritaire. »¹²⁸

Depuis, plusieurs évolutions sociétales importantes ont eu lieu. Outre le déclin de la pratique catholique et l'engouement récent pour le bouddhisme, on peut penser que l'intégration n'est plus confondue, ni par les immigrés ni par nombre de Français, avec l'assimilation culturelle et religieuse. Noyant redécouvre depuis quelques années son passé pluriel. Le cosmopolitisme s'affiche. Dans la foulée de l'affirmation d'une identité culturelle asiatique, les descendants de mineurs polonais ont créé une association folklorique pour faire revivre leurs chants et danses. Ils ont ouvert un musée de la mine qui rappelle le rôle de leurs ancêtres dans la geste locale de la production charbonnière. Tout cela participe à une valorisation touristique de Noyant qui affiche fièrement les dix-huit nationalités composant sa population. La pagode bouddhiste plantée au milieu de la campagne bourbonnaise attire les visiteurs et, dans la foulée, on leur propose d'autres attractions, dans la veine cosmopolite. Il est vrai que la village n'a que peu de ressources aujourd'hui et que son inscription dans les circuits touristiques de l'Allier est un des rares moyens de générer un peu d'activité commerciale.

Quoiqu'il en soit, pour les enfants de rapatriés, aujourd'hui adultes, il y a un attachement qui s'exprime vis-à-vis du village et qui a pu se donner libre cours au moment de la célébration du cinquantenaire de l'ouverture du centre d'accueil. Les sites internet créés autour de l'évènement sont emplis d'évocations nostalgiques des années qui ont suivi l'arrivée des familles de rapatriés, comme le reflètent ces propos :

« Je peux témoigner de l'émotion des retrouvailles pour moi même après 35 ans d'absence, de revoir à chaque mètre sur le chemin des corons au bourg, mes amis d'enfance et les mères encore vivantes que nous appelons toutes nos « tatas ». J'ai revu le chêne centenaire qui se dresse toujours devant l'école de la mine fermée, cet arbre saura t'il un jour qu'il nous a insufflé à tous les enfants la rage de vivre et de survivre, d'avoir une position sociale et à moi la passion des poésies de Victor Hugo car je les récitais sous son pied. Quel choc de parler vietnamien avec un des fils du facteur Saint Léger (17 enfants bourbonnais nés de père et mère français qui ont grandi dans le village et ont adopté notre culture, notre langue et parlent le vietnamien couramment et mieux que certains enfants de rapatriés). La recherche d'identité a été longtemps notre quête toutes ces années dans le village....Aujourd'hui, plus de 40 ans après, arrivés à l'âge de la sérénité avec femmes maris et enfants, nous, enfants de rapatriés issus des corons de Noyant, avons compris, que nous sommes un exemple d'intégration. Beaucoup envisagent de rentrer à Noyant pour vivre leur retraite car ils se sentent en sécurité et il y règne une admirable fraternité. »¹²⁹

Bourg Lastic : camp de triste mémoire

Si Noyant d'Allier apparaît aujourd'hui pour les rapatriés d'Indochine comme un lieu somme toute positif qui rappelle un certain nombre des souvenirs heureux, il n'en va pas de même pour le camp de Bourg Lastic aux yeux des rapatriés musulmans d'Algérie. Ce camp militaire de près de cinquante hectares, situé sur la commune de Briffons, est géré par le 92^e régiment d'infanterie de Clermont-Ferrand. Il a déjà servi comme camp de « criblage » en 1939 pour le rassemblement des étrangers soupçonnés de sympathie envers l'ennemi. Plus

¹²⁸ I.Simon-Barouh, op cit P 278.

¹²⁹ Agnès Bosc-Robert, septembre 2006, site internet : Noyant03.free.fr.

tard, il servira à l'hébergement des Kurdes d'Irak acheminés depuis la Turquie à l'initiative de la Fondation France-Libertés. Bien qu'il n'ait été occupé que trois mois par les familles de rapatriés musulmans, il incarne, dans leur souvenir, un épisode tragique de leur passé, celui d'une arrivée précipitée et d'une installation dans l'urgence, sur un fonds d'insécurité et de précarité. Pour la France, il incarne la mauvaise conscience vis-à-vis des supplétifs de l'armée abandonnés aux massacres après l'indépendance de l'Algérie et l'échec de l'intégration d'une partie de leurs descendants demeurés trop longtemps isolés dans des camps, des hameaux de forestage ou des cités spécifiques. Tout cela demeure matérialisé par le cimetière d'enfants, dont l'entretien a été longtemps assuré par les militaires du 92^e R.I, à titre bénévole et transféré en 2005 à l'association AJIR qui a souhaité en faire un lieu de mémoire. Onze enfants morts en bas âge des conséquences de ce qu'avaient vécu leurs mères ou du manque de moyens médicaux déployés dans le camp, reposent là, victimes innocentes de l'un des drames du siècle passé.

Le bref séjour que firent à Bourg-Lastic près de 5000 personnes, hommes, femmes et enfants, entre le 24 juin et le 25 septembre 1962 est bien connu grâce au travail réalisé en 2001 par l'office des anciens combattants et victimes de guerre du Puy-de-Dôme¹³⁰. En utilisant les archives départementales, les services historiques de la gendarmerie et de la défense et en recueillant quelques témoignages, la plaquette éditée à l'occasion de la journée nationale d'hommage aux harkis rend bien compte des difficultés vécues par la population qui avait été transférée là dans l'urgence et qui, vu la précarité dans laquelle elle devait vivre, a été rapidement orientée vers d'autres lieux de résidence.

La courte et douloureuse histoire de ce séjour illustre bien le drame de ces supplétifs transférés dans l'urgence en France, souvent sur la seule initiative de l'armée et malgré les consignes officielles de les laisser en Algérie, au risque de les livrer au massacre. Ceux qui étaient liés à la marine ont eu plus de chance que les autres car leurs officiers disposaient des moyens de les transporter de l'autre côté de la méditerranée. C'est le cas pour les rapatriés musulmans qui sont arrivés à Bourg Lastic. La plupart d'entre eux appartenaient à des formations supplétives de l'infanterie de marine. Majoritairement originaires de grande Kabylie, ils ont été transportés par camions avec leurs familles depuis leurs villages jusqu'à Maison-Carrée près d'Alger, où ils ont été regroupés et protégés par l'armée. De là ils ont été embarqués, quelques mois plus tard, sur le porte-avions Lafayette et débarqués le 23 juin 1962 à Marseille. De là ils ont pris un train spécial qui les a conduits à la gare de Laqueuille puis ils ont été amenés en camions à Bourg Lastic. Rabah Mohammadi, né dans le camp le 20 Juillet 1962 et interviewé dans le cadre de cette recherche¹³¹ se souvient du récit que lui ont fait ses parents de leur départ d'Algérie :

« Quelques jours après le 19 mars et le désarmement, vers 4 ou 5 heures du matin, un capitaine est venu avec un camion et a dit aux parents : « Vous avez dix minutes, vous partez ou vous restez ! » Le village se situe du côté de Tizi-ouzou. Ils ont pris une grande cantine rouge, on a joué longtemps dedans quand on était petits et quand on l'a jetée, ça a fait un drame, une valise et un pot de lait rempli de gâteaux au miel. Ma mère était enceinte de huit mois. Il y avait plusieurs camions dans les villages alentour. Le convoi était formé alternativement de camions et d'automitrailleuses jusqu'à Alger, environ 100 km. Les gens croisés sur la route insultaient le convoi. »

¹³⁰ Le camp de harkis de Bourg Lastic, 24 juin 1962-25 septembre 1962. ONAC du Puy-de-Dôme, préface de Jean-Michel Bérard, préfet de la région Auvergne.

¹³¹ Entretien réalisé par Aude Rémy en mai 2007.

Le camp de Bourg Lastic a été le deuxième à être ouvert en France pour l'accueil des rapatriés musulmans d'Algérie après celui du Larzac. 818 personnes y arrivent le 24 juin 1962. Il s'agit de harkis et de moghaznis accompagnés de leurs familles¹³². D'autres convois arrivent en gare de Laqueuille les jours suivants. Le 3 juillet 2007, il y a 4945 rapatriés dont 1844 hommes, 1513 femmes et 1588 enfants. Pour les accueillir 500 tentes neuves ont été installées par village de 50 tentes. Elles couvrent une superficie de 25 à 30 hectares. On compte au début une dizaine de personnes par tente appartenant à la même famille. Au fil des arrivées, on est amené à installer plusieurs familles sous la même tente. Pour gérer cet immense village de toile, 90 officiers, sous-officiers et soldats du 92 R.I ont été détachés. Ils sont appuyés par trente officiers et sous-officiers SAS qui poursuivent leur mission d'action sociale engagée en Algérie. Il y a un service médical composé d'un capitaine médecin, de deux sous-lieutenants médecins et de trois infirmières. Le camp est protégé par la brigade de gendarmerie de Bourg Lastic car on craint des tentatives d'agression de la part de militants du FLN vivant dans la région.

Au fur et à mesure que la population augmente la gestion du camp devient difficile. Les hommes sont incités à chercher rapidement du travail. Une antenne du Secrétariat d'Etat chargé des rapatriés est installée dans le camp. En quelques jours, elle parvient à trouver un emploi à une centaine de chefs de famille qui quittent le camp. Mais ils sont obligés d'y revenir rapidement, se trouvant souvent harcelés et menacés par des Algériens nationalistes qui veulent poursuivre en France les règlements de compte engagés en Algérie. Au cours de l'été 1962, plusieurs cas de ce type sont signalés. On enregistre un certain nombre d'incidents perpétrés contre les harkis par des immigrés algériens de Clermont-Ferrand, membres du FLN qui tentent de leur extorquer des fonds ou leur proposent de s'engager dans leur parti quand ils ne les menacent pas de mort. Le quartier du Mazet devient un lieu dangereux à fréquenter pour les rapatriés. Le 2 Juillet, quelques uns d'entre eux partis y chercher un peu de distraction, manquent de se faire assassiner. Le 10 septembre 1962, deux anciens moghaznis venus chercher du travail à Clermont-Ferrand sont « contrôlés » par l'organisation locale du FLN. L'un d'eux, trouvé porteur de ses pièces militaires est égorgé, l'autre parvient à s'enfuir et se réfugie à Bourg Lastic. Ceux qui tentent leur chance en dehors de l'Auvergne sont aussi en butte à la rencontre avec des coreligionnaires nationalistes et, devant les menaces, s'empressent de revenir à Bourg Lastic où ils sont protégés par l'armée et la gendarmerie.

Devant la difficulté de « placer » les hommes valides, l'oisiveté gagne le camp. L'état d'esprit est marqué par l'insécurité et la précarité. Des disputes et des rixes éclatent entre des hommes qui, par désœuvrement, se sont mis à boire. L'état de santé de la population se dégrade, le personnel médical du camp étant débordé par la masse des problèmes. Malgré l'aide de quelques bénévoles, on enregistre un taux très élevé de mortalité infantile. Beaucoup d'enfants décèdent à la naissance ou dans les jours qui suivent. Les relations avec la population locale se dégradent. Les rapatriés ont du mal à intégrer certaines règles locales. Ils n'hésitent pas à se servir en fagots de bois entreposés par les paysans du secteur, croyant qu'il s'agit, comme en Kabylie, d'une propriété collective. Les femmes vont faire leur lessive dans les ruisseaux. Un harki tente de violer une agricultrice des environs. Les plaintes de la population locale se multiplient à l'encontre des rapatriés. Il est décidé de dissoudre le camp.

¹³² Les harkis étaient des supplétifs de l'armée organisés d'abord pour défendre les villages contre les entreprises d'embrigadement du FLN puis plus tard comme commandos menant des actions contre les maquis. Les moghaznis étaient des gardes chargés de la protection des officiers SAS (sections administratives spécialisées) qui menaient des actions de caractère social, scolaire ou médical au profit des populations civiles. Ces deux groupes sont loin de représenter tous les rapatriés musulmans d'Algérie qui comprenaient aussi des militaires d'active membres de l'armée française, des fonctionnaires et d'autres catégories de supplétifs comme les Groupes mobiles de sécurité et les groupes d'autodéfense chargés de la protection des populations.

Entre le 14 et le 22 septembre 1962, sept convois quittent la gare de Laqueuille. La grande majorité des familles se retrouvent au camp de Rivesaltes où elles devront passer tout l'hiver 1963. 290 personnes sont envoyées dans le nord de la France, certains hommes ayant été embauchés dans les mines.

Le devenir des harkis

La plupart des familles ne reviendront jamais en Auvergne, aucun hameau de forestage ni aucune cité de rapatriés n'ayant été installés dans la région. Rabah Mohammedi, n'aura fait que naître en Auvergne. Après Rivesaltes, sa famille se retrouve à Beauvais où son père a trouvé du travail. Il y passera toute son enfance et sa jeunesse et c'est bien longtemps après qu'il commencera à parler avec ses parents des conditions dans lesquelles ils avaient quitté l'Algérie. C'est le fait d'apprendre qu'il était né sous la tente au camp de Bourg Lastic qui l'a amené à prendre contact avec la section clermontoise de l'association AJIR pour faire un retour sur ses origines.

D'autres familles de rapatriés se retrouvent en Auvergne au gré des opportunités d'emploi et sans passer par des lieux de concentration de leurs semblables. C'est le cas de la famille de Mohand Hamoumou, actuel président d'AJIR et auteur de plusieurs travaux sur les rapatriés musulmans. Arrivé en France à l'âge de sept ans, passé d'abord par le camp du Larzac puis par celui de Rivesaltes dont il garde le souvenir d'un hiver rigoureux vécu sous la tente, il se retrouve quelques années dans un hameau de forestage en Dordogne puis dans une petite ville du même département, sa famille étant la seule famille de rapatriés dans cette commune. Son oncle ayant obtenu un emploi à Clermont-Ferrand, il se retrouve installé dans une maison à Volvic, fréquentant sans problème particulier les immigrés algériens de la région.

« Un cousin germain engagé dans le FLN, venu à Clermont-Ferrand comme immigré fut pour moi comme un grand frère. Il m'emmenait avec lui dans les cafés arabes. Il était fier de mes résultats scolaires, et je servis d'écrivain public bénévole à des dizaines d'immigrés kabyles. J'ai découvert le monde de l'immigration de l'intérieur. »¹³³

Ses premiers travaux universitaires ont porté sur l'immigration algérienne et le processus d'acculturation. C'est en réalisant son mémoire de DESS en psychologie clinique auprès d'enfants d'immigrés algériens et d'enfants d'anciens harkis qu'il a été frappé par certaines perturbations exprimées par les tests de projection effectués par ces derniers. L'histoire de leur famille leur était inconnue et cette ignorance constituait pour eux une difficulté supplémentaire dans la construction de leur personnalité¹³⁴. Mais au-delà du problème de cette mémoire familiale refoulée, les enfants de rapatriés auprès desquels il a pu mener ses enquêtes ne lui sont pas apparus comme étant en échec du point de vue de leur intégration. Selon lui, la situation des Français musulmans en Auvergne est plutôt meilleure qu'au niveau national. Cela s'explique par l'absence de véritables lieux de relégation comme il en a existé longtemps dans le sud de la France où des hameaux forestiers, voire des camps en préfabriqués se sont pérennisés pendant des années compromettant durablement les possibilités d'intégration de ceux qui y habitaient.

¹³³ M.Hamoumou, **Et ils sont devenus harkis**, Fayard, Paris, 1993. p 28.

¹³⁴ M.Hamoumou, *Essai d'analyse du vécu des jeunes d'origine algérienne*, mémoire de DESS de psychologie clinique, 1982, Université Blaise Pascal, Clermont-Ferrand.

Une enquête statistique réalisée en 1990 dans le Puy-de-Dôme auprès de 800 personnes faisait ressortir que 85 % des jeunes de seize ans avaient un niveau égal ou supérieur au BEPC contre 15 % seulement des jeunes ayant longtemps vécu dans les camps et cités spécifiques. 66% des familles du Puy de Dôme étaient propriétaires de leur logement et 24 % des enfants majeurs étaient au chômage, chiffre supérieur à la moyenne nationale mais bien meilleur que les quelques 80 % de jeunes chômeurs enregistrés dans les cités du sud de la France.¹³⁵

L'épisode plus ou moins dramatique du passage à Bourg Lastic des rapatriés musulmans, n'aura donc pas eu trop d'effets négatifs sur leur devenir ultérieur en Auvergne. Il n'en reste pas moins que le camp et son cimetière d'enfants constituent désormais, à travers leur fonction de lieu de mémoire consacré par la plaque apposée là en 2005, un repère indispensable pour une population dont on a voulu longtemps oublié l'histoire et nier l'identité.

¹³⁵ M.Hamoumou, *Les RONA dans le Puy-de-Dôme, enquête sociologique et statistique*, Comité National pour musulmans français, 1990.

III - L'IMMIGRATION ALGERIENNE DE L'APRES-GUERRE A LA FIN DU SIECLE

Une implantation en centre-ville

Les agressions perpétrées contre les harkis et autres rapatriés de Bourg Lastic témoignent de la présence dans la région d'une immigration algérienne bien implantée et alors très influencée par le FLN. En 1962, année de l'indépendance de l'Algérie et du passage des rapatriés musulmans à Bourg Lastic, on recense en Auvergne 4332 ressortissants algériens qui apparaissent pour la première fois sous cette appellation, puisque auparavant, ils étaient recensés en tant qu'Africains sujets français puis Français musulmans d'Algérie. Ils sont surtout présents dans le Puy-de-Dôme avec 2938 ressortissants, devant l'Allier qui en compte un peu plus de mille alors que leur présence dans le Cantal et en Haute-Loire est très faible. Il y avait déjà avant la seconde guerre mondiale une population algérienne significative en Auvergne, en particulier à Thiers et Clermont-Ferrand. Un petit groupe originaire de grande Kabylie composé de salariés de Michelin s'était déjà fortement assimilé. Après la guerre, de nouvelles arrivées sont enregistrées. Il s'agit d'abord de militaires de l'armée française démobilisés dans la région. Ils viennent de toute l'Algérie mais principalement du Constantinois, en particulier des régions de Jijel et de Sétif qui demeurent encore aujourd'hui les zones de provenance les plus représentées parmi la population algérienne de Clermont-Ferrand. Il y a aussi un groupe moins important de gens originaires de l'Oranais, également présents à Clermont-Ferrand.¹³⁶

Les hommes seuls dominant nettement au départ. Toutefois, dès qu'ils obtiennent un emploi, certains font venir leurs familles, profitant de la liberté de circulation établie dès 1946 entre l'Algérie et la métropole. Ces premières familles sont logées en urgence à la caserne Gribeauval où avaient déjà vécu les Espagnols du 662^e GTE pendant la guerre. Après la destruction d'une partie de la caserne pour laisser place à la construction du lycée de garçons, avenue Carnot, ces familles sont transportées au camp des Landais, sur le plateau des Cézeaux. De là elles sont à nouveau transférées à Herbet, d'abord dans des baraquements militaires puis dans une cité d'urgence construite en 1955 et gérée par l'office HLM de la ville. Toutefois, certaines de ces familles avaient déjà dans l'intervalle pu trouver des locations chez des propriétaires privés du vieux Montferrand.¹³⁷

Les hommes seuls qui restent les plus nombreux (et qui représentent encore aujourd'hui une population significative) vont se loger dans des chambres meublées situées dans les immeubles anciens autour de la place du Mazet. Plusieurs de ces immeubles ont été achetés par des Algériens, alors citoyens français, qui ont le droit d'y ouvrir des cafés-restaurants en rez-de-chaussée et de louer les chambres dans les étages. Un certain nombre de ces bâtiments abritaient auparavant des « maisons de tolérance ». Supprimées par la loi Marthe Richard, en 1945, elles sont revendues par leurs tenanciers aux rares acheteurs prêts à investir dans un quartier dégradé de mauvaise réputation, comme « l'établissement » situé rue des Trois raisins, racheté par un Oranais, peu après sa fermeture. Ainsi s'enclenche le mécanisme habituel de paupérisation et « d'ethnisation » observable à la même époque dans plusieurs centre-villes anciens à travers toute la France. Les propriétaires algériens accueillent là en priorité les gens originaires de leur région, ce qui contribue à transformer ce quartier de centre-ville en « petite médina » où la concentration d'hommes immigrés décourage la venue d'autres investisseurs. D'après une enquête réalisée par la DDASS et le bureau d'hygiène, on recensait en 1970 42 meublés dans le secteur du Mazet dont 29 étaient exploités par des

¹³⁶ Chantal Chauvet, *Les immigrés maghrébins dans l'agglomération clermontoise*, mémoire de maîtrise en géographie, dirigé par Pierre Estienne, 1977, Université Blaise Pascal

¹³⁷ C. Chauvet, op cit. P 18.

étrangers, principalement Algériens. 823 travailleurs y étaient logés dont 237 dans des conditions qui auraient pu justifier une fermeture selon les critères de la loi du 10 Juillet 1970 réprimant l'habitat insalubre. Le plus important de ces meublés était situé rue des Bons enfants et hébergeait 70 personnes dans 20 pièces.¹³⁸

Malgré ces constats, aucune fermeture de meublé n'est décidée. D'une part, il n'y a pas encore de solutions en aval pour le relogement des hébergés et d'autre part, eux-mêmes refusent de quitter ces logements dont les prix correspondent à leurs ressources et où il est toujours possible de s'arranger avec le patron, en cas de difficultés pour payer. Il faudra attendre le début des années 1980 et la mise en place de la politique publique sur l'habitat ancien pour qu'une opération d'urbanisme permette la « reconquête » de cet espace par la destruction des hôtels meublés insalubres et la restauration subventionnée des immeubles locatifs. Comme ailleurs, à la même époque, on constate que ce genre d'opération provoque un processus de « gentrification » entraînant le départ des populations à faibles ressources et une arrivée de ménages des classes moyennes attirés par la position centrale du quartier et sa proximité des lieux d'animation. On assiste alors à une forte pression militante de la part d'associations de solidarité envers les immigrés pour que le programme prévoit un maintien dans le quartier d'un nombre limité d'immigrés vivant seuls. Grâce à la création d'une association, l'ALTIC¹³⁹, et à l'appui financier et technique de l'OPAC du Puy-de-Dôme, quelques vieux immeubles sont rachetés et réhabilités pour être transformés en foyers pour célibataires. Cela a permis de conserver dans ce quartier quelques représentants de la population qui y a longtemps dominé, constituant un milieu d'accueil pour les immigrés et un lieu repoussoir pour une bonne partie de la population clermontoise.

L'aspect convivial est rappelé par quelques personnes qui ont connu ce quartier à l'époque où sa population immigrée était plus active, plus jeune et plus nombreuse qu'aujourd'hui. Salah Oudjani, aujourd'hui président et fondateur de l'association culturelle maghrébine évoque, dans l'entretien qu'il nous a accordé dans le cadre de cette recherche, l'ambiance qui y régnait dans les années 1970 :

« La place du Mazet, c'était un lieu de rencontre pour tous les Algériens de la région. Dans les années 1970, il y avait trois ou quatre cafés. C'était l'ambiance. Les gens se retrouvaient là bas le samedi et le dimanche, il y avait des centaines de personnes. Tu cherchais quelqu'un, tu étais sûr de le trouver là bas ! On ne parlait pas de politique. On était content de l'Algérie à l'époque. Maintenant, il y n'y a plus que quelques retraités qui parlent de la pluie et du beau temps. »¹⁴⁰

Images de misère et sentiment de peur

Pour les Clermontois, le Mazet était au contraire un quartier à éviter. L'insalubrité des immeubles était tout à fait réelle. Madame P, qui avait milité à l'époque pour le maintien des immigrés sur place reconnaît avoir été très choquée en découvrant l'état sordide des étages des hôtels garnis.

« Il y avait plusieurs personnes dans des chambres fermées seulement par des rideaux. Il n'y avait que l'eau froide et pas à tous les étages. C'étaient de vrais marchands de sommeil. On avait peur en entrant là dedans. »¹⁴¹

¹³⁸ CH.Chauvet, op cit p 81.

¹³⁹ Association logement temporaire insertion de Clermont-Ferrand. Le siège est aujourd'hui rue Maréchal Leclerc et l'association gère plusieurs « foyers » en centre-ville, rue Saint Dominique, rue de l'Ange, rue de la Boucherie.

¹⁴⁰ Interview enregistré par Aude Rémy, septembre 2007.

¹⁴¹ Interview réalisé par Jacques Barou, mars 2008.

Le malaise que pouvait inspirer cet environnement dégradé s'est conjugué avec les peurs diffusées pendant la guerre d'Algérie pour faire apparaître ce quartier comme un véritable coupe gorge. Une trentaine d'attentats a été enregistré pendant cette période entre le 30 juillet 1957 au jardin Lecoq et le 15 décembre 1961¹⁴². Même quand les incidents avaient lieu en dehors du Mazet, on soupçonnait que c'était dans cet environnement difficilement pénétrable que tout était préparé. Chez les Algériens de Clermont, comme dans la plupart des milieux de travailleurs immigrés en France, les messalistes étaient au départ bien implantés. Le FLN a commencé à s'y infiltrer à la fin des années 1950, sous la direction d'étudiants. Cela a généré des violences internes dont la presse a rendu compte dans la logique du compte-rendu des faits divers, avec une approche globalisante qui présentait ces violences comme des règlements de compte habituels, censés agiter de façon récurrente ce milieu.¹⁴³

A la fin de la guerre, le FLN contrôlait le milieu des immigrés de Clermont-Ferrand et disposait d'une forte emprise sur les quelques associations représentant la population algérienne. Cela explique la virulence envers les musulmans partisans de l'Algérie française comme l'illustrent les agressions signalées envers les anciens supplétifs du camp de Bourg Lastic. Toutefois ces tensions se seraient estompées assez rapidement comme le constate en 1969, Charles Faivre :

« Les deux premières années qui suivirent l'accès à l'indépendance de l'Algérie virent des conflits et heurts violents entre les musulmans ayant conservé la nationalité algérienne et ceux, pour la plupart anciens supplétifs, ayant opté pour la nationalité française. Ces heurts semblent maintenant apaisés et les mariages entre personnes de ces deux communautés ne sont pas rares. »¹⁴⁴

Il est aujourd'hui difficile de trouver des immigrés algériens qui ont passé la période de la guerre d'Algérie dans le quartier du Mazet. Au cours de cette recherche, les plus anciens habitants de ce quartier avec qui nous avons pu entrer en contact étaient arrivés là au début des années 1960. Plus que la guerre d'Algérie, ce sont les événements de mai 1968 et de l'automne 1973 qui sont restés dans leur mémoire comme des moments critiques. En 1968, en période de grève générale, certains disent s'être cachés pour aller travailler, par peur des représailles des grévistes. En 1973, après la nationalisation des activités pétrolières par l'Etat algérien et la vague d'attentats contre les immigrés qui a touché la France, plusieurs personnes disent avoir eu peur. Certains font état d'insultes de la part de Français dans la rue. Personne n'évoque toutefois des agressions physiques ni des menaces.¹⁴⁵

Pouvons nous vérifier une fois de plus la relativement faible propension des Auvergnats à verser dans la xénophobie en période de tensions comme ce fut déjà le cas pendant la crise des années 1930 ? Parmi les Algériens rencontrés à l'occasion de ce travail, si personne ne fait allusion à des agressions physiques, certains témoignent d'actes discriminatoires vécus jusqu'à aujourd'hui. Un retraité signale qu'il a été récemment l'objet d'un refus d'être servi par un cafetier qui lui aurait fait part de son aversion envers les Arabes et l'aurait en conséquence prié de déguerpir. Ayant appelé la police, il a eu l'agréable surprise de constater que l'agent a dressé un procès verbal à l'encontre du cafetier pour attitude discriminatoire.

¹⁴² Les clichés photographiques du fonds du SRPJ témoignent d'une propagande messaliste au début de la guerre d'Algérie et d'une action de l'OAS à la fin mais il n'y a rien sur les activités du FLN.

¹⁴³ ADPDD, 4 MI 191 **La Montagne**, décembre 1961-18 ars 1962

¹⁴⁴ Ch.Faivre, op cit p 21.

¹⁴⁵ Réunion organisée le 01/04/08 avec dix-huit retraités maghrébins vivant ou ayant vécu dans le quartier du Mazet, 68 rue Villeneuve avec le concours du CLISMA.

Sans avoir forcément à se plaindre souvent du racisme, la plupart des Algériens âgés n'ont eu que peu de contacts avec la population locale. A l'inverse l'itinéraire de Salah Oudjani, trajectoire essentiellement individuelle et distante de la communauté des compatriotes, est jalonné de rencontres positives avec des Français qui lui apportent de l'aide au niveau du logement et du travail et l'encouragent à reprendre des études. Sa bonne connaissance initiale du Français et son niveau de qualification un peu plus élevé que la moyenne de ses compatriotes (il était titulaire d'un permis poids lourd en arrivant en France en 1970) expliquent sans doute en partie sa capacité à nouer de bonnes relations avec les gens rencontrés et à réaliser, en fin de compte, une bonne promotion sociale. Engagé aujourd'hui dans la vie associative, reconnu comme un interlocuteur des pouvoirs publics locaux, il apparaît comme un bel exemple de réussite, grâce surtout à sa capacité d'autonomie qui lui a évité une trop grande proximité avec ses compatriotes.

Il est certain que la concentration des immigrés algériens dans des zones urbaines plutôt répulsives et le taux de sur-masculinité qui existait parmi eux n'ont pas favorisé les relations avec la population locale. Aujourd'hui la plupart d'entre eux sont toujours analphabètes, parlent un français approximatif et n'ont que des retraites insuffisantes du fait d'une activité professionnelle marquée par de fréquentes interruptions dues aux retours au pays et à des tentatives manquées de s'y réinsérer. Jusqu'au début des années 1980, ils parvenaient toujours à retrouver du travail, la plupart du temps chez des employeurs du bâtiment et des travaux publics. Ceux-ci venaient les chercher le matin en camion place du Mazet et les emmenaient sur les chantiers alentours. Les principaux employeurs ont été Barrat, Chambon S.A, la société Forézienne de travaux publics. Les postes occupés étaient pour la plupart non qualifiés. A partir de 1980, le chômage s'est installé et la plupart sont sortis précocement du marché du travail. Contrairement à ce qui avait été observé dans l'entre-deux-guerres où un certain nombre de Kabyles avaient été embauchés chez Michel, il n'y a pratiquement plus d'Algériens travaillant dans cette manufacture des années cinquante jusqu'à aujourd'hui. Après avoir ouvert ses portes aux Espagnols et lancé un très vaste appel aux Portugais, la firme organisera des recrutements au Maroc mais ignorera les Algériens et les Tunisiens. Pour Charles Faivre, auteur d'une étude très complète sur l'immigration en Auvergne en 1969, les Algériens, du fait de leur fréquent absentéisme ne sont considérés par les employeurs que « comme une main d'œuvre de complément ».¹⁴⁶

Précarité et installation

Cette marginalité par rapport au monde du travail explique la persistance d'une sur-représentation des hommes seuls au sein de la population algérienne de l'après-guerre jusqu'à aujourd'hui. De ce fait les hommes qui ne se logent pas par leurs propres moyens dans les quartiers anciens où il existe un parc immobilier bas de gamme sont souvent hébergés dans des foyers de travailleurs. En 1969, on en trouve deux à Montluçon qui offrent près de 300 places et sont gérés par des associations locales subventionnées par le Fonds d'Action Sociale. A Thiers un centre d'hébergement géré par une association locale offrait une cinquantaine de lits. La SONACOTRA avait été pressentie pour construire un foyer dans la plaine¹⁴⁷. En fait cette société qui avait construit trois foyers dans l'agglomération clermontoise ne parvenait pas à y attirer les immigrés algériens, vivant seuls qui préféraient les garnis en raison de leur position géographique plus centrale et de leur prix beaucoup plus modeste. Seul son foyer de Cébazat qui hébergeait essentiellement des salariés de Michelin, donc très peu d'Algériens, avait un taux d'occupation satisfaisant. Cette société n'entreprend donc jamais de construction nouvelle à Thiers ni ailleurs en Auvergne.

¹⁴⁶ Ch. Faivre, op cit p 21.

¹⁴⁷ Idem p 29.

Le seul centre d'hébergement qui ait connu du succès auprès des travailleurs algériens était situé à Herbet, rue Gustave Flaubert et était géré par une association émanant du ministère du travail. Il offrait 250 places dans des chambres collectives situées dans des baraquements provisoires d'un seul niveau avec des sanitaires séparés des dortoirs de plusieurs centaines de mètres. La modestie du prix demandé explique que malgré son inconfort, il ait pu rester ouvert jusqu'en 1985.

Le logement des familles a connu aussi, à des degrés moindres, une période marquée par l'inconfort, période qui peut parfois se prolonger sur le long terme. Ainsi la cité de transit d'Herbet, construite en 1955 par l'office municipal HLM pour reloger les familles expulsées de la caserne Gribeauval existe encore en 1977. Elle comprend à l'époque une centaine de logements occupés à 80 % par des familles algériennes comptant beaucoup d'enfants pour la plupart. Les appartements y sont exigus, il manque des sanitaires et le bâti, provisoire en théorie, se dégrade. Pourtant, à l'époque, rien n'est prévu pour la résorber. Les familles qui vivent là ne semblent pas vouloir en partir.¹⁴⁸ Le loyer est modique, les maisons sont en rez-de-chaussée et depuis le temps qu'elles sont là, elles ont développé une forte vie communautaire. D'autres concentrations de familles sont repérées à l'époque, essentiellement dans l'agglomération clermontoise. A Aubière, rue du Prat, 24 familles algériennes sont logées dans un immeuble ne comprenant que des F6. 6 familles sont logées dans des baraquements près de l'usine des ateliers de construction du centre où sont employés les chefs de ménage. Rien n'est prévu à l'époque pour les reloger ailleurs. L'accès aux HLM est encore relativement rare et difficile. La plupart des pères de famille algériens travaillent chez de petits employeurs où ils ont peu d'ancienneté et de ce fait ne bénéficient que très peu des réservations patronales dans le parc HLM. Les bailleurs semblent réticents à s'ouvrir à des familles qui comptent beaucoup d'enfants. La doctrine sera longtemps de limiter le nombre de familles maghrébines à moins de 7 % des occupants d'une cage d'escaliers. La recherche de la dispersion ralentit l'accès des familles à un appartement en HLM. Il semble que les familles elles-mêmes ne soient pas toujours enthousiastes pour aller habiter dans les quartiers nord où ont été construits les premiers grands ensembles. A la fin des années 1970, les familles algériennes sont encore très présentes dans les vieux logements du centre-ville, si la place du Mazet et ses alentours restent le domaine des hommes seuls, les familles sont assez nombreuses dans le vieux Montferrand ou à Clermont, dans le secteur Fontgève Saint-Pierre. Il y a peu de propriétaires parmi elles. Elles sont presque absentes des banlieues où l'on trouvait traditionnellement beaucoup d'Espagnols et d'Italiens et où arrivent de plus en plus de Portugais qui vont accéder à la propriété en réhabilitant les maisons des vieux bourgs viticoles. Ces familles, logées dans du locatif privé bas de gamme semblent promises à des obligations de déménagement dans l'avenir et elles n'auront guère le choix de leur lieu de résidence. Dès 1977, on observe une progression de la présence des familles maghrébines dans les HLM de la Plaine, en particulier rue du Château des Vergnes où elles représentent 21 % des locataires¹⁴⁹. Les quartiers nord qui offrent le plus grand nombre de HLM vont devenir le lieu emblématique de leur présence à partir des années 1990, leur permettant d'accéder à un meilleur niveau de confort mais les enfermant dans des espaces stigmatisés.

Du fait que les entrées de familles algériennes n'aient pas été assez nombreuses pour compenser les départs des hommes seuls, on observe au fil des recensements une stagnation de la présence de cette immigration en Auvergne. Avec 6 600 personnes, elle atteint son point maximum en 1982. En 1990, on compte 5013 ressortissants algériens dont 1972 femmes, soit

¹⁴⁸ Ch.Chauvet, op cit p 83;

¹⁴⁹ idem p 87.

un taux de 39 % de féminité. En 1999, le nombre d'Algériens descend à 3 750, le nombre de femmes, avec 1578 personnes se rapproche du nombre d'hommes et le taux de féminité est de 42,8 %. Cette installation va de pair avec une diminution due aux naturalisations mais aussi à un faible nombre de nouvelles arrivées.

La population a tendance à s'installer en France, sans rompre totalement avec ses origines. On observe une prise de distance par rapport au régime politique en place en Algérie. Cela se traduit par un très faible taux de participation aux élections algériennes organisées en France (moins de 35 % en 2006, en Auvergne) et par un recentrage de la vie associative au détriment de l'Amicale des Algériens en Europe, traditionnellement inféodée au FLN et au profit de l'association culturelle maghrébine qui se veut apolitique et plus ouverte, à la fois à la France et aux ressortissants des autres pays du Maghreb. Les effectifs de cette dernière sont passés d'une dizaine au début des années 1990 à plus de 200 en 2007. Néanmoins l'intérêt pour le pays d'origine n'a pas disparu, comme en témoigne le succès des cours d'arabe proposés par l'ACM, les rassemblements importants à l'occasion des fêtes religieuses, l'organisation de voyages en Algérie et l'ouverture de plusieurs lieux de culte musulmans dans les communes où la population maghrébine est nombreuse. Le point d'orgue de ce processus d'installation est sans doute l'organisation de plus en plus fréquente des obsèques en Auvergne et l'inhumation des personnes décédées dans les quelques carrés musulmans aménagés dans les cimetières de la région.

IV - LA GRANDE VAGUE PORTUGAISE

Les raisons d'une arrivée massive

S'il y a une originalité de l'immigration en Auvergne, elle réside dans la part considérable qu'y a prise la population portugaise à partir des années 1960 et au rôle qu'elle a joué dans de multiples domaines. La poursuite et l'amplification des activités de la firme Michelin dans l'agglomération clermontoise n'aurait sans doute pas été possibles sans l'apport de cette main d'œuvre qui est arrivée à point nommé pour se substituer au réservoir rural en voie d'épuisement. L'immigration portugaise a aussi contribué à la revitalisation de nombreuses communes de la périphérie clermontoise, sauvant plusieurs vieux bourgs viticoles du dépeuplement et participant à un redéploiement urbain autour de la capitale auvergnate.

La présence portugaise a été moindre dans le reste de la région, même si elle a joué aussi un rôle important dans des villes industrielles de moindre importance, telles Montluçon, Les Ancizes, Issoire, Aurillac ou le Puy-en-Velay. En 1975 et 1982, les Portugais représentent près ou plus de la moitié des étrangers recensés dans chacun des quatre départements auvergnats. En 1990 et 1999, ils y constituent encore entre le quart et le tiers de l'immigration. L'Auvergne, région de faible immigration n'a jamais connu dans son histoire de telles vagues d'arrivées ni un poids aussi important d'un groupe d'origine étrangère au sein de sa population.

Plusieurs facteurs expliquent ce tropisme auvergnat de l'immigration portugaise.

Il y a d'abord une certaine ancienneté de la présence des Portugais, au moins dans le Puy-de-Dôme. Avant les grandes vagues d'arrivées des années 1960 et 1970, les Portugais sont certes peu nombreux dans la région mais ils y sont bien implantés et d'assez longue date. Nous avons vu qu'en 1931, ils constituaient la quatrième nationalité en importance dans la région après les Polonais, les Italiens et les Espagnols. Les statistiques des étrangers, moins fiables que les recensements mais constituant tout de même une source indicative valable, montrent qu'il y a une présence fluctuante mais constante des Portugais dans le Puy-de-Dôme pendant toute la durée de l'entre-deux-guerres. En 1929, on en recense 1644, en 1930, ils sont encore 1644. En 1931, du fait probable de la crise et des licenciements, on n'en trouve plus que 750. En 1932, leur nombre remonte à 1274 puis à 1333 en 1933. En 1936, ils sont encore 1181. Ces fluctuations numériques sont cohérentes avec l'évolution de l'ensemble des étrangers dans le département.¹⁵⁰ Ces chiffres qui correspondent à des titres de séjours et non à des personnes ne garantissent pas la réalité et la durabilité de la présence des immigrés dans ces années là mais ils indiquent de manière certaine qu'il y a une continuité de l'immigration portugaise dans le département. Cette continuité est sans doute en partie la conséquence de la première guerre mondiale pendant laquelle un contingent de 80 000 soldats portugais était venu combattre aux côtés des Français et au cours de laquelle, on avait recruté près de 15000 travailleurs au Portugal pour palier le déficit de main d'œuvre française. Quelques témoignages oraux permettent de repérer quelques individus installés en Auvergne du fait de la guerre comme dans le cas d'un blessé portugais ayant été hospitalisé à l'arrière du front aux côtés du fils d'un industriel des Ancizes et qui se voit proposer un travail dans cette entreprise après le conflit.¹⁵¹

¹⁵⁰ ADPDD, M010401, statistique des étrangers (1925-1936).

¹⁵¹ J.Barou, *Nouveaux usages de la campagne et patrimoine*, rapport pour la mission du patrimoine ethnologique du ministère de la culture, octobre 1997, p 101.

Au cours de la seconde guerre mondiale, les Portugais, réputés apolitiques et venant d'un pays neutre, ne semblent avoir souffert ni du régime de Vichy ni de l'occupant allemand.

« Mon grand-père, pendant la guerre, était du côté de l'Allier...A chaque fois que les Allemands lui demandaient ses papiers, il les sortait en disant « Portugais » et jamais il n'a eu de problèmes avec eux. Tous les Portugais étaient respectés et risquaient rien car notre pays était resté neutre et avait des liens avec l'Allemagne. »¹⁵²

Après la guerre, si l'immigration ne se renouvelle pas, la population portugaise se stabilise. Dans son mémoire de maîtrise en histoire consacré à l'immigration portugaise à Clermont-Ferrand, Didier Melo, note que 98 % des Portugais recensés en 1945 dans cette commune étaient entrés en France avant 1931. De la libération jusqu'en 1956, il observe une stagnation de la population portugaise de la commune qui va de 150 à 200 personnes environ mais qui donne des signes d'intégration. La sur-masculinité se réduit. Les naturalisations et les mariages mixtes progressent. La part des femmes et des enfants augmente. Le niveau de qualification professionnelle s'élève aussi, même si l'activité est toujours concentrée dans le bâtiment et les travaux publics. On trouve aussi certains Portugais travaillant dans l'industrie, chez Olier ou chez Bergougnan, ainsi que quelques artisans et commerçants indépendants. Dans quelle mesure la présence de ce petit noyau stabilisé à Clermont-Ferrand a-t-elle pesé sur le processus d'arrivée massive qui s'engage dès la fin des années 1950 ? En dehors de quelques témoignages des migrants arrivés à cette époque qui font état de la présence de cousins ou de parents en Auvergne qui ont été pour eux un facteur d'attraction, nous n'avons pas d'éléments permettant d'affirmer que ce petit groupe de Portugais implanté de longue date ait pu constituer un puissant réseau d'accueil pour la masse de leurs compatriotes qui débarquent à partir de 1956 et surtout de 1968. On peut admettre l'hypothèse qu'ils ont joué un rôle d'informateurs tant auprès de compatriotes cherchant un travail que d'employeurs en quête de main d'œuvre.

En fait l'arrivée massive des Portugais en Auvergne s'explique surtout par une étroite corrélation entre une forte pression au départ dans le pays d'origine et le démarrage d'une période de forte activité dans la région d'accueil. Tous les spécialistes de l'immigration portugaise s'accordent pour considérer que la conjoncture existant au Portugal à la fin des années 1950 et au début des années 1960 ne pouvait que générer d'importantes vagues de départ malgré l'hostilité du régime en place vis-à-vis de l'émigration¹⁵³. L'archaïsme économique et social dans lequel « l'Estado Novo » fondé en 1926 par Oliveira de Salazar, avec l'appui de la grande bourgeoisie et la hiérarchie catholique, avait maintenu le pays, générant, surtout dans les campagnes surpeuplées du nord, une insupportable pauvreté. En l'absence d'emplois industriels dans le pays, l'émigration apparaissait comme la seule issue possible à la misère des familles qui tentaient de survivre sur de petites exploitations agricoles de 4 à 5 hectares en moyenne.

¹⁵² Témoignage de M.Perreira, recueilli par Didier Melo, *L'immigration portugaise à Clermont-Ferrand, de 1936 aux années 1970*, mémoire de maîtrise en histoire sous la direction de Madame Massard-Guilbeau, année universitaire 1994-1995. p 46.

¹⁵³ Entre autres N.Anido, R.Freire, **L'émigration portugaise, présent et avenir**, PUF, Paris, 1978. et Marina Hily et Michel Poinard, Les Portugais, parcours migratoire et diaspora, in J.Barou et Le huu Khoa, **L'immigration entre loi et vie quotidienne**, 1994, L'Harmattan, p 127-147.

Les filières d'arrivée

Mais le départ à l'étranger est alors rendu compliqué par la situation politique. A partir de la fin des années 1950, des révoltes éclatent dans les colonies portugaises d'Afrique, en Angola, au Mozambique, en Guinée et dans les Iles du Cap-vert. Pour contrer les mouvements indépendantistes, le gouvernement portugais engage le contingent. Le service militaire passe de dix-huit mois à quatre ans. Les jeunes hommes ne sont plus disponibles pour aider leurs familles et doivent passer, au risque de leur vie, plusieurs années sous les drapeaux pendant lesquelles ils sont économiquement improductifs. Pour contrer les départs de ceux qui veulent échapper au service militaire, le gouvernement portugais multiplie les obstacles administratifs à l'émigration. Pour pouvoir émigrer légalement, tout candidat au départ doit avoir obtenu un « passeport d'émigrant » délivré jusqu'en 1970 par la « *Junta da Emigração* » qui relève du ministère de l'Intérieur. L'obtention de ce passeport doit répondre à un certain nombre de conditions. Il faut tout d'abord que le futur migrant ait obtenu une promesse d'embauche en France de la part de l'ONI. Il faut ensuite qu'il soit libéré de ses obligations militaires, qu'il ait un casier judiciaire vierge et qu'il sache lire et écrire. Cette dernière condition est particulièrement difficile à remplir dans un pays où aucun effort n'a été fait en direction de l'enseignement public et où, à l'époque, une grande part de la population adulte est encore analphabète. Ceux qui obtiennent ce passeport sont dénommés « *introduzidos* ». Selon la convention franco-portugaise, ils ont la garantie de pouvoir venir en France sans problèmes, d'être embauchés immédiatement et de percevoir des salaires de même niveau que la main d'œuvre nationale. Au cours d'enquêtes réalisées en 1995 dans les villages de la périphérie clermontoise, nous avons rencontré un nombre important de personnes venues légalement comme « *introduzidos* », souvent accueillis à la gare de Clermont-Ferrand par leur employeur. Ces personnes étaient souvent arrivées au tout début des années 1960.¹⁵⁴

Le circuit légal ne semble pas avoir été pratiqué par la grande masse de ceux qui sont arrivés par la suite. Une enquête réalisée en 1967 par les élèves de l'école d'assistantes sociales de Clermont-Ferrand auprès de 111 familles portugaises arrivées après 1963 révélait que 90 % des chefs de familles interrogés étaient entrés clandestinement sur le territoire français¹⁵⁵. Ce type de voyage clandestin, connu sous le nom de « *a salto* », le saut, coûtait relativement cher, 12 000 escudos en moyenne, soit 2 000 francs de 1965. Cela nécessitait souvent de s'endetter auprès de sa famille et de ses amis. Le trajet n'était pas non plus sans danger. Les personnes interviewées à Clermont-Ferrand par Didier Melo en gardent un souvenir assez traumatisant malgré la bonne organisation de la plupart des filières.

*« Ma filière était bien organisée. On a utilisé des taxis, des camions. Petit à petit on ramassait d'autres groupes de clandestins. A la fin, on était 92 Portugais dans un semi-remorque. On a roulé aussi de jour, et là, on avait tous chaud et soif tellement on était serré comme des sardines. La faim était là aussi parce qu'on mangeait que du chocolat et des patates. »*¹⁵⁶

A l'issue de cette traversée du nord-ouest de l'Espagne, intervient le franchissement à pieds des Pyrénées, de nuit par les chemins des contrebandiers, ce qui représente l'étape la plus dangereuse et la plus éprouvante. Arrivés à Hendaye, les passeurs disparaissent en général, laissant les Portugais seuls avec l'adresse d'un compatriote quelque part en France et l'espoir de trouver rapidement du travail. Initialement c'est surtout vers la région parisienne que se dirigent les migrants qui avaient réussi à passer la frontière. Clermont-Ferrand est

¹⁵⁴ J.Barou, Portugais d'Auvergne, d'une identité villageoise à l'autre, in **Revue d'Auvergne**, tome III, n°2, 1996, p 147-159.

¹⁵⁵ En quête reproduite dans Ch.Faivre, op cit p 16.

¹⁵⁶ D.Melo, op cit p 104.

souvent une étape ferroviaire sur ce trajet. Certains s'y arrêtent et, profitant sans doute des informations transmises par des compatriotes, parviennent à s'y faire embaucher. Il semble que des «rabatteurs» agissant pour des employeurs en quête de main d'œuvre aient fréquenté la gare de Clermont, à la recherche de candidats à une embauche rapide. D'autres sources d'informations mentionnent la présence à Romagnat, d'un «intermédiaire» qui agissait pour les employeurs de la région parisienne et orientait les migrants portugais en fonction de la demande, ayant pris la tête d'une véritable administration parallèle.¹⁵⁷

Enfin, un facteur important semble avoir joué en faveur d'une installation importante des Portugais en Auvergne. La majorité des nouveaux venus étant en situation illégale, certaines préfectures se sont montrées plus promptes que d'autres à les régulariser. C'est le cas de celle du Puy-de-Dôme qui a été une des premières à pratiquer une régularisation massive des Portugais, ce qui a sans doute contribué à encourager les arrivées. C'est en tout cas ce qu'affirmait en 1969, Monsieur Charles Faivre, alors responsable du service liaison et promotion des migrants à la préfecture de région :

«Plusieurs causes en sont données et d'abord le fait que les régularisations ont été dans le Puy-de-Dôme parmi les premières opérées et que ces facilités qui se sont vite sues ont entraîné des arrivées de plus en plus nombreuses en raison de cet accueil administratif qui était le corollaire de la demande en main d'œuvre et de la réputation excellente qu'avaient acquis ces travailleurs auprès de leurs employeurs»¹⁵⁸.

Les besoins de l'économie locale rejoignent ici la nécessité d'émigrer pour les Portugais. Une telle rencontre n'est bien sûr pas propre à l'Auvergne. A la même époque, dans toute la France, les entrepreneurs de construction qui ont des carnets de commande surchargés voient avec satisfaction débarquer cette main d'œuvre, peu qualifiée et sans instruction mais prête à accepter le premier travail proposé. Charles Faivre précise un peu plus loin ce qui fonde la bonne réputation des Portugais auprès des employeurs :

« C'est de toutes les colonies étrangères vivant en Auvergne celle qui est la plus appréciée sur le plan du travail car les travailleurs réalisent des heures supplémentaires et il n'est pas rare d'en voir certains prendre après leurs horaires normaux des travaux à la tâche chez des particuliers, les samedis et dimanches afin d'augmenter leurs gains. »¹⁵⁹

Certains témoignages pourraient laisser entendre que quelques employeurs appréciaient aussi beaucoup l'analphabétisme de cette main d'œuvre et sa méfiance envers les syndicats, ce qui la laissait relativement démunie en cas de conflit professionnel.¹⁶⁰

Jusqu'à la fin des années 1960, toutefois, les Portugais travaillent essentiellement dans le bâtiment et les travaux publics. L'enquête des assistantes sociales déjà citée fait ressortir que sur 111 chefs de familles, 80 % travaillent dans ce secteur. Il semble aussi qu'ils changent souvent d'employeurs, tout au moins au début de leur séjour. Dominique Da Silva précise que son père et son oncle, arrivés au Mont d'Or en décembre 1958 ont eu 17 patrons différents au cours de leur première année de travail.¹⁶¹ Progressivement, ils commencent à entrer dans l'industrie.

¹⁵⁷ A.Oudouart, op cit p 45-54.

¹⁵⁸ Ch ;Faivre, op cit p 14.

¹⁵⁹ Idem p 14.

¹⁶⁰ D.Melo, op cit p 110.

¹⁶¹ Entretien réalisé par Aude Rémy, 2007.

Une aubaine pour Michelin

C'est surtout à partir de 1968 que Michelin s'intéresse à eux. Les premiers embauchés disent avoir bénéficié de la recommandation d'un compatriote qui était déjà dans la firme. Très rapidement, le recrutement va prendre un aspect massif et la main d'œuvre portugaise va représenter une part considérable des effectifs. Elle présente l'avantage d'être déjà présente dans la région et facile à attirer par rapport à la concurrence des employeurs du bâtiment qui payent plus mal et n'offrent pas les avantages de la grande entreprise. Mais, devant l'ampleur de ses besoins, Michelin organisera des recrutements directement au Portugal.

Pierre Mazataud qui a pu faire un travail très précis grâce à l'exploitation de la déclaration annuelle des salaires de Michelin pour l'année 1970¹⁶², fait apparaître la progression considérable des Portugais au sein de l'effectif clermontois. Cette année là, celui-ci atteint sans doute son plafond avec 27 174 salariés dont 18 539 ouvriers.¹⁶³

Dans les services de production, les immigrés représentent en moyenne le quart de l'effectif. 15 % d'entre eux ont été recrutés au cours de l'année. L'auteur constate que cette main d'œuvre tend de plus en plus à remplacer les ouvriers d'origine rurale nés dans la région. En 1970, le marché du travail est extrêmement tendu puisque le taux de chômage est de 0,87 % seulement. Cela a amené l'entreprise à chercher parmi les immigrés les ouvriers qu'elle n'arrive plus à trouver dans les campagnes environnantes. Le phénomène est récent car en 1962, les étrangers, avec 640 personnes ne dépassent pas les 4 % de l'ensemble des effectifs ouvriers. Les plus nombreux sont les Espagnols qui représentent à eux seuls 54 % de l'effectif étranger, dont 74,8 % ont été recrutés cette année là. Viennent ensuite les Polonais, avec 16 % et les Italiens avec 5 %. Les Portugais ne représentent quant à eux que 4% des effectifs étrangers. En 1970, les choses ont changé radicalement. Les effectifs étrangers sont passés à 4 368, dont 1540 ont été recrutés au cours de l'année. Les Portugais représentent 50,6 % de l'effectif étranger, soit 2 210 personnes et 62,7 % d'entre eux ont été embauchés au cours de l'année. Les Espagnols ne représentent plus que 17,9 % des étrangers et on voit arriver les Yougoslaves qui avec 11,7 % de cet effectif distancent largement les Polonais et les Italiens.

Les Portugais sont dans l'ensemble très jeunes : 27 ans de moyenne d'âge contre 35 ans pour les Espagnols et 41 ans pour les Italiens. La proportion de célibataires est très importante parmi eux : 46 % et elle monte à 56 % pour ceux qui ont été recrutés dans l'année. La moyenne d'âge des célibataires portugais est très jeune : 20 ans. Ces derniers recrutés sont probablement des gens fraîchement arrivés. Il est probable qu'il s'agit de gens venus clandestinement pour échapper à la conscription et qui ne peuvent plus, dans l'immédiat, retourner au Portugal prendre femme. Ils devront attendre 1974 et la révolution des œillets qui amnistiera les quelques cent mille déserteurs de l'armée portugaise qui se trouvaient alors en France. Il est difficile de savoir s'ils sont partis sur l'instigation des recruteurs qui agissaient au Portugal pour Michelin ou s'ils ont tenté l'aventure de leur propre chef sans perspective précise d'embauche. Leur arrivée ne semble pas avoir pris la firme au dépourvu. Plusieurs foyers de travailleurs ont été construits à proximité des usines. L'entreprise regroupe les gens de même nationalité dans les mêmes bâtiments. Il y a ainsi des foyers pour les Portugais, d'autres pour les Yougoslaves, d'autres pour les Marocains, d'autres pour les Turcs. Michelin qui au début embauchait les Portugais déjà installés en Auvergne a organisé des recrutements directement au Portugal dès le début des années 1970. C'est ce que confirme un ancien cadre

¹⁶² ADPDD, 538 W 907, 908 et 909, Etat des salaires Michelin, 1970.

¹⁶³ P.Mazataud, Les salariés des usines Michelin de Clermont-Ferrand en 1970. Radiographie d'une main d'œuvre in A.Gueslin,(dir) **Les hommes du pneu, les ouvriers Michelin à Clermont-Ferrand (1940-1980)**, Les éditions ouvrières, Paris 1999, p 221-270.

du personnel, Georges Delloirdre, dans une émission réalisée par F3 Auvergne en 1998¹⁶⁴. Il allait passer fréquemment une semaine à Porto ou à Lisbonne pour prendre contact avec les milieux ouvriers et faire des choix de recrutement en fonction de critères d'embauche bien précis.

Les trois quarts des étrangers se retrouvent dans les services de production où le travail requiert surtout de la robustesse : mélanges, câblerie, rechapage. Ils représentent un substitut appréciable à la main d'œuvre paysanne qui avait fait le succès de la firme au début du XXe siècle. Beaucoup se sont interrogés sur les raisons de l'alchimie qui s'est établie entre Michelin et la main d'œuvre portugaise. La réponse va presque toujours dans le sens d'une ressemblance avec la main d'œuvre auvergnate d'autrefois. Georges Delloirdre, dans l'émission déjà citée, observe une ressemblance morphologique entre Auvergnats et Portugais et repère aussi chez ces derniers des qualités qui évoque l'ouvrier paysan des campagnes auvergnates. Les Portugais sont des « terriens » et ils sont très travailleurs. De manière plus approfondie, on peut observer que les Portugais, tout au moins ceux qui sont arrivés à l'époque, partageaient un certain nombre des valeurs de la « culture Michelin » : dureté à la peine, fortes convictions catholiques, sens de la famille et discipline. Issus de la petite paysannerie des provinces du nord du pays : Minho, Tras-os-montes ou Beira Alta, zones très conservatrices et traditionnellement dominées par le clergé, ils avaient aussi vis-à-vis du syndicalisme une prévention initiale qui ne déplaisait sans doute guère à la hiérarchie.

Quoiqu'il en soit, leur disponibilité à l'époque a sans doute permis de maintenir les établissements Michelin à Clermont-Ferrand alors même que la firme était entrée dans une phase de forte internationalisation qui aurait pu l'inciter à délocaliser sa production, pour se rapprocher de gisements de main d'œuvre à bon marché. Pierre Mazataud exprime bien ce qu'a été l'apport de cette main d'œuvre pour l'usine et aussi pour l'agglomération clermontoise :

« Le recrutement local était compromis par le déclin des réserves de main-d'œuvre masculine locale et par la concurrence des autres grandes entreprises industrielles régionales. Michelin a contribué à faire de Clermont une des grandes places de l'immigration portugaise. Dans cette période de surchauffe, les Portugais permettent de maintenir et de développer l'outil de production de Michelin sur son site historique. Par une curieuse coïncidence culturelle, ces nouveaux venus peuvent raviver la culture des petits paysans vigneron du début du siècle. Le temps des Portugais à l'accent auvergnat commence. »¹⁶⁵

Le sauvetage des villages viticoles

Si tous les Portugais ne prennent pas forcément l'accent auvergnat, ils vont reprendre un certain nombre de villages menacés de ruine du fait de l'abandon de l'activité viticole sur les collines de la Limagne. Cette aptitude à s'installer à la campagne par ses propres moyens est aussi fortement appréciée par Michelin qui, dès ces années là, envisage de se désengager de son activité de construction et de gestion de logements pour son personnel. Les logements familiaux de Michelin étant attribués à l'ancienneté, les nouveaux arrivants portugais doivent se loger par leurs propres moyens. Pierre Estienne observe qu'au début des années 1970, on trouve une forte présence portugaise dans la banlieue de Clermont et particulièrement dans deux zones. Tout d'abord, la zone nord de l'agglomération qui correspond à l'ancien vignoble auvergnat, avec les communes de Châteaugay, Sayat, Châtel-Guyon, ensuite sur la rive droite de l'Allier de Vic-le-Comte à Vertaizon où l'on trouve aussi de nombreux anciens villages

¹⁶⁴ Emission Décalage consacrée à l'immigration en Auvergne, réalisée par Yves LeCunff, avril 1998.

¹⁶⁵ P.Mazataud, op cit p 264

viticoles¹⁶⁶. Ils sont par contre absents des villages de la plaine céréalière. Plus que la distance par rapport à Clermont, ce qui détermine ce choix d'implantation, c'est l'existence d'un patrimoine de maisons anciennes abandonnées ou sous-utilisées qui, au prix de réparations sommaires, peuvent fournir des logements guère différents de ce que les gens connaissaient chez eux.

Le recensement de 1968 fait déjà apparaître une forte présence des Portugais dans ces villages. Ils représentent 40% de la population de la Roche-Blanche, 33 % de celle de Châteaugay, 20 % de celles de Dallet, Millefleurs et Blanzat. A l'origine de ces implantations, il y a quelquefois des offres d'emploi sur place. C'est le cas à Volvic où la Société des Eaux en employait une centaine, dont une trentaine de femmes au début des années 1970. Une trentaine d'hommes travaillaient dans les carrières de lave et l'industrie de la pierre. Mais on note aussi la présence d'une soixantaine de salariés de Michelin qui font quotidiennement le trajet vers Clermont-Ferrand.

A Châteaugay où l'on compte en 1968, 500 Portugais pour 1870 habitants, c'est l'entreprise de travaux publics Renon qui est leur principal employeur.

Le cas de La Roche-Blanche est plus original. Il n'y a pas d'emploi sur place. Les Portugais y sont arrivés dès le début des années 1960. En 1971, avec 450 personnes, ils représentent près de 40 % des habitants de la commune. Les familles étant très nombreuses, il y a près de 60 % des élèves de l'école communale qui sont des enfants de Portugais à l'époque. L'académie de Clermont a installé une classe d'accueil pour permettre l'apprentissage accéléré du Français. Les chefs de famille travaillent au départ surtout dans le bâtiment et au fil du temps, on en trouve de plus en plus qui travaillent chez Michelin. L'arrivée des Portugais dans ce village est essentiellement liée aux opportunités immobilières qu'il pouvait offrir. En 1960, il n'y avait plus que 300 habitants. La plupart des maisons du bourg étaient abandonnées et menaçaient ruine. Un des premiers arrivants portugais a racheté une grange à un agriculteur et l'a restaurée de fond en comble avec l'aide de sa famille. Après y avoir vécu quelques années, il la louait à un compatriote et faisait l'acquisition d'une grande maison de vigneron dans le bourg dont il assurait aussi l'entière réhabilitation. Son exemple a été suivi par d'autres Portugais récemment arrivés en Auvergne. Les maisons valaient à l'époque 4000 F, ce qui représenterait aujourd'hui environ 1000 €. Les familles n'ont pas eu à s'endetter pour acquérir leur logement mais elles ont travaillé tous les samedis et dimanches pendant plusieurs mois de suite à la restauration des bâtiments. Tout le monde était mobilisé. Les enfants amenaient des seaux d'eau pour faire le mortier et apportaient le repas aux adultes qui travaillaient. Au cours des enquêtes réalisées dans cette commune en 1995 et 1996, les personnes interrogées évoquaient cette période comme un moment difficile, marqué par un travail harassant mais en même temps comme une véritable épopée qui n'avait pas peu fait pour légitimer leur présence dans les lieux¹⁶⁷.

L'acceptation par la population locale de ces nouveaux habitants arrivant en masse ne fut pas chose aisée. P.Estienne observe au début des années 1970 une attitude hostile de la population locale à Volvic et à Châteaugay envers ces immigrants analphabètes et repliés sur eux-mêmes dont les enfants accumulaient les difficultés scolaires¹⁶⁸.

Cela ne semble pas avoir été le cas à La Roche Blanche. Le maire en place à l'époque a compris que l'arrivée des Portugais pouvait sauver sa commune du dépeuplement. Il a encouragé l'installation des familles migrantes et a tenté de les accompagner dans leurs

¹⁶⁶ P.Estienne, L'immigration portugaise dans l'agglomération clermontoise, *Revue d'Auvergne*, p 55-64.

¹⁶⁷ J.Barou, A.Miranda, P.Prado, *Nouveaux usages de la campagne et patrimoine, trois cas de remploi du patrimoine rural par des migrants anglais, italiens et portugais*, rapport de recherche pour la mission du patrimoine ethnologique, octobre 1997. pp 87-131.

¹⁶⁸ P.Estienne, op cit p 62.

entreprises de restauration immobilière, leur expliquant les contraintes des règles de l'urbanisme et les amenant à respecter l'architecture locale. Les Portugais ont donc contribué à sauver le patrimoine architectural de la ruine. S'ils ont introduit quelques modifications des façades en y scellant un petit « azulejo », carreau de faïence bleue représentant souvent une scène religieuse, ils ont dans l'ensemble respecté le style traditionnel auvergnat.

Ici, comme dans d'autres villages, ils ont aussi permis de faire revivre, le temps d'une génération, les fêtes traditionnelles, en reprenant les processions religieuses locales tombées en désuétude, comme celle qui se déroule à Volvic le dernier dimanche de mai depuis la place de l'église jusqu'à la statue monumentale de Notre Dame de la Garde, qui domine la plaine de Limagne ou comme celle du 14 mai à la vierge noire de la basilique Notre Dame du Port à Clermont-Ferrand. Des fêtes de caractère plus profane ont également pu revivre grâce aux Portugais comme la fête de la Saint-Jean au printemps et celle des vendanges à l'automne. La conservation, plus longue au Portugal qu'en France, de coutumes reflétant les cultures paysannes européennes expliquent ce phénomène de « reprise » de traditions dans un contexte qui s'y prêtait bien. Il ne s'agit pas en tout cas de l'expression d'une identité communautaire portugaise qui voudrait s'affirmer pour se perpétuer dans un esprit de diaspora. Malgré l'importance de la population portugaise dans la région clermontoise, on ne peut pas parler de véritable communauté portugaise. Les gens déclarent se méfier les uns des autres et garder leurs distances avec le groupe des compatriotes pour préserver leur intimité. Les liens familiaux restent très solides et le rapport au pays d'origine est encore réel à travers les allées et venues que l'on y fait à l'occasion des vacances ou que pratiquent les retraités qui se trouvent plus à l'aise dans ce mouvement entre deux lieux de résidence que s'ils étaient réinstallés définitivement au Portugal. On observe un grand nombre de mariages mixtes au niveau de la seconde génération. Les enfants ont quitté les vieux bourgs ruraux et se sont installés à la périphérie dans des pavillons neufs qu'ils ont acquis, comme les Français de leur génération, à partir d'emprunts. Dans les établissements scolaires les cours de portugais sont délaissés au profit de l'apprentissage de l'espagnol qui paraît plus « porteur » au niveau international. La dimension portugaise de l'identité des jeunes générations n'a pas disparue mais elle tente d'assimiler les composantes modernes qu'elle a acquies en fréquentant le milieu local. Elle cherche aujourd'hui à s'exprimer de manière à se distinguer de l'identité de la première génération à composante essentiellement ouvrière et paysanne. L'élection de Miss Portugal d'Auvergne, organisée depuis quelques années vise à affirmer que les Portugais ne sont pas que des travailleurs essentiellement préoccupés de question matérielle mais qu'ils apprécient aussi la beauté et les futilités du monde d'aujourd'hui.

Si les Portugais ont emprunté beaucoup à l'identité locale en l'espace de deux générations, celle-ci a tendance à les intégrer comme une de ses composantes contemporaines. L'ouverture dans le centre-ville de Clermont d'un grand centre culturel portugais témoigne de ce processus de symbiose.

Les Yougoslaves : un bref passage

A côté des Portugais dont la majorité arrive dans les années de forte activité, d'autres groupes moins importants fournissent aussi un apport important à l'économie auvergnate des années 1960 et 1970. La plupart du temps, ces nouveaux migrants pourront retrouver quelques compatriotes implantés depuis l'entre-deux-guerres et dont on trouve la trace dans les recensements.

C'est le cas avec les Yougoslaves qui étaient apparus au recensement de 1936, avec 1200 ressortissants dans la région dont 516 femmes, ce qui représentait une proportion de 43 %. En l'absence de précisions dans les archives, il est difficile de savoir quelles raisons avaient amené ces immigrés dans la région. Le royaume de Yougoslavie ayant été fondé en 1929, il est possible que certaines des personnes recensées en 1936 aient été déjà là avant. On trouve en effet un petit groupe de Croates, Serbes et Slovènes en 1926 : 147 personnes, uniquement des hommes. On peut faire l'hypothèse qu'ils ont pu être recrutés par la Société générale d'immigration pour le compte des houillères, ce qui expliquerait leur présence dans les petites villes minières des quatre départements auvergnats. Dix ans plus tard cette population aurait connu une augmentation par solde naturel et regroupements familiaux. Il est possible aussi que leur groupe ait reçu l'apport de quelques réfugiés chassés par la dictature du roi Alexandre 1^{er} et les événements violents qui commencent à ensanglanter le pays après son assassinat en 1934.

Les Yougoslaves réapparaissent en Auvergne après la signature de la convention franco-yougoslave signée en 1964 qui permettait l'introduction en France de ressortissants de ce pays par le canal de l'O.N.I. Les chiffres de la préfecture en dénombrent 879 en 1967¹⁶⁹. On les trouve dans l'Allier, à Montluçon et à Moulins. Un groupe est recensé dans le Cantal à La Roquebrou. En fait, ils ne font que séjourner dans cette localité, travaillant sur le chantier du barrage de Bort-les-Orgues dans la Corrèze voisine. La plupart d'entre eux (643), sont dans le Puy-de-Dôme. Michelin commence à en recruter beaucoup dès 1969. En 1970, Pierre Mazataud constate qu'ils forment 11,7 % des effectifs étrangers de l'entreprise, soit 511 personnes. Il s'agit de gens très jeunes. Les hommes mariés ont 27 ans de moyenne d'âge, les célibataires 20 ans. Leur nombre a doublé par rapport à ce qu'il était l'année précédente¹⁷⁰. Selon la politique habituelle de l'entreprise ils sont tous logés dans le même foyer. Michelin ne développera pas avec eux la relation privilégiée qu'il a développée avec les Portugais et leurs effectifs resteront stables par la suite avant de diminuer. Il s'agit majoritairement de Slovènes et de Croates. Selon Charles Faivre, certains n'auraient pas l'intention de demeurer en France et chercheraient à partir pour le Canada ou l'Australie. D'autres essayent d'obtenir l'asile politique. Selon lui, l'appréciation des employeurs à leur égard serait assez mitigée, en raison surtout de leur instabilité.

On les retrouve au recensement de 1975 déjà moins nombreux : 1165 dont 1045 dans le seul Puy-de-Dôme. Leur présence dans l'Allier et le Cantal a été fortement réduite. Le taux de masculinité reste toujours très élevé. La proportion de femmes est alors de 32 %. Dans les diverses archives départementales, on ne trouve rien de particulier à leur sujet. Leur nombre va aller en se réduisant au fil des recensements ultérieurs.

¹⁶⁹ Ch.Faivre op cit p 18.

¹⁷⁰ P.Mazataud, op cit p 263.

Marocains et Tunisiens : des immigrations sans histoire ?

Les Marocains sont encore très peu présents en Auvergne au début des années 1960. Au recensement de 1962, on n'en compte qu'un peu plus d'une centaine. En 1968, leur nombre commence à s'accroître mais reste encore modeste. On en dénombre 528, dont 292 dans le Puy-de-Dôme. Leur présence devient plus visible au recensement de 1975. Ils sont alors 3055 pour toute la région. Le groupe est encore très majoritairement masculin. Les femmes ne représentent que 28 % de l'effectif. Leur présence est surtout marquée dans le Puy-de-Dôme avec 1730 personnes dont 475 femmes. Il faut noter qu'en Haute-Loire, ils forment alors, avec 500 personnes, la deuxième nationalité en importance derrière les Portugais. Initialement, ils travaillent surtout dans le bâtiment. Ils sont pratiquement absents des effectifs Michelin en 1970, alors que les recrutements d'étrangers sont alors extrêmement nombreux. Ce n'est qu'un peu plus tard que la firme enverra ses recruteurs à Casablanca et que l'on verra venir des ouvriers sous contrat ONI. En 1977, Chantal Chauvet dénombre 103 Marocains logés dans le foyer Michelin de Gerzat qui est réservé aux travailleurs musulmans¹⁷¹. Le foyer est alors occupé à la moitié seulement de ses capacités, ce qui indique que le nombre de Marocains recrutés était sans doute prévu pour être nettement supérieur. Assez vite toutefois, les regroupements familiaux feront diminuer le nombre d'hommes seuls et amèneront l'entreprise à se séparer de ses foyers.

La particularité de l'immigration marocaine en Auvergne tient surtout au fait qu'elle n'a pas les mêmes origines régionales qu'au niveau de l'ensemble de la France. La plaine du Sous et les vallées du Haut Atlas qui dominent au niveau des principales régions d'immigration marocaine en France sont très peu représentées en Auvergne. La population marocaine vient en partie du Maroc oriental, des régions de Oujda et Berkane et pour beaucoup de la province de Casablanca, avec une proportion importante venue de la ville même de Casablanca. Dans l'ensemble, la population marocaine d'Auvergne a des origines plutôt urbaines. Cela est en partie dû au nombre important d'étudiants qui fréquentent depuis longtemps les universités de Clermont-Ferrand. On en recense une centaine en 1975. Il est possible aussi qu'une partie de la main d'œuvre des grandes villes marocaines ait été attirée par les recruteurs auvergnats dans les années qui ont précédé la suspension de l'immigration économique. Les émissaires de Michelin se sont rendus à Casablanca en 1972 pour rencontrer des candidats qui leur étaient proposés par l'office marocain de la main d'œuvre. Ils ont également encouragé la cooptation pour avoir une main d'œuvre plus homogène, ce qui garantissait, à leurs yeux, une plus grande discipline.

C'est ainsi que quelques localités marocaines sont fortement représentées chez certains employeurs. C'est le cas en particulier de Benahmed, petite ville de 20 000 habitants, située à 70 km de Casablanca, dans la province de Settat, dont plusieurs originaires ont été embauchés par Michelin à travers un système de recommandation et ont pu procéder assez vite à un regroupement familial. Après une période quelque peu instable où il leur fallait s'adapter à un univers industriel qu'ils ne connaissaient pas ils ont eu tendance à se fixer dans l'entreprise. C'est ainsi que 65 % des Marocains embauchés par Michelin en 1972 étaient encore dans l'entreprise fin 1975¹⁷².

Malgré les quelques embauches dont ils ont pu bénéficier chez Michelin, les Marocains ont surtout travaillé dans le bâtiment et les travaux publics comme les Algériens et les Tunisiens.

¹⁷¹ C.Chauvet, op cit p 74.

¹⁷² Ch.Chauvet, op cit p 66.

Si un certain nombre d'hommes marocains a connu l'habitat insalubre des meublés de centre-ville, les familles, arrivées pour la plupart après la période de grande rénovation urbaine ont pu bénéficier relativement vite de l'accès aux HLM. On trouve ainsi une concentration de ménages marocains qui se met en place dès le milieu des années 1970 dans un certain nombre de quartiers où le logement locatif social est fortement représenté. C'est le cas dans le quartier Flamina à Clermont-Ferrand ou dans le quartier Guitard au Puy-en-Velay où près de 25 % des chefs de famille locataires du parc HLM seraient d'origine marocaine¹⁷³. Le problème qu'ils rencontrent est semblable à celui de toutes les populations immigrées regroupées dans ce type de quartier. La précarité des ressources et les discriminations rencontrées par les jeunes dans le domaine de l'emploi les poussent à rester sur place et à réagir négativement à toute incitation à la mobilité.

La vie associative, longtemps contrôlée par les amicales émanant des consulats s'organise depuis quelques années autour des lieux de culte musulman. La poursuite des regroupements familiaux après 1974 et le maintien d'un flux important d'étudiants ont contribué à faire de l'immigration marocaine, avec 5459 personnes, dont 2576 femmes recensées en 1999, la deuxième en importance en Auvergne, loin il est vrai derrière les Portugais. La diversité des origines régionales, des milieux sociaux et des lieux d'installation n'en fait pas une communauté facile à appréhender dans sa globalité. Son histoire en Auvergne n'est en outre pas marquée par des événements liés à l'actualité internationale ou à l'actualité sociale et économique de la région. Cela explique sans doute que peu de travaux leur aient été consacrés et que peu de choses les concernent dans les archives départementales en dehors des visites que firent à Vichy au début du XXe siècle certains de leurs dignitaires.

Les Tunisiens commencent à être visibles au recensement de 1975 avec 770 personnes. C'est alors un groupe à nette dominante masculine avec une proportion de femmes qui est de l'ordre de 24 %. Leur présence se renforce au fil des recensements. En 1982, on en dénombre 1108. Par la suite, les chiffres vont en déclinant. En 1990, ils sont 894 et 863 en 1999. L'élément féminin représente alors 41 % de l'ensemble. Du point de vue des origines, on observe une dominante des natifs des gouvernorats de Sousse et de Sfax. Le sud tunisien et l'île de Djerba, fortement représentés dans l'ensemble de la France sont pratiquement absents de l'Auvergne. La part des étudiants a été aussi longtemps assez importante et explique le taux élevé de gens nés dans les villes. Le regroupement familial ayant été plus tardif et moins fort que chez les Marocains, beaucoup d'hommes tunisiens ont connu l'habitat insalubre des garnis du Mazet. Très peu ont travaillé dans l'industrie et Michelin n'a jamais procédé à des missions de recrutement en Tunisie. Les emplois précaires du bâtiment ont été leur lot, avec des sorties précoces du marché du travail et, pour ceux qui n'ont pas pu faire venir leurs familles, un vieillissement dans la solitude et la précarité. Les accidents du travail qui ont touché fréquemment tous les travailleurs maghrébins employés dans le BTP laissent aussi des traces sur la santé et sont un frein au retour au pays car, même si les frais médicaux engagés là bas sont en théorie remboursables, il est difficile de trouver des conditions de soin satisfaisantes.

Les possibilités de promotion passent par le développement d'activités commerciales. La petite épicerie, spécialité des gens du sud tunisien, semble peu présente en Auvergne. En 1990, on ne recense qu'une vingtaine de commerçants et artisans parmi les Tunisiens. Le nombre de professions intellectuelles supérieures et de professions intermédiaires est beaucoup moins important que chez les Marocains : 24 contre 84. Dans les vieux centre villes, l'antériorité de présence des Algériens n'a guère permis aux Tunisiens et aux Marocains d'acquérir des fonds de commerce.

¹⁷³ Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay, contrat de ville 2006-2007, document contractuel.

L'immigration tunisienne en Auvergne semble donc promise à stagner et à diminuer dans l'avenir.

La constitution des communautés turques

Même si les recensements de l'entre-deux-guerres mentionnent la présence de Turcs en Auvergne, ce n'est qu'à partir de 1968 que cette population devient visible. Michelin aurait recruté dès 1966 quelques Turcs immigrés en Allemagne qui n'avaient pas pu obtenir sur place les emplois qu'ils espéraient. En 1975 on trouve 1440 ressortissants turcs dont seulement 250 femmes. La population va par la suite continuer de croître grâce aux regroupements familiaux. Progressivement plusieurs communautés se sont constituées dans diverses localités auvergnates, avec souvent un lieu d'origine commun. Certaines de ces communautés se sont atomisées au bout de quelques années devant les difficultés d'emploi résultant de la fermeture d'entreprises dans lesquelles travaillaient presque tous leurs membres. Progressivement les gens se sont déplacés vers des régions où ils avaient plus de chance de retrouver une activité, souvent la région parisienne où, en dehors des possibilités plus larges de travail, il existe une économie contrôlée par les Turcs ¹⁷⁴.

C'est ce qui est arrivé à Montluçon où les Turcs avaient commencé à s'implanter en 1969 grâce à des emplois chez Dunlop. La majorité venait de la région d'Afyon en Anatolie centrale et plus particulièrement de la grande commune rurale d'Emirdag dont les originaires sont aussi présents dans d'autres localités auvergnates, en Rhône-Alpes et aussi dans la banlieue de Bruxelles. A côté de ce groupe dominant, on trouvait quelques familles originaires de Cappadoce, d'autres provenant de Usak, localité située à 200 km d'Izmir et aussi une importante population kurde. Cette dernière était arrivée là par le biais d'un « pionnier » qui, ayant réussi à obtenir le statut de réfugié avait ensuite fait venir toute sa famille étendue dont les membres demandaient systématiquement l'asile politique. Ceux qui avaient été déboutés et restaient dans la région en situation clandestine ont bénéficié de la politique de régularisation massive mise en place en 1981. Une quinzaine de ménages kurdes portaient le même nom et travaillaient pour la plupart dans l'entreprise de bûcheronnage fondée par le pionnier du groupe dans la forêt de Tronçais.

La situation a commencé à se dégrader avec le rachat de Dunlop par Sumitomo qui a entraîné une vague importante de licenciements. Les activités de bûcheronnage ont connu un fort ralentissement. Les fonderies sous-traitantes de Dunlop ont commencé à licencier elles aussi et l'abattoir de Commentry où travaillaient beaucoup de Turcs a fermé ses portes. La plupart des familles sont allées tenter leur chance ailleurs. Quelques unes sont allées travailler dans la confection dans le quartier parisien du sentier, d'autres sont allées à Clermont-Ferrand, d'autres à Bourges ou à Dijon. Selon Madame Coskun qui a vécu ces événements avec sa famille, on retrouvait le même processus de départ que depuis la Turquie. Le chef de famille partait le premier et faisait venir femmes et enfants quand il avait trouvé un travail. Si les opportunités étaient nombreuses, il en informait sa parenté élargie et une partie de la communauté initiale se reformait ailleurs. Quand une famille s'en allait, une sorte de rituel se réalisait. On organisait une fête d'adieu et chacun apportait quelque chose à manger ou à boire.

Une autre communauté composée aussi principalement d'originaires d'Emirdag a réussi à se maintenir jusqu'à aujourd'hui. Elle est installée en Haute-Loire, dans l'Yssingelais, autour de la ville de Sainte-Sigolène. Les Turcs représentent environ 15 % des 5432 habitants

¹⁷⁴ La plupart des informations concernant les Turcs nous ont été communiquées par Madame Zubeyda Coskun, interprète au Clisma depuis 1987 qui, de par son activité a eu affaire à toutes les communautés turques d'Auvergne. Nous avons complété nos connaissances par des rencontres avec quelques associations, en particulier l'association turque de Clermont-Ferrand présidée par M. Karadiman.

de cette commune dont l'économie, autrefois spécialisée dans la passementerie a pu se reconverter dans la plasturgie, assurant 40 % de la production française de polyéthylène. La majorité des hommes turcs travaille dans les usines de plastic. Pour compléter les ressources, les femmes font du travail à domicile. Elles sont sous-traitantes de confectionneurs de la région de Saint-Etienne qui leur confient la finition et l'étiquetage de sous-vêtements. Payées à la tâche, elles se font aider par leurs filles dès l'âge de douze ans, ce qui se ressent sur la scolarité de celles-ci. Les usines de plastic n'embauchant plus depuis quelques années, les jeunes Turcs en sont réduits à des travaux d'intérim ou à créer des entreprises de maçonnerie. Malgré cette limitation des débouchés locaux en matière d'emploi, les Turcs se sont mis à acheter des maisons, faisant ce qu'avaient fait les Portugais dans les villages de la périphérie clermontoise, acquérant un vieux bâtiment et le réhabilitant avec l'aide de la communauté.

La communauté s'est constituée par cooptation. Là aussi, un « pionnier », originaire d'Emirdag est arrivé en 1968. Il avait obtenu en Turquie un contrat de travail chez un plasturgiste de la région. Il s'est fait apprécier de son employeur qui lui a demandé de faire venir d'autres travailleurs de Turquie. Avec les regroupements familiaux qui ont commencé avant 1974, la population turque est passée d'une quinzaine d'hommes à plus de 500 personnes aujourd'hui. L'enracinement local qui s'exprime par l'accession à la propriété n'empêche pas la population de maintenir des liens étroits avec le pays d'origine. La plupart des mariages se font avec des cousins et cousines vivant encore à Emirdag. Les familles continuent de soigner leur image de marque en retournant tous les deux ans au pays à bord d'un véhicule neuf, toujours plus luxueux. Elles ont bien sûr fait construire de belles maisons, ce qui suscite toujours des envies de venir en France.

La vie communautaire est très organisée. Les Turcs ont construit une mosquée où siège leur association et ils y ont aussi installé un salon de thé et une épicerie fournissant des produits alimentaires du pays d'origine. Très attachés à la religion, ils salarient depuis dix ans un imam qu'ils ont réussi à faire régulariser grâce à une intervention du maire de la commune. Ce repli communautaire permet de maintenir les valeurs traditionnelles et de garder les jeunes à l'abri des tentations de déviance. Le dur labeur qu'impose cette vie n'est compensé que par les démonstrations ostentatoires de réussite qui s'affichent lors des retours au pays.

Pour être moins traditionnelles, les autres communautés turques d'Auvergne se sont constituées de la même façon que celle de Sainte-Sigolène.

A Volvic, un natif de Beysehir en Cappadoce, venu dans la région avec un visa touristique a réussi à se faire embaucher à la Société des Eaux. Par la suite, presque tous les gens de son village sont venus à Volvic pour travailler dans cette même entreprise. Aujourd'hui, les regroupements familiaux se sont achevés. Beaucoup de familles turques ont acheté des maisons dans le vieux bourg de Volvic et les ont restaurées. L'usine continuant à embaucher, les générations de Turcs s'y succèdent. On n'assiste pas ici à la création d'entreprises pour faire face aux pertes d'emploi. Le fondateur de cette communauté, aujourd'hui gardien de l'usine est un personnage reconnu des autorités locales qui encourage plutôt les familles turques à pousser leurs enfants poursuivre leur scolarité, étant conscient qu'à l'avenir, il sera difficile de trouver du travail sans un bon niveau de formation.

Des évolutions limitées

A Thiers et dans les communes voisines de La Monnerie-le-Montel, de Chabreloche et de Saint-Rémy sur Durolle, la population turque est arrivée plus tardivement et semble moins homogène. Un certain nombre de gens travaillaient clandestinement dans le bûcheronnage et la coutellerie. Après le coup d'état militaire de 1979, ils ont demandé l'asile politique en Auvergne. La plupart ont été régularisés en 1981. Depuis la fin des années 1990, la situation économique s'est dégradée. Plusieurs fonderies et coutelleries ont fermé. Beaucoup de jeunes

sont au chômage. Les hommes vont travailler à Saint-Etienne et à Lyon, laissant leurs familles dans des villages où elles vivent pratiquement en autarcie. Les gens sont originaires de l'est du plateau anatolien, de villages proches de Sivas, de Akcasehir en particulier. Ils forment une communauté très fermée où les femmes sont très contrôlées et où les problèmes de précarité créent des tensions internes. Leur isolement dans les petits villages des environs de Thiers ne facilite pas leur évolution.

A Clermont-Ferrand, on retrouve des gens de toutes ces origines : Emirdag, Sivas, Cappadoce avec en plus quelques Lazes de la mer noire. Les Kurdes sont très peu nombreux. Les plus anciennement implantés sont les salariés de Michelin. A partir de 1985, ils ont été bénéficiaires de plans sociaux. L'entreprise leur a proposé une prime pour rentrer définitivement au pays. Une vingtaine de familles en a profité. Les plans sociaux qui se sont succédés depuis font qu'il reste très peu de Turcs dans l'entreprise. Les derniers qui approchent de la retraite voient sans déplaisir arriver le prochain plan social qui leur permettra de partir avec une prime. Ils ont pu acquérir leur maison quand l'entreprise la leur a proposée à la vente. Plutôt que de se réinstaller définitivement en Turquie, ils préfèrent, comme les retraités portugais, faire des allées et venues. Si la majorité des Turcs de Clermont travaillent dans le bâtiment et ont tendance à créer de petites entreprises, l'éventail des activités est plus large. Il y a plusieurs petits commerçants et restaurateurs. Il y a encore peu de gens occupant des emplois qualifiés et peu d'étudiants issus des communautés immigrées. Même à Clermont, on observe une propension à vivre entre soi. Les paraboles permettent de regarder les chaînes du pays et les gens sont souvent informés de ce qui se passe en France par le biais des médias turcs. La pratique religieuse est intense. Beaucoup se disent proches de l'AKP sur le plan politique. S'il n'y a pas d'intégrisme virulent, il n'y a pas beaucoup de volonté d'ouverture sur la société locale et les mariages mixtes sont très rares.

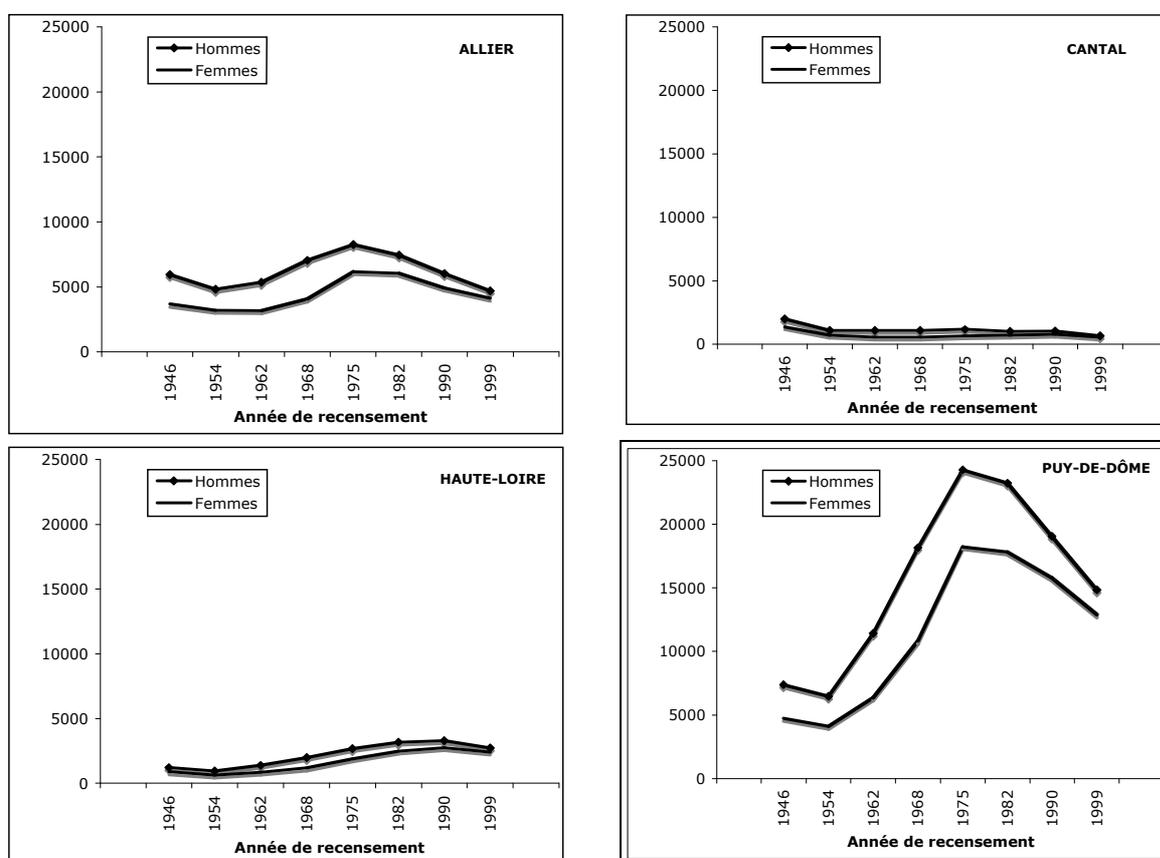
Cela n'empêche pas les Turcs de jouir d'une bonne image parmi les Auvergnats. On les reconnaît comme travailleurs et disciplinés. Les jeunes, pour l'instant, ne posent pas de problème. Les Turcs de leur côté ne se plaignent pas de discrimination de la part de la population locale. Ils ne sont que rarement sur les mêmes segments du marché du travail que les Français. Dans le bâtiment, leur étroite spécialisation dans la maçonnerie et les façades en fait des sous-traitants appréciés pour les entrepreneurs locaux, souvent d'origine italienne ou portugaise. Les leaders de communautés sont assez rassurants pour négocier avantageusement l'ouverture de lieux de culte et l'obtention de locaux associatifs avec les édiles locales. On s'accommode somme toute de leur tendance au repli communautaire qui a l'avantage de limiter les relations avec eux et donc les conflits. Seuls les habitants européens des quartiers HLM ont un sentiment d'invasion devant la concentration des familles turques qui rejoignent de plus en plus les familles maghrébines dans ce type d'habitat.

VI - LES POPULATIONS IMMIGREES A LA FIN DU XXE SIECLE

→ **GRAPHIQUE 5 : EVOLUTION DES ETRANGERS PAR SEXE DANS LES QUATRE DEPARTEMENTS AUVERGNATS DE 1946 A 1999**

Des signes d'installation

Le graphique suivant révèle l'importance très inégale qu'a prise l'immigration dans les différents départements de l'Auvergne. Il montre aussi la tendance générale à la diminution à partir de 1975 et le rapprochement du nombre d'hommes et de femmes étrangères à la fin du XXe siècle.



Après 1975, en Auvergne, comme dans le reste de la France, les flux migratoires sont essentiellement composés de regroupements familiaux qui viennent renforcer et stabiliser les populations déjà installées. On observe aussi l'entrée de demandeurs d'asile mais à un niveau assez faible. Clermont-Ferrand attire des étudiants étrangers d'abord surtout originaires du Maghreb et des pays francophones d'Afrique subsaharienne puis d'Asie et particulièrement de Chine. En 2006, l'Université d'Auvergne comptait 2 500 étudiants étrangers. Entre 1982 et 1999, la population immigrée va en diminuant sensiblement en valeur absolue, passant de 61 944 personnes à 42 949. Comme la population auvergnate va elle-même en diminuant, le pourcentage des immigrés diminue moins fortement, passant de 4,63 % à 3,29 %.

Parallèlement à la diminution du nombre d'étrangers, on voit augmenter le nombre de Français par acquisition. En 1990, on en compte 26 280 pour 53 703 étrangers soit près de la moitié. Les deux groupes sont logiquement destinés à se rapprocher si le nombre d'entrées d'étrangers dans la région reste du niveau de ce qu'il est depuis 1975.

Ces chiffres régionaux cachent un certain nombre de disparités. Tout d'abord, d'un point de vue global, le Puy-de-Dôme est le seul département dont la population augmente significativement. En 1999, sa population dépasse les 600 000 habitants. Cela ne s'était produit qu'une fois depuis l'existence des recensements. C'était en 1846. Par la suite l'évolution démographique du département reflète les aléas de la conjoncture économique. Il y a une diminution régulière de la population dans la deuxième partie du XIXe siècle, diminution qui s'accroît en 1921, des suites de la guerre. En 1926, la population globale a augmenté à nouveau, parallèlement à la population immigrée. Elle redescend ensuite jusqu'en 1946 et augmente à nouveau de façon constante à partir de cette date. Depuis 1982, alors que la population immigrée va en diminuant, la population globale continue d'augmenter. Malgré la réduction du nombre des entrées, la population immigrée devenue française contribue probablement à cette augmentation.

Dans les autres départements auvergnats, on observe une diminution régulière de la population depuis le XIXe siècle. Cela commence dès 1831 pour le Cantal. En 1999, ce département a perdu plus de 112 000 habitants par rapport à cette date. L'immigration y ayant toujours été très faible, elle n'a pu en rien influencer l'évolution démographique constamment à la baisse d'un département rural qui avait été longtemps un grand réservoir de main d'œuvre pour des zones plus industrialisées. Dans l'Allier et la Haute-Loire, le déclin démographique commence plus tardivement. En 1999, l'Allier compte près de 85 000 habitants de moins qu'en 1891 et la Haute Loire en compte plus de 107 000 de moins qu'en 1886, malgré une légère remontée depuis 1982. Du fait de l'existence de zones industrialisées dans l'Allier, la population immigrée y a toujours été un peu plus importante mais les périodes où elle augmente n'affectent en rien la diminution constante de la population globale. Depuis 1982, la population étrangère diminue plus fortement que la population globale. Le portrait démographique de l'Auvergne à la fin du XXe siècle reflète une tendance à la diminution globale et à la redistribution de la population au profit des zones urbanisées et « tertiairisées ». L'évolution de la population immigrée n'affecte pas les évolutions globales, sauf de façon assez limitée dans le Puy-de-Dôme et essentiellement pendant les périodes de forte croissance économique : deuxième partie des années 1920 et période allant de 1974 à 1975. Il est probable que, par la suite, la population issue de l'immigration continue de contribuer à l'augmentation démographique de ce département alors même que la population immigrée y diminue de 32 % entre 1982 et 1999. A la fin du XXe siècle, la tendance est donc à une « absorption » de la population immigrée. Il est donc pertinent de s'intéresser à l'évolution de la population étrangère sur le plan économique et de la comparer avec celle de la population ayant acquis la nationalité française qui est allée en augmentant au fil des dernières décennies du XXe siècle.

Les recensements de l'INSEE quant à la population active constituent un matériau intéressant à analyser pour avoir une idée de l'évolution des immigrés par catégories socio professionnelles au fil de leur installation en Auvergne

En 1975, au moment où se clôt la période d'immigration de travail, on compte dans la population étrangère de la région 25 470 actifs pour 37 895 non actifs, soit un taux d'actifs de plus de 40 %. Les femmes représentent 16,7 % des actifs et 58,2 % des non actifs. Les enfants de moins de 16 ans sont au nombre de 21 850. Les lycéens et étudiants de 17 ans et plus sont au nombre de 1495. Parmi les actifs, la catégorie socioprofessionnelle la plus représentée est celle des manœuvres et ouvriers spécialisés qui avec 15 875 personnes représente 62,2 %. La

deuxième catégorie est celle des ouvriers qualifiés et agents de maîtrise qui avec 4815 personnes représente 18,9 % des actifs. On peut en conclure qu'à cette date la très grande majorité des actifs étrangers (81,2 %) est composée d'ouvriers avec une forte prépondérance des non qualifiés. Il y a quelques différences selon les nationalités en présence. Le taux d'ouvriers non qualifiés est de 37 % chez les Italiens, de 53 % chez les Espagnols, de 67 % chez les Portugais, de 71 % chez les Algériens, de 81 % chez les Turcs et de 85 % chez les Marocains. Cette photographie est encore celle d'une immigration de travail avec un niveau de qualification professionnelle qui augmente avec l'ancienneté de présence et un taux d'activité féminine très faible.

En 1990, après quinze ans d'arrêt des entrées de travailleurs et d'installation de familles, il est possible de faire déjà une comparaison même si le changement de nomenclature dans le classement des données INSEE ne la rend pas aisée. On dispose aussi à cette époque de la situation des Français par acquisition, ce qui peut permettre de repérer les différences par rapport aux étrangers.

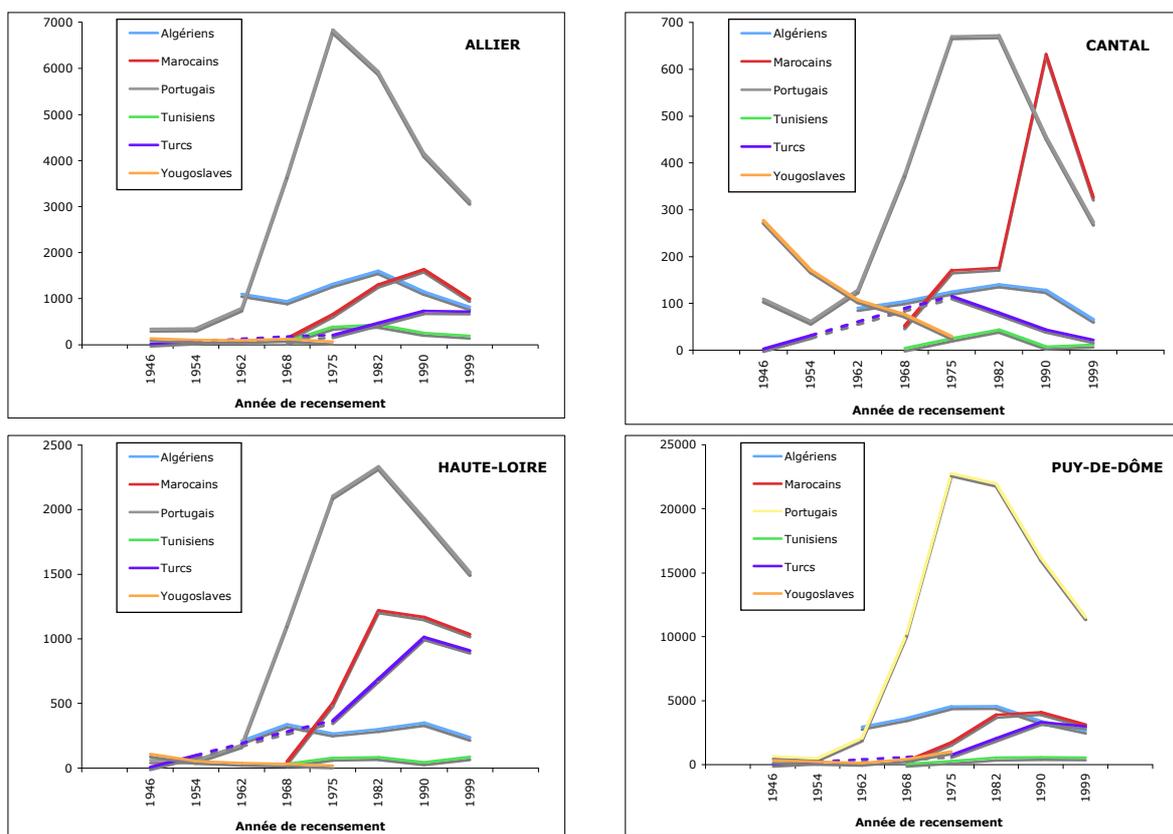
A cette date on a un nombre total d'actifs étrangers de 23 832, ce qui fait un taux d'actifs de 44 %, supérieur à ce qu'il était en 1975. Les femmes étrangères actives sont au nombre de 7 468. Elles représentent Plus de 31 % des actifs. Leur taux d'activité a doublé depuis 1975. Le nombre d'ouvriers est de 15 504, soit un peu plus de 65 % de la population active. Malgré la difficulté d'établir une comparaison avec la situation de 1975, il apparaît tout de même que la population étrangère est nettement moins ouvrière quinze ans après. De nouvelles données apparaissent. On compte 3868 retraités parmi les étrangers en 1990, soit 7,20 % de la population totale et 2088 chômeurs, soit 8,7% de la population active.

Si on compare avec la situation des Français par acquisition qui sont au nombre de 26 280 au même recensement, on trouve parmi eux 13120 actifs, soit un taux d'actifs de 49 %. Avec un nombre de 6 048, les femmes représentent plus de 46 % des actifs. C'est une population nettement moins ouvrière que la population étrangère : 5 265 personnes soit 40 % des actifs. Les chômeurs avec 1972 personnes représentent 15 % des actifs, soit nettement plus que pour les étrangers. Quant aux retraités, avec 6 312 personnes, ils représentent plus de 24 % de cette population, ce qui est le signe d'une moyenne d'âge élevé. C'est sans doute pour cette raison et aussi du fait du taux plus élevé de femmes actives que l'on trouve un pourcentage de chômeurs plus important que chez les étrangers. Par rapport à 1975, on constate que les étrangers sont encore plus actifs, ce qui est dû essentiellement à l'augmentation de l'activité féminine et qu'ils sont moins ouvriers. Le pourcentage de retraités est encore faible parmi eux. Chez les Français par acquisition, ces caractéristiques s'accroissent. Les femmes représentent près de la moitié des actifs. Le groupe est encore moins ouvrier et on compte nettement plus de retraités. En 15 ans le profil de la population étrangère tend à se rapprocher de celui de la population française même si elle reste plus jeune et plus active avec un moindre taux d'activité féminine. Chez les Français par acquisition, les ressemblances avec la population française s'accroissent. Les données concernant le chômage doivent être considérées avec circonspection car elles sont très conjoncturelles. Un taux d'un peu plus de 8 % de chômeurs chez les étrangers en 1990 indiquait encore une position assez bonne sur le marché de l'emploi.

BILAN DE LA PRESENCE IMMIGREE AU COURS DE LA DEUXIEME MOITIE DU XXE SIECLE

→ **GRAPHIQUE 6 : EVOLUTION DES PRINCIPALES NATIONALITES ETRANGERES DANS LES QUATRE DEPARTEMENTS AUVERGNATS DE 1946 A 1999**

Diminution et stabilisation



Ce graphique montre que toutes les nationalités suivent, de manière plus ou moins forte la même courbe. A la très forte hausse qui va de 1962 à 1975 suit une baisse plus ou moins forte après cette date. Les courbes confirment la prédominance portugaise et aussi l'importance plus tardive prise par les Marocains, en particulier dans le Cantal. Toutefois, elle indique une forte tendance à la baisse, résultants sans doute plus de l'augmentation du nombre de naturalisations et de la diminution du nombre des nouvelles arrivées plus que de l'augmentation des départs.

Contrairement à l'ensemble de la France où la stabilisation des nationalités venues dans les années de l'immigration de travail est compensée par l'arrivée de gens de nouvelles provenances : Afrique subsaharienne et Asie essentiellement, en Auvergne, la fin du XXe siècle n'amène pas de changements très significatifs dans la composition de la population étrangère.

Les derniers flux

On peut cependant mentionner quelques flux originaux, qui, bien que, faibles, annoncent peut-être de nouveaux types d'immigration dans la région.

L'Auvergne a été peu touchée par les flux de demandeurs d'asile qui ont représenté en moyenne près d'un tiers des entrées en France au cours des années 1980 et 1990. En 2006, on comptait en Auvergne 242 places en CADA (centres d'accueil de demandeurs d'asile) sur 15 677 places sur l'ensemble de la France. Parmi les associations qui assurent une aide importante aux demandeurs d'asile, on peut identifier en Auvergne la CIMADE qui fait des permanences à Montluçon et à Clermont-Ferrand. Cela n'est pas suffisant pour faire de la région un pôle d'attraction pour les demandeurs d'asile comme peut l'être l'agglomération lyonnaise par exemple. Du fait de l'implantation de structures d'accueil dans la région, un certain nombre de Bosniaques ont pu s'installer en Haute-Loire ou dans l'Allier. A Clermont-Ferrand, en raison de la présence de l'université, un certain nombre d'étudiants, notamment Iraniens, ont demandé et obtenu l'asile et sont demeurés sur place. Le cas le plus spectaculaire concernant la question de l'asile en Auvergne est celui des réfugiés kurdes d'Irak qui ont été dirigés vers le camp de Bourg-Lastic. A l'initiative de Madame Mitterand, la France a accueilli en 1990 350 Kurdes irakiens réfugiés en Turquie après que leurs villages aient été bombardés par l'armée de Saddam Hussein. Après quelques semaines passées dans le camp militaire, ces familles ont été dispersées dans plusieurs localités environnantes : Vic-le-Comte, Sainte-Florine, Clermont-Ferrand, Corent, Auzon, Avrant, Peyrelevade, Manzat et à Castillon dans l'Ariège.

Six ans après leur arrivée, une exposition photographique leur était consacrée à l'Institut kurde de Paris. La photographe américaine Christa Boggs, soutenue par la Fondation France-Libertés avait pu passer quelques semaines auprès de ces familles et transmettait des informations sur leur évolution. Si la situation restait critique du point de vue de l'emploi, les familles s'étaient bien adaptées à leur nouvel environnement et les jeunes envisageaient de s'installer définitivement en France¹⁷⁵. Aujourd'hui, ces familles sont très dispersées. Elles n'ont pas tenté de reconstituer une communauté. Une dizaine de ces familles vivent encore en HLM dans les quartiers nord de Clermont-Ferrand. Celles qui avaient été installées dans des petites communes rurales sont pour la plupart parties vers la région parisienne. Les femmes se sont montrées très actives. Deux d'entre elles ont créé des ateliers de confection, l'un à Cournon, l'autre à Clermont. Aucune vie communautaire organisée n'est signalée à leur propos. Le fait qu'il y ait peu de Kurdes de Turquie en Auvergne ne les a pas conduits à former un groupe plus large.

D'autres catégories de migrants que les réfugiés se sont implantées en Auvergne au cours des dernières décennies. Il s'agit en particulier de ménages originaires d'Europe du Nord qui cherchent à acquérir une résidence en milieu rural. Une enquête entreprise auprès de 234 communes rurales du Cantal en 2006 dénombrait 574 étrangers y possédant une résidence. Parmi eux, on trouve 37 % d'Anglais, 32 % de Néerlandais et 23 % de Belges. On compte parmi eux 100 résidents principaux et 113 résidents secondaires, un tiers de retraités et deux tiers d'actifs¹⁷⁶.

¹⁷⁵ Institut kurde de Paris, bulletin d'information et de liaison n° 139-140, octobre – novembre 1996.

¹⁷⁶ J.F Mamdy, L'accueil des étrangers d'Europe du Nord dans les campagnes du massif central : méthodologie pour une étude. In **Les étrangers dans les campagnes**, actes du colloque franco-britannique de géographie rurale, Vichy 18 et 19 mai 2006. Presses de l'université Blaise Pascal, Clermont-Ferrand, 2008. p 126.

Dans le Puy-de-Dôme, c'est la région de la moyenne Combraille qui, depuis le milieu des années 1990, a eu la « divine surprise » de voir s'installer de nombreux étrangers d'Europe du nord. Les cantons de Saint-Gervais-d'Auvergne et de Pionsat qui n'ont pourtant rien de particulièrement attractif bénéficient d'une véritable renaissance grâce à l'implantation de résidents Néerlandais d'abord, Britanniques et Allemands, ensuite. Leur présence a contribué à l'arrêt du déclin démographique de la zone ainsi qu'à la relance du commerce et à la réimplantation de services publics¹⁷⁷. Cette région au climat rude et au paysage banal voyait s'expatrier au XIXe siècle une partie de ses habitants spécialisés dans la maçonnerie. Si l'agriculture qui emploie 35 % des actifs a pu s'y maintenir malgré des surfaces assez modestes, la population a diminué de 23 % depuis 1975. La moitié des habitants a plus de cinquante ans et deux sur dix ont plus de 75 ans.

Entre 1990 et 1999, le nombre des étrangers installés dans les deux cantons est passé de 41 à 137. Ce phénomène ne doit rien aux facilités de transports puisque la ligne *low coast* qui desservait l'aéroport d'Aulnat depuis Londres a été supprimée avant que la vague d'arrivées ne prenne de l'ampleur. Ils se sont installés là en raison d'une saturation du marché de l'immobilier rural encore accessible dans des régions proches. Les Néerlandais, nombreux dans le Morvan, ont poussé plus au sud et ils ont trouvé dans les Combrailles des biens immobiliers qui convenaient à leur pouvoir d'achat. Les Anglais, de plus en plus nombreux dans la Creuse voisine ont dû, devant l'envolée des prix, se replier sur une zone où le foncier était plus abordable. Il s'agit d'une population de classes moyennes, active, composée pour l'essentiel de couples qui ont entre quarante et soixante ans, quelques uns avec des enfants. Certains conservent une activité dans leurs pays d'origine grâce au télétravail ou à des aller-retours brefs. On compte parmi eux beaucoup de représentants de professions qui n'ont pas un besoin d'être en permanence sur leur lieu de travail : universitaires, journalistes, artistes etc.. C'est surtout la fuite du stress existant dans leurs milieux résidentiels d'origine qui les a conduits à s'installer dans une campagne auvergnate sans notoriété particulière. La vie en Combrailles apparaît plus reposante que dans la *Randsatdt Holland* ou dans le Grand Londres. Ils développent des activités touristiques d'abord à l'intention de leurs compatriotes puis en direction d'une clientèle plus large. Quelques professions libérales se sont installées sur place, dont un médecin. L'accueil de la population locale a été plutôt favorable mais rien n'a été fait pour faciliter leur accueil du point de vue administratif. Dans la foulée, un monastère bouddhiste fréquenté par une trentaine d'Allemands convertis a été ouvert à Biolet. Les réticences locales ont été plus fortes mais cet apport de population a permis de maintenir un bureau de poste.

Grâce à cette nouvelle population, les Combrailles sont sorties de leur anonymat. Un résident hollandais qui enseigne à l'école des beaux arts d'Amsterdam a réalisé à Clermont-Ferrand plusieurs expositions de peinture sur les paysages de sa campagne d'adoption.

Le phénomène devrait s'amplifier dans l'avenir tant l'Auvergne du fait de la déprise agricole peut offrir d'opportunités d'installation à bon marché en milieu rural. Les maires des communes rurales de la région se sont réunis en Juin 2006 pour réfléchir à la mise en place de moyens destinés à attirer et à fixer cette population qui peut contribuer à la revitalisation de zones en risque de dépeuplement.

Par une ironie de l'histoire, les dernières immigrations qui touchent l'Auvergne se font en direction de ces campagnes délaissées par la petite paysannerie du XIXe siècle attirée par les petits métiers des grandes villes et boudées par les travailleurs immigrés du vingtième siècle qui leur préféreraient la mine ou l'usine. Les étrangers contribuent ainsi à rééquilibrage de la présence humaine sur le territoire, ce qui, à une époque où le devenir des espaces naturels devient un enjeu crucial, n'est pas un mince apport.

¹⁷⁷ E. Bordessoule : Etrangers et campagne sans image : l'exemple de la moyenne Combraille, op cit pp 203-216.

BIBLIOGRAPHIE

► Ouvrages

- J.Anglade, **La vie quotidienne des immigrés de 1919 à nos jours**, Hachette, 1976.
- A.Chatelain, **Les migrants temporaires en France de 1800 à 1914**, Publications de l'université de Lille III, 1976, 1216pages.
- G.Dreyfus-Armand, **L'exil des républicains espagnols en France**, Paris, Albin Michel, 1999.
- A.Gueslin,(dir) **Michelin, les hommes du pneu**, Les éditions de l'atelier, Paris, 1993.
- A.Gueslin, (dir) **Les hommes du pneu, les ouvriers Michelin (1940-1980)**, éditions de l'Atelier, Paris, 1999.
- M.Hamoumou, **Et ils sont devenus harkis**, Fayard, Paris, 1993. p 28.
- F.Jarrousse, **Auvergnats malgré eux : prisonniers et déserteurs étrangers dans le Puy-de-Dôme pendant la révolution française (1794-1796)**, 1998, Clermont-Ferrand, Institut d'Etudes du Massif Central, 249 p.
- G.Mauco, **Les étrangers en France, leur rôle dans l'activité économique**, 1932, Paris, Armand Colin.
- Frédérica Montseny, **Pasion y muerte de los Espanoles en Francia**, Toulouse, Editions Espoir.
- J.Ponty, **Polonais méconnus. Histoire des travailleurs immigrés en France dans l'entre-deux-guerres**. Paris. Publications de la Sorbonne, 1988.
- I.Simon-Barouh, **Rapatriés d'Indochine. Deuxième génération**. L'Harmattan. 1981.
- Pierre Jean Simon, **Rapatriés d'Indochine. Un village franco-indochinois en Bourbonnais**, Paris, L'Harmattan, 1981.

► Articles de revues et chapitres d'ouvrages collectifs

- J.Barou, Immigrés portugais dans la périphérie de Clermont-Ferrand, refaire la campagne à deux pas de la ville. In **Campagnes de tous nos désirs : patrimoines et nouveaux usages sociaux**, sous la dir. de Michel Rautenberg, André Micoud, Philippe Marchenay, Laurence Bérard, Paris, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2000, p. 141-151.
- J.Barou, Portugais d'Auvergne : d'une identité villageoise à l'autre. **Revue d'Auvergne**, 1996, n°539, p 147-159.
- F.Boulet, Etrangers et Juifs en Haute-Loire de 1936 à 1946, Association des cahiers de la Haute-Loire, Le Puy-en-Velay, 1992.
- E. Bordessoule : Etrangers et campagne sans image : l'exemple de la moyenne Combraille In **Les étrangers dans les campagnes**, actes du colloque franco-britannique de géographie rurale, Vichy 18 et 19 mai 2006. Presses de l'université Blaise Pascal, Clermont-Ferrand, 2008.
- Ch. Faivre, Les étrangers d'Auvergne, **Hommes et migrations**, n°112, 1969, p 21)
- N.De Bouard, « Les Français par acquisition », **La point économique de l'Auvergne**, n°8, 1987.
- P.Estienne, L'immigration portugaise dans l'agglomération clermontoise, **Revue d'Auvergne**, p 55-64.

- P.Estienne, Mutations des comportements démographiques de la proche banlieue clermontoise. Le rôle des étrangers. **Revue d'Auvergne**, tome 95, n°1, 1981.
- P.Estienne et J.M Faure, Un bourg industriel devenu banlieue : Volvic, **Revue d'Auvergne**
- P.Gerbet, Les réfugiés politiques dans le Puy De Dôme, Extrait du **Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne**, tome LXIII, Clermont-Ferrand, 1943, p 1-24.
- F.Koerner, Réfugiés et prisonniers politiques en Auvergne, **Etudes bourbonnaises**, 16^e série, n°287, 2, 2000 p 57-66.
- F. Koerner : *Les réfugiés politiques polonais dans le Puy-de-Dôme, de la grande émigration à 1919* **Revue d'Auvergne**, t 101, n°3, 1987, p 253-264.
- F.Koerner, « L'immigration et l'intégration des populations étrangères dans le Puy de Dôme (XIXe et XXe siècles) **Cahiers d'Histoire**, t 32.
- F.Koerner, Les camps de Bourg-lastic et Huriel en Auvergne, **Etudes bourbonnaises**, n°246, 4^e trimestre 1988, pp 97-106.
- E.Lindquist, « Vichy and foreign workers : spanish civil war refugees in the Auvergne », **Meeting of the Western Society for French History**, vol 13, 1986, p 230-239.
- J.Ph Luis, La comunidad espanola en Francia : le région de Auvergne, **Hispania**, Madrid, vol LXII, 2, Mayo-Agosto 2002.
- J.F Mamdy, L'accueil des étrangers d'Europe du Nord dans les campagnes du massif central : méthodologie pour une étude. In **Les étrangers dans les campagnes**, actes du colloque franco-britannique de géographie rurale, Vichy 18 et 19 mai 2006. Presses de l'université Blaise Pascal, Clermont-Ferrand, 2008.
- A.Oudouart, « Note concernant la population étrangère de Romagnat », **Revue d'Auvergne**, n°88, 1974, pp 45-54.
- A.Poitrineau, Compagnies familiales de commerce auvergnates en Espagne aux XVIIIe et XIXe siècles. (**Actes du colloque franco-britannique de Bordeaux**, 1979, p 169-183).
- A. Poitrineau, Les Auvergnats et le commerce français en Espagne, d'après les papiers de la commission impériale des indemnités de 1809-1810, **Revue d'Auvergne**, 1969, p. 135-143).
- A.Trin, L'émigration cantalienne en Algérie, *Revue de Haute Auvergne*, 1969, p. 416-424.

► Thèses et mémoires

- Ch. Chauvet, *Les immigrés maghrébins dans l'agglomération clermontoise*, mémoire de maîtrise en géographie, dirigé par Pierre Estienne, 1977, Université Blaise Pascal.
- A.Delbos, *L'immigration étrangère dans le Puy-de-Dôme de la fin du XIXe siècle à 1940*. Mémoire de maîtrise sous la direction d'André Gueslin, Université de Clermont-Ferrand, 1991.
- P.Duboisset : *La C.N.T en exil : une présence libertaire espagnole dans le Puy-de-Dôme entre 1945 et 1975*, mémoire de maîtrise sous la direction de M.Jean-Philippe Luis, Université Blaise Pascal, 1998.
- B.Falco : *Réfugiés et immigrés dans le Puy-de-Dôme*, maîtrise d'Histoire, 1996, Université de Toulouse le Mirail.
- S.Garcia, Les républicains espagnols dans la résistance en Auvergne, mémoire de maîtrise en histoire, université Blaise Pascal, Clermont-Ferrand, 2000.
- M.Hamoumou, *Essai d'analyse du vécu des jeunes d'origine algérienne*, mémoire de DESS de psychologie clinique, 1982, Université Blaise Pascal, Clermont-Ferrand.

F.Glyscinszki, *Les Polonais de Saint-Eloy-les-mines*, mémoire de maîtrise en histoire, sous la direction de madame Geneviève Massard-Guilbeau, Université Blaise Pascal, 1996.

C.El Kadiri, *Les Algériens de Clermont-Ferrand, de 1912 à 1947*, mémoire de maîtrise sous la direction de G.Massard-Guilbeau, université Blaise Pascal, 1997.

D. Melo, *L'immigration portugaise à Clermont-Ferrand, de 1936 aux années 1970*, mémoire de maîtrise en histoire sous la direction de Madame Massard-Guilbeau, année universitaire 1994-1995.

A. Moulin-Bourret, *Le développement industriel de Clermont-Ferrand de 1912 à 1922*, Thèse de doctorat, Paris X, Nanterre, 1993.

B.Nivet, *La population immigré dans la région clermontoise pendant la période de l'entre-deux-guerres*. Mémoire de maîtrise en histoire Clermont-Ferrand : Université Blaise Pascal 2, 1985.

M.Prival, *Les migrations de travail en Auvergne et Limousin, de 1900 à nos jours*, thèse de IIIe cycle, sous la direction de A.Fel, Université de Clermont-Ferrand 2, 1979.

C.Sobiech, *L'immigration polonaise à Clermont-Ferrand de la fin du XIXe siècle à 1946*, mémoire de maîtrise en histoire sous la direction de Geneviève Massard-Guilbeau, Université Blaise Pascal, 1994.

► **Rapports**

J.Barou, A.Miranda, P.Prado, *Nouveaux usages de la campagne et patrimoine, trois cas de emploi du patrimoine rural par des migrants anglais, italiens et portugais*, rapport de recherche pour la mission du patrimoine ethnologique, octobre 1997.

M.Hamoumou, *Les RONA dans le Puy-de-Dôme, enquête sociologique et statistique*, Comité National pour musulmans français, 1990.

Préfecture du Puy-de-Dôme *Les migrants étrangers dans la région d'Auvergne*, Service de liaison et de promotion des migrants., 1975. 109 p.